• **DIPLOMATIE** : Ike chez M. Micawber

(voir p. 24)

• **CINÉMA** : Zanuck vous connaissez... ?

(voir p. 29)

L'EXPRESS

125 frs

27 AOUT 1959. — N° 428.

DOCUMENT

LA DEMOCRATIE ET NOUS

par Colette AUDRY

(A.P.)

M. ANTOINE PINAY, MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

« L'Algérie est la plus folle des entreprises, un gouffre où viendront s'engloutir toutes les richesses du pays. »

(M. de Sade - Chambre des députés - 1834.)

B 6 ★★ ★★★

En pages 8 et 9 :

LE CAHIER VERT

par Françoise GIROUD

Les hommes de mouvement

Je viens de lire avec intérêt et sympathie le très intéressant entretien de Raymond Aron, mon ancien camarade du lycée de Versailles, et je pense que cette analyse lucide et pénétrante mérite d'être discutée.

Le principal point de cet entretien qui me paraît devoir être discuté, c'est l'affirmation que l'opposition traditionnelle de la gauche et de la droite est surmontée aujourd'hui par les caractères structurels d'une société industrielle. Il n'est pas niable que le socialisme doit être repensé en termes actuels et que ce qui était vrai au temps de Marx ne l'est plus aujourd'hui, du moins de façon aussi tranchée...

La guerre d'Algérie apporte justement, comme l'affaire Dreyfus jadis, un test pour faire un tri automatique entre droite et gauche. Sont des réactionnaires ceux qui admettent la poursuite indéfinie de cette guerre, sont des hommes « de mouvement » ceux qui pensent qu'aucune solution imposée par la seule force des armes n'est valable.

EDOUARD CONNEAU SYMOURS,
Chaville.

Compagnon de combat

Une chose m'a frappé dans l'éblouissant exposé que le professeur Raymond Aron (« éditorialiste du Figaro », comme vous dites) a fait à Jean Daniel dans votre dernier numéro.

Cette chose, c'est que M. Aron, quoi qu'il pense de lui-même, n'est pas un homme de droite. Il dit appartenir à « une droite selon ses vœux ». Fort bien ! mais puisqu'elle n'existe pas, il est obligé de critiquer la droite telle qu'elle est, « la droite française la plus bête du monde », comme l'a proclamé M. Guy Mollet qui s'y connaît bien.

Ce ne sont que des querelles de mots. Pour l'essentiel, qu'il le veuille ou non, M. Aron est un de nos plus brillants compagnons de combat.

A. C.,
Paris.

Ce qui m'empêche de croire

Pourquoi le F.L.N. a-t-il besoin d'assassiner ses propres concitoyens en si grand nombre pour les convaincre de leur volonté d'indépendance ? Voilà ce qui m'empêche de croire qu'il représente une volonté nationale et unanime de libération. Depuis la Toussaint 1954, des milliers d'Algériens ont eu la gorge tranchée par le F.L.N., par leurs propres compatriotes ! Rien de tel ne s'était vu à un tel degré au Maroc et en Tunisie. Il y a toujours des règlements de comptes dans une révolution, mais là il ne s'agit plus de cela ; il s'agit de démontrer à des populations calmes, par la force, sous la menace, qu'elles appartiennent au F.L.N. Comment expliquer que le F.L.N. assassine cinq Musulmans pour un Européen si la lutte qu'il mène est dirigée contre les Européens ?

Et que penser de déclarations comme celle d'Azem Ouali, député de Grande-Kabylie ? Il dit ceci : « De quel droit tiendrait-on compte de la volonté d'une minorité rebelle et tiendrait-on pour négligeable la majorité fidèle ? Si par impossible on écoutait les agents de l'anti-France, il faut que l'on sache que la paix ne serait point acquise car nous, les fidèles, nous qui avons souffert, nous Français dépossédés, nous deviendrions les nouveaux rebelles au cœur des montagnes. »

J. MASSON,
Dakar.

L'opinion de Clemenceau

J'ai l'impression que les souvenirs du général Serrigny sur Pétain sont de nature à laisser subsister la légende d'une période de grandeur dans la carrière de cet homme. A cette question qui me fut bien des fois posée, en Amérique, au cours de ma mission 1943-1944, je répondais :

Lorsque Pétain reçut, au début de l'offensive 1916, mission de défendre Verdun, il répondit que cette défense était impossible, qu'il fallait au plus vite nous replier et demander l'armistice. La défense de Verdun lui fut imposée.

Lors de la conférence interalliée de Doullens, au lendemain de la rupture du front franco-anglais, Pétain déclara qu'il fallait au plus tôt demander un armistice. Le commandement suprême fut confié à Foch qui mena nos armées à la victoire. Au lendemain de cette victoire, quand on demandait à Clemenceau son opinion sur Pétain, il répondait : « Cet homme, nous l'avons conduit à la victoire à grands coups de pied dans le c... »

Peu de jours avant sa mort, à Paris, le maréchal Lyautey disait à son entourage : « Ce qui m'ennuie le plus, mourant à Paris, c'est de savoir que cette canaille de Pétain suivra mon convoi. »

Voilà pour le glorieux soldat.

GÉNÉRAL LE DANTEC,
Saint-Lunaire.

Il est curieux

Sans la soumission de Pétain, la guerre aurait été très certainement moins longue et nous n'aurions pas eu plus de morts.

Il est curieux d'entendre aujourd'hui parler de « faux honneur » les mêmes qui supporteraient, sans doute, de voir continuer vingt ans la guerre d'Algérie s'il le faut.

RAYMOND LIPA,
Rosny-sous-Bois.

Sous la menace

Vous donnez dans votre dernier numéro un cliché qui montre « la foule parisienne ovationnant Pétain » place de l'Hôtel-de-Ville, en avril 1944. Un examen rapide de cette photographie montre que cette « foule parisienne » n'est en réalité constituée que par des enfants racolés sous la menace et par classes entières dans les écoles et les établissements du voisinage. J'étais alors jeune élève au lycée Charlemagne et je me souviens très bien qu'une leçon de notre éminent professeur de français, M. Daniel Ternois, depuis lors conservateur du Musée Ingres, fut ce jour-là interrompue par un énergumène qui nous intima l'ordre d'aller dare-dare faire acte de présence place de l'Hôtel-de-Ville. La classe unanime feignit une surdité immense et vengeresse : l'un de nos maîtres, le professeur Nèves, venait d'être exécuté et nous trouvâmes d'excellentes raisons pour ne pas jouer ce jour-là les figurants.

MAURICE RAPIN,
Chaville.

Les sursitaires

On oublie un peu vite que beaucoup de sursitaires sont actuellement en Algérie, qui n'y auraient jamais été sans leur sursis. On oublie aussi que les sursitaires sont mobilisables avec leur classe d'armes et non avec les classes d'âge — ce qui est un désavantage indiscutable. Quant aux limites fixées pour l'obtention des examens, elles sont parfaitement injustes. Il y a dans les facultés un tel afflux d'étudiants que la part du hasard, dans les examens, est devenue essentielle et d'excellents candidats peuvent ne pas être bacheliers à vingt ans ni licenciés à vingt-trois. Il faut songer aussi aux nombreux jeunes gens qui font leurs études dans des conditions difficiles : obligés d'avoir un « second métier », ou employés comme maîtres d'internat dans de petites villes où les directeurs de collège manquent souvent de compréhension, comment pourraient-ils avoir quelque chance d'arriver à leurs examens à l'âge que l'autorité militaire leur fixe avec plus de rigueur que de compétence. En réalité, nous vivons un temps où l'étudiant est un être aussi mal connu et peu aimé qu'il est nécessaire. Peu aimé surtout de gens qui peuvent redouter de voir se perpétuer chez eux des habitudes d'esprit critique de plus en plus redoutées.

M. BARDIN,
Prof. Faculté de Poitiers.

C'est donc ton frère

Dans votre rubrique « Correspondance Express », vous parlez du « régime vu par un gaulliste de droite ». Votre note, faisant suite à d'autres articles parus dans divers journaux, risque d'entretenir une confusion regrettable et très significative de l'époque où nous vivons.

Certains périodiques (et non le vôtre) n'ont pas hésité à m'attribuer un livre et des écrits sous le nom de « Chombart de Lauwe, dit Félix » et sur lesquels les éditeurs ont cru bon de ne pas faire figurer de prénom. Je n'ai pas à juger ce trait de psychologie commerciale. Mais je n'ai pas été peu surpris d'apprendre, par l'auteur d'un article, que M. Chombart de Lauwe, après avoir publié divers ouvrages de sociologie (il s'agit bien de moi) avait interprété ensuite avec une assez grande fantaisie l'histoire de la IVe République (il ne s'agit plus du tout de moi).

Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ! Et c'est bien le cas. Nous sommes plusieurs frères à publier des ouvrages dans des domaines souvent très différents où nous prenons des positions parfois divergentes. C'est une preuve d'indépendance dont nous n'avons pas à nous défendre, bien au contraire.

Mais que des auteurs d'articles, voire souvent des collègues universitaires, aient admis, sans se poser de questions, qu'un même homme puisse défendre, à quelques mois d'intervalle, des points de vue diamétralement opposés, voilà bien un signe des temps. Qu'un sociologue professionnel, dont l'un des sujets d'étude a été la vie quotidienne des milieux ouvriers, puisse considérer la classe ouvrière comme une « tumeur dans la nation » (!), cela n'étonnera personne. Qu'un universitaire qui a souvent condamné les tortures d'où qu'elles viennent aussi bien que les abus de l'action psychologique et qui a plaidé récemment encore pour la négociation en Algérie puisse, au même moment, écrire un opuscule pour réclamer un régime ultra-autoritaire, voilà qui paraît aujourd'hui tout naturel !

Quelques amis même se sont alarmés. Qu'ils se rassurent : il y a plusieurs auteurs du même nom. L'un, économiste rural (Jean Ch. de L.) et l'autre sociologue (qui écrit ces lignes) ne font pas un seul et même personnage avec l'homme politique (Jacques Ch. de L., dit Félix), et chacun prend ses responsabilités.

Pour ma part, n'étant ni marxiste ni homme de droite, je tiens à prendre librement des positions qui me paraissent justes, empruntant à chaque parti ce qui bon me semble et cherchant avant tout à protester contre les atteintes de plus en plus fréquentes aux libertés de la personne, ce qu'en aucun cas je ne puis tolérer. J'ai combattu pour défendre mon pays et sa culture, et je suis prêt à le faire encore, c'est pourquoi je n'admettrai jamais ce qui nous déshonore.

PAUL-HENRY CHOMBART DE LAUWE,
Maître de recherches au C.N.R.S.

Taureaux et Algérie...

Je me permets de protester vigoureusement contre votre article sur les courses de taureaux. Quelle que soit votre objectivité, cet article, en fait, tend à développer l'intérêt pour ce sport. Ne sentez-vous pas l'inconséquence qu'il y a à dénoncer en Algérie la torture et l'esprit sanguinaire pour les présenter par ailleurs comme une chose bien admise ?

Aux courses de taureaux comme en Algérie, on apprend à considérer comme choses méprisables la sensibilité et la vie du prochain : tout est permis du moment que c'est pour l'art, pour la science ou pour la patrie.

Devant le chaos de notre époque et le retour à la barbarie, on ne peut proclamer sacrée qu'une valeur : la sensibilité de l'être vivant. Notre seul combat devrait être de la faire respecter, de l'affranchir des hiérarchies, des tabous et des idoles qui la renient.

P. MORICEAU,
docteur en médecine
et docteur vétérinaire,
Isle.

Passions malsaines

Je suis surpris et indigné de lire dans « L'Express » — que j'estimais — l'apologie de ces spectacles écœurants et ignobles, ces corridas qu'organisent des mercantis sans scrupules, déchaînant les passions malsaines de cette foule de grégaires.

Maintenant je ne vous lirai plus et n'attendez plus après moi pour faire du prosélytisme en votre faveur.

G. R.
Vincennes.

Armes égales

Il est faux de laisser entendre que ceux qui vont assister à une corrida s'y rendent par sadisme... Personnellement, ce que j'attends, c'est cet instant suprême où vont s'affronter non plus un taureau et un homme, mais une intelligence animale alliée à une grande force d'une part, l'intelligence et la volonté de l'homme d'autre part, le courage des deux côtés, toutes ces valeurs se confondant, se retrouvant dans une seule et même beauté. L'émotion intense qui saisit les vrais « aficionados » n'est que la conséquence de cette lutte inégale... Les « olé » qui couronnent la victoire du torero sont autant destinés à celui-ci que dédiés à son adversaire et à son courage. La mort du taureau n'a rien d'humiliant. Elle a, au contraire, la beauté imposante que lui confèrent le courage et la noblesse. Sa mort n'est pas le misérable assassinat de l'abattoir, mais la juste conséquence de son impuissance et de sa défaite devant l'autre, après un combat à armes égales. Les cornes du taureau valent bien l'épée du torero.

P. P.,
Versailles.

Un H absolument indispensable

Je me permets, en toute amitié, de vous adresser une petite remarque concernant l'orthographe que votre journal attribue à M. Khroutchev. En russe, la lettre X, initiale de ce nom, se prononce comme un H français très fortement aspiré. C'est la raison pour laquelle on a adopté la combinaison KH.

Dans ces conditions, remplacer comme vous le faites la combinaison KH par K est une très grave erreur phonétique. Tant qu'à faire, il aurait été préférable de la remplacer simplement par H ; devant un R, le public français l'aurait, presque inconsciemment, aspiré plus fortement que notre H ordinaire.

Puisque nous sommes à ce chapitre, j'ajouterais que la quatrième lettre figurant dans le nom de M. Khroutchev se prononce CHTCH, que le E se prononce comme IO et le V comme F.

En définitive, une transcription correcte de ce nom serait Khrouchtchioff, mais n'en demandons pas tant et sachons nous contenter de Khroutchev. En tout cas, le remplacement du K par KH est absolument indispensable.

DIMITRI ZAVADOVSKY,
Paris.

Carnet

Notre confrère M. Jacques Rozner, rédacteur en chef et directeur adjoint des « Echos », vient d'être promu officier de la Légion d'honneur au titre du ministère des Finances. M. Jacques Rozner, qui est âgé de 47 ans, assure la rédaction en chef des « Echos » depuis 1933.

Les gagnants du jeu de «L'Express»

La solution de l'énigme posée par « Vrament fou ? », *le second jeu-mystère de Boileau et Narcejac, a été trouvée par MM. :*

- — FL. DUMAS, à Narbonne.
- — M. C. DURIEUX, à Condé-Morthen, en Moselle.
- — MICHEL PRIÉ, à Sartrouville.
- — Dr G.-P. HEYMANS, 6, place du Colonel-Fabien, à Paris.
- — MICHEL DANSART, en Seine-et-Oise.
- — M. MACÉ, à Coye-la-Forêt.
- — ARIEL ALEXANDRE, 104, rue du Château, à Paris.

qui recevront chacun les deux microsillons ou les deux livres de la Pléiade de leur choix.

M. CLAUDE MILGRAM, à Lyon, et Mme J. BAYARD, à Châteaudun, *qui sont arrivés très près de la solution sans la trouver entièrement,* recevront chacun un microsillon ou un livre de la Pléiade de leur choix.

PETITES ANNONCES

29, rue de Marignan - PARIS (8e) - BAL. 19-40

Minimum 5 lignes encadrées (42 lettres signes ou espaces)

Tarif 900 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

PAYABLE D'AVANCE

OFFRES D'EMPLOIS

« L'EXPRESS » recherche courtiers. Abonnements Paris et province, fixe plus commissions. Situation d'avenir. Ecrire au journal, 29, rue de Marignan, PARIS (8e)

HOMES D'ENFANTS

HOME D'ENFANTS - Ecole de plein air, ambiance familiale, études sérieuses, 7e comp. de 6 à 11 ans mixte. Places limitées. LE BEAULIEU, SAINT-GERVAIS (Haute-Savoie) - Téléphone 271

CONSTRUCTIONS NEUVES

CHOISY - LE - ROI
59, AVENUE ALFORTVILLE
Appart. 4 p., 65 m2, b. stand gd., balc., loggia, séchoir, asc., vide-ord., parc à jeux, boxes et parking. C.F. + prime 1.000. Livraison OCT., NOVEMBRE, DEC. Programme identiq. de 14 appart. livrés visibles s/place, 9 m. Gare Orsay. Renseignements et vente 14-19 h. LAMARO PHILIPPE S.A. 5, rue Renaissance, Paris-8e, BAL. 06-82

IMMEUBLES (Achat)

Achète comptant tous IMMEUBLES
P. MASSONI
21, rue Le Sueur - PARIS
KLE. 81-00
APPARTEMENTS LIBRES A LA VENTE ET A LA LOCATION

PAVILLONS (Vente)

DRANCY A vendre libre **PAVILLON**
4 pièces et dépendances. Terrain 166 mètres SERVANT, notaire à LUÇON (Vendée)

APPARTEMENTS (Vente)

SENSATIONNEL
BOULOGNE, BOIS, rue calme. Appartement : salon, 4 chambres, salle de bains, salle de douches, cuisine installée, grand luxe. Orientation Sud. Superficie 110 m2. Prix très étudiés. Crédit. Tél. MIR. 84-79 le matin.

TERRAINS (Vente)

LA GRIERE (VENDEE). A vendre : BEAU TERRAIN boisé, en bordure de mer, pour construire, 727 mètres. SERVANT, notaire à LUÇON (Vendée)

MAREIL-MARLY 15 min. gare, beau terrain à bât. 864 m. faç. 17 m. Quart. résid. bonne exp., arbres fruit. 4 M 200. Tél. 13 à 18 h. Mme OGER, ELY. 39-34.

CAPITAUX

Opérations Immobilières indexées - Intérêt élevé Garantie absolue
P. MASSONI
21, rue Le Sueur (16e) - KLE. 81-00

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection, haute réputation (25e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris.

Tirage des I.P.R. Raymond Séguin 10, r. du Faub.-Montmartre. PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague.
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LA NATION

L'attente

● *L'éditorial de J.-J. Servan-Schreiber*

IL y a quelque chose de pathétique dans cette image du Président de la République sautant, ces jours-ci, dans l'un de ces hélicoptères « banane » que les anciens d'Afrique connaissent bien, d'un P.C. de campagne à l'autre, déjeunant et dînant dans les popotes du djebel algérien, couchant dans les baraquements militaires — en quête du sentiment de l'Armée.

Quand Poincaré, chef de l'Etat, rendait visite aux poilus, c'était un geste tout différent — humain, non politique. Il s'agissait de manifester aux soldats du front la solidarité de l'arrière. L'Armée et la Nation faisaient corps. Entre l'une et l'autre, aucun conflit n'était concevable.

Le périple de de Gaulle est autre chose, et son caractère exceptionnel traduit une réalité sans précédent dans l'histoire moderne de la France : la conduite des affaires du pays est soumise au visa de l'état-major.

Ecartons ici toute idée de polémique : ce n'est pas de Gaulle qui a créé cette extraordinaire situation. Celui qui présida à la décadence et à la chute de la IVe, M. René Coty, soumit plusieurs fois, par l'intermédiaire de son attaché militaire (le général Ganeval), la liste des « pressentis » possibles à l'approbation de l'état-major, avant de désigner un président du Conseil. Que de Gaulle ait aggravé ou non cette situation, on peut sur ce point diverger d'opinion. Au-delà des responsabilités de personnes, cherchons la cause profonde pour tenter de comprendre où le cours des événements actuels nous conduit, comment il pourrait être modifié.

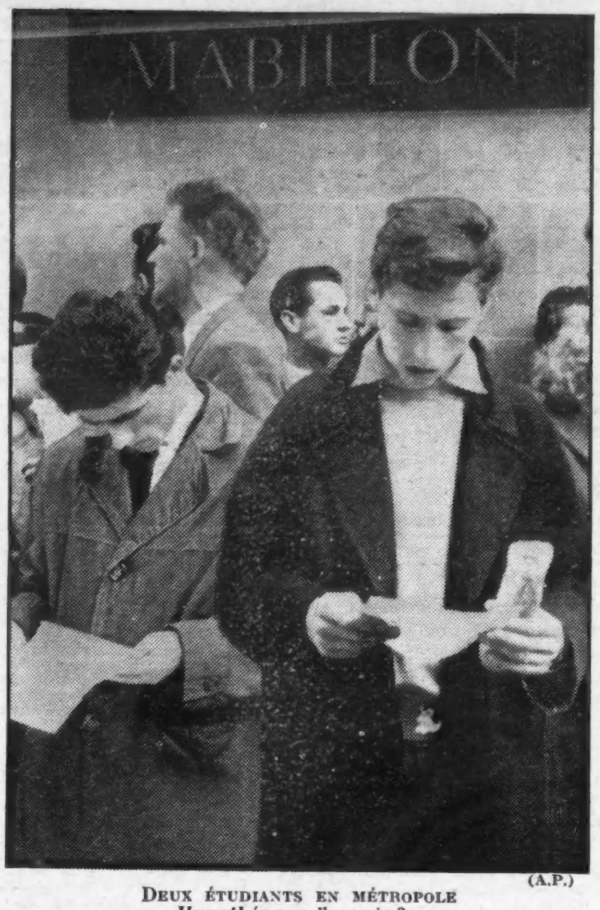
L'équilibre

Dans la presse, l'administration, les conseils de l'Etat, et plus encore dans les chancelleries étrangères, on considère aujourd'hui comme une vérité première que « la solution de l'affaire algérienne conditionne toute la vie politique française. » C'est vrai, et c'est faux : ici commence l'équivoque.

S'il était vraiment impératif d'arrêter la guerre d'Algérie sous peine de déclencher une explosion politique, une révolution, une guerre civile, bref : un drame, nul doute que l'actuel chef de l'Etat et, avant lui, les précédents détenteurs du pouvoir, auraient déployé tous les moyens possibles pour y parvenir et dans les meilleurs délais. Or, c'est le contraire qui s'est produit : de Mollet à Bourgès, de Bourgès à Gaillard, de Gaillard à de Gaulle, chacun s'est montré très vite hésitant et attentiste. Et si, dans cette chaîne, nous n'avons pas cité Pflimlin, c'est qu'il a été, malgré lui, l'exception qui a précisément confirmé la règle. Il a suffi qu'on lui prête l'intention, même vague, de chercher à crever l'abcès, pour que lui-même et le régime soient balayés. Ainsi, la règle que les événements ont établie depuis quatre ans est à l'inverse du lieu commun auquel nous nous référons tous plus ou moins : un régime, un gouvernement, s'il est prêt à continuer la guerre d'Algérie, peut dormir tranquille, aucun cyclone ne viendra l'emporter. Si, au contraire, il cherche sérieusement une issue, il est aussitôt menacé d'une explosion, d'une réaction violente du pouvoir militaire d'Alger et de tout ce qui gravite autour de lui.

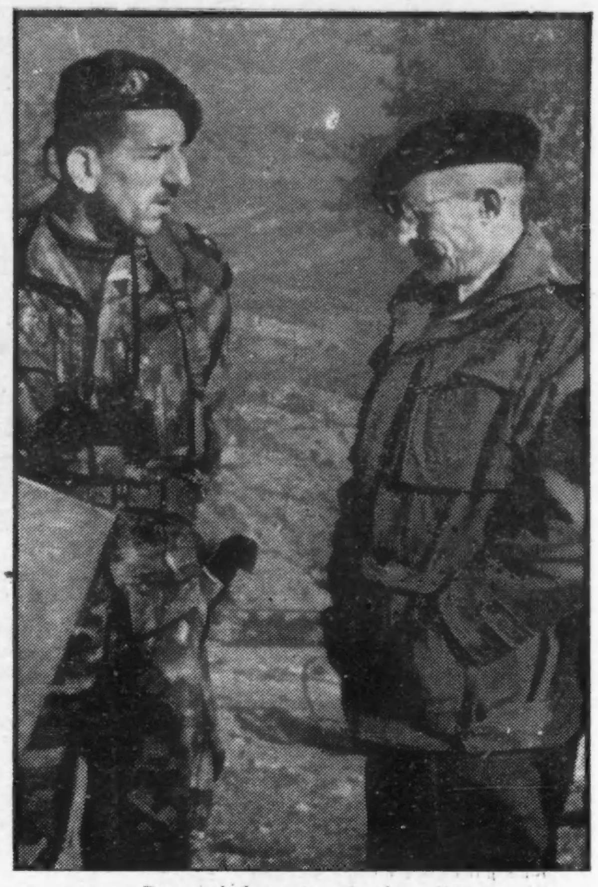
Imaginons que de Gaulle, en fin de compte, après avoir tâté les résistances qu'il connaît bien, décide de ne rien faire (dans les actes, car les discours coûtent peu). Qu'a-t-il à redouter ? Sa magistrature en serait-elle mise en péril, sa présence à l'Elysée en cause, son régime en danger ? Nous savons que non. Ce qui dure depuis un an peut durer encore, et sans doute plus longtemps qu'on ne le croit. Si, au contraire, de Gaulle se décidait cette fois à « ferrer », alors oui, il aurait à affronter une épreuve difficile pour imposer sa volonté.

Ainsi le rapport des forces qui a déterminé la politique de la France depuis le fameux 6 février 1956 demeure : d'un côté une puissance explosive qui pousse à continuer la guerre, de l'autre un sentiment presque unanime, mais diffus, vague, inorganisé des Français de la métropole en faveur de la paix. Nos présidents du Conseil de la IVe, et l'actuel chef de l'Etat, ont attendu chacun à sa manière que ce sentiment pacifique s'affermisse, qu'il se manifeste avec assez d'éclat et de force pour faire spontanément équilibre à la pression d'Alger. Ce jour n'est pas arrivé, on l'attend encore, on l'attendra longtemps.



(A.P.)

DEUX ÉTUDIANTS EN MÉTROPOLE
Hypothéquer l'avenir ?...



DEUX GÉNÉRAUX EN ALGÉRIE (*)
...ou affronter l'épreuve ?

Il n'y a pas, il n'y aura pas, de *spontanéité* des masses en matière coloniale.

Le nationalisme naturel à tous les peuples immunise contre cette réaction-là.

Prenons le Conseil des ministres au cours duquel le général de Gaulle vient de recueillir le sentiment d'hommes assez divers (1). Certainement l'avis, fondé sur les considérations à la fois généreuses et clairvoyantes de ministres comme MM. Michelet ou Boulloche, qui ont souffert dans leur propre chair du temps de la Résistance, et à qui tortures, exactions sommaires et disparitions (2) font horreur plus qu'à tout autre, impressionne le chef de l'Etat. Cependant les faits montrent que, depuis quatre ans, cette réaction ne constitue pas un facteur politique : c'est pourquoi sans doute de Gaulle en fait si peu cas depuis le début.

Les incidences matérielles

Laissons de côté tout aspect moral. Le conflit algérien a des incidences matérielles directes en France, pour chaque Français. Eh bien, même par là, il ne s'est pas créé depuis quatre ans, et il ne se crée pas encore aujourd'hui une volonté politique *spontanée* de mettre un terme au conflit. Le mécontentement existe ; il est latent, éparpillé, il ne cristallise pas vraiment autour du lien direct qui existe entre les difficultés ressenties et la poursuite de l'entreprise algérienne.

Voici pourtant que le déroulement de la « pacification » algérienne atteint un secteur vital. Voici que l'Université est directement agressée par la guerre : les exigences de l'Armée, et la docilité du pouvoir politique envers elle, freinent brutalement, par le décret sur les sursis, la formation intellectuelle de jeunes hommes, donc l'avenir scientifique de la Nation, et nos possibilités de développement comme société moderne (3). A soi seul cet événement pourrait constituer une raison déterminante de mobilisation politique contre la poursuite de la guerre. Cependant, comme pour les stupides exactions qui nous coûteront si cher à nous et à nos enfants, c'est de l'*avenir* qu'il s'agit, c'est à l'avenir qu'on porte atteinte ; ça ne se sent pas dans l'immédiat. Et le rapport des forces politiques n'en est pas modifié.

M. Pinay

Voici même que M. Antoine Pinay intervient. Il ne parle, lui, ni de principes moraux, ni de promotion intellectuelle et technique. Il parle budget et argent : la guerre *entame* maintenant les crédits de construction, d'industrialisation, tout ce qui est nécessaire à la croissance française. Au point que le ministre des Finances, qui jamais n'a dit publiquement un mot contre la guerre, se déclare désormais partisan résolu d'une paix rapide. Mais, là encore, c'est l'avenir — même s'il est proche — qui est en cause.

Si vous réunissez demain matin des hommes politiques, des administrateurs, des industriels, des responsables de n'importe quelle entreprise ou syndicat, vous enregistrerez à coup sûr une majorité massive en faveur de la paix. Mais c'est aussi une majorité passive. Ni un ministre, ni un fonctionnaire, ni un directeur, ni un syndicaliste n'est prêt, aujourd'hui, à démissionner, à descendre dans la rue, à se faire tuer pour arrêter la guerre. Et la masse du pays, tenue dans une absence complète d'information, bien moins encore. C'est dire qu'il n'y a pas en France de phénomène révolutionnaire en gestation contre la guerre, alors qu'en permanence il y en a un, en sens inverse, de l'autre côté de la Méditerranée. Pourquoi ?

Ici ce n'est pas le procès de de Gaulle qu'il convient de faire mais celui d'une classe dirigeante. L'attente de la réaction *spontanée* des masses a été, depuis quatre ans, et continue d'être, non seulement une grave erreur politique mais une démission. Le rôle de ceux qui, à quelque échelon, ont une responsabilité sociale est d'éclairer, sans relâche, les liens qui unissent les effets aux causes, les principes politiques ou moraux aux conséquences matérielles, les faiblesses présentes aux développements d'avenir. Rien de tout cela n'est simple : lequel d'entre nous, aussi spécialisé qu'il soit par son métier dans l'étude des événements, peut prétendre discerner tous ces liens ? Et comment oser imaginer alors que, sans information, sans éclaircissement, sans prises de position publiques des responsables, dans une atmosphère d'équivoque et de chauvinisme entretenue, les masses pourraient d'elles-mêmes concevoir combien la guerre grève l'avenir ? C'est une utopie ou une lâcheté.

Cette règle de la *non-spontanéité* en matière coloniale explique l'évolution qui s'est produite au parti socialiste S.F.I.O. et qui a paru si surprenante. Les chefs ont suivi leurs troupes, au lieu de les guider : ils sont devenus, avec elles, des soutiens actifs ou passifs de la guerre. Elle explique aussi ce qu'on appelle, avec une surprise hypocrite, la « prudence » du parti communiste lui-même sur le thème algérien. Les cadres du P.C. ont à lutter contre un tel courant entretenu par la presse dite d'information et par le silence permanent des responsables gouvernementaux, qu'ils sont évidemment sur la défensive devant leurs propres militants ou sympathisants. Cette constatation, dont certains se réjouissent bien bêtement, montre à elle seule où nous en sommes.

Seul, un changement...

Maintenant, en septembre 1959, que peut-on attendre ? Même la légitime fureur de l'université, le mécontentement contre la hausse des prix, la réprobation sourde de certains responsables — seraient-ils ministres — ne peuvent opérer encore un renversement du rapport des forces. Si de Gaulle continue à se vouloir arbitre, c'est-à-dire au centre de gravité des forces en présence, il continuera donc à peser entièrement du côté de l'Armée, d'Alger, et de la guerre. Ce fut sa conception jusqu'à présent, comme c'était celle des présidents du Conseil qui l'ont précédé, « d'interpréter la volonté du pays » au lieu de la susciter. Seul un changement complet de méthode politique pourrait produire, à court terme, un fait nouveau. Sinon, le renversement s'effectuera à la longue ; mais après tant d'années perdues, de sacrifices et de convulsions, que l'avenir d'une génération en sera hypothéqué.

J.-J. S.-S.

(1) Voir en page 6 l'article de J. Daniel.
(2) Voir en page 8 : le Cahier Vert.
(3) Voir page 4.
(*) Les généraux Massu (à g.) et Faure en Kabylie.

CORRESPONDANCES EXPRESS

ÉTUDIANTS : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR OU LA GUERRE ?

● Vingt mille étudiants vont être, selon les statistiques de l'UNEF, atteints par l'instruction interministérielle concernant les sursis.

6.000 en Lettres, 4.000 en Droit, et 10.000 en Sciences. Les Facultés de Sciences comptent en effet 13.000 étudiants de 24 ans et plus, à la suite d'échecs dont les conditions de travail désastreuses sont pour une large part responsables.

Or, aux termes des nouvelles dispositions, aucun renouvellement de sursis ne sera accordé, au-delà de 24 ans, aux jeunes gens qui auront échoué une fois aux examens de propédeutique-sciences (qui ouvrent l'entrée des Facultés) ou au certificat de licence.

Jusqu'à présent, la loi du 31 mars 1928 complétée par celle du 18 mars 1955 accordait un sursis à tout étudiant jusqu'à 25 ans (27 pour médecine, pharmacie, art dentaire et médecine vétérinaire et Beaux-Arts) avec possibilité d'obtenir, de six mois en six mois, prolongation jusqu'à 27 ans pour permettre l'achèvement d'un cycle de scolarité, ou d'un stage quelconque.

Le nouveau régime situe en tout cas le terme du sursis à la fin du cycle d'études entreprises au moment de l'octroi du sursis.

Cela signifie en termes clairs que :

● Un jeune homme qui n'a pas obtenu la deuxième partie du baccalauréat à 20 ans ne pourra en aucun cas poursuivre ses études au-delà.

C'est, en particulier, le cas des fils de paysans et d'ouvriers qui, après leurs études primaires, ont réussi l'exploit de passer dans le secondaire et d'obtenir leur bachot.

● Un jeune homme qui ne sera pas licencié en droit à 20 ans (les cours de licence durent quatre ans) ne pourra pas postuler au doctorat.

A moins qu'il ne reprenne ses études après 28 mois de service militaire.

● Un jeune homme qui n'aura pas obtenu une licence à 23 ans (et les deux tiers des étudiants entrent en Faculté à plus de 19 ans) ne pourra pas devenir assistant de faculté.

Et l'insuffisance des assistants de faculté est déjà l'un des drames maintes fois soulignés par les maîtres de l'enseignement scientifique supérieur.

● Un jeune homme qui ne sera pas titulaire à 23 ans de la licence d'enseignement ès lettres ou ès sciences ne pourra préparer ni l'agrégation, ni le CAPES, ni le CAPET.

Et on sait que nous avons déjà trop peu de professeurs.

● Les élèves des grandes écoles devront se limiter aux diplômes de sortie. L'année de spécialisation leur est interdite.

Les meilleurs de ces élèves avaient la faculté d'aller passer un an ou deux dans une autre grande école pour approfondir leur formation. C'est fini.

Ils doivent également renoncer à la licence de Sciences Economiques qui avait été créée un peu pour eux.

Le 17 août, le ministre de l'Education Nationale signait un décret favorisant l'accès des étudiants en sciences ou en lettres, ou des élèves des écoles d'ingénieurs, en troisième année de licence en Droit (section d'Economie Politique) au moment même où ce décret est rendu inapplicable — aux garçons du moins — (par le nouveau régime).

Neuf lignes du texte sont spécialement consacrées aux deux à trois cents étudiants qui préparent l'ENA dans les Instituts d'Etudes Politiques : les futurs hauts fonctionnaires sont épargnés.

En bref, nous allons désormais former, au mieux, des licenciés (la licence elle-même est interdite à ceux qui ne seront pas, à 20 ans, titulaires des deux parties du baccalauréat) ; le changement d'orientation en cours d'études est interdit ; et la spécialisation ou l'élargissement des connaissances après diplôme également.

Ce n'était sans doute pas suffisant. L'attribution du sursis est soumise, en toutes circonstances, à la condition suivante : études exigeant la présence à temps complet.

Si ce texte est appliqué, ce sont tous les étudiants (un fort pourcentage) qui sont obligés de travailler pour vivre et qui consacrent à ces travaux au moins trente heures par semaine (tels les maîtres d'internat par exemple) qui seront arrachés à leurs études puisqu'ils ne leur consacrent pas, effectivement, un temps complet.

En ce qui concerne les Beaux-Arts, aucune disposition prévue. Le ministre, M. André Malraux, n'a pas signé l'instruction ministérielle, qui ne porte d'ailleurs pas non plus la signature du ministre de l'Education Nationale, M. Boulloche, mystérieusement empêché, mais celle de son directeur de Cabinet.

L'instruction ministérielle du 11 août retirant, par mesure générale, un droit accordé par la loi — ce qui est contraire à tous les principes du droit administratif — l'UNEF s'est pourvue en Conseil d'Etat.

LES militaires, c'est un fait, n'ont pas la mémoire courte. Il arrive qu'ils l'aient mauvaise si j'en juge par les polémiques qui les opposent autour de leurs anciennes batailles.

Voici maintenant le général Sir Richard McCreery qui, dans une revue militaire britannique, s'en prend au général Montgomery à propos de ses victoires d'Afrique. Il paraît qu'elles auraient pu être plus brillantes, moins coûteuses, et surtout plus complètes.

Il faut accueillir ces accusations, sinon avec scepticisme, du moins avec indulgence. Il n'est guère de général qui n'ait encouru ce genre de reproches. J'avoue même que si Monty avait été vaincu en Afrique, je l'en excuserais. Tout le monde peut se tromper.

Mais ce que nous révèle Sir Richard est autrement grave : Monty a été vainqueur *parce qu'il* s'est trompé. Ses échecs tactiques se sont transformés *malgré lui* en succès stratégiques.

Aux yeux d'un puriste, gagner ainsi les batailles est aussi impardonnable pour un général que, pour un malade, guérir contre l'avis de la Faculté.

EN effet, raisonne McCreery, si Montgomery avait été un chef à la hauteur de sa tâche, il aurait empêché Rommel de se replier en Tripolitaine et aurait définitivement éliminé les Allemands d'Afrique du Nord. Tout naturellement, les Alliés auraient, dans cette partie du monde, marqué un temps d'arrêt. Il n'y aurait pas eu de campagne de Tunisie et, grâce à cette accalmie, les Allemands auraient disposé de troupes supplémentaires pour le front russe.

Donc, si je comprends *bien*, c'est parce qu'il a remporté une victoire incomplète que Montgomery a involontairement fixé en Afrique l'Afrika Korps et ainsi mené des éléments d'élite de l'armée allemande à leur perte.

L'histoire des troupes d'Annibal perdant une guerre à Capoue parce qu'ils avaient gagné une bataille trop décisive à Cannes, nous montre bien ce qui aurait pu arriver. Annibal vaincu par ses vertus de grand capitaine, Montgomery porté au triomphe par ses insuffisances militaires... l'idée est séduisante.

Jules Romains nous montre à Donogoo la statue de l'Erreur Scientifique, mère de tous les progrès. Faudra-t-il dresser à côté d'elle la statue de l'Erreur Tactique, mère de toutes les victoires ?

Que de monuments aux morts, hélas ! ne sont autre chose !

ROBERT ESCARPIT.

LE PROBLÈME DU SURSIS AUX ÉTATS-UNIS ET EN U.R.S.S.

● Voici comment les Etats-Unis et l'U.R.S.S. organisent le service militaire pour les étudiants :

— Aux Etats-Unis. Tout jeune Américain est astreint au service militaire (deux ans) s'il est appelé. Mais il a sept chances sur huit de ne pas l'être. Le choix est fait par les « Selective Service Boards » en fonction d'un grand nombre de facteurs, parmi lesquels les capacités intellectuelles.

Tout jeune Américain qui s'engage entre 17 et 18 ans 1/2 ne fait que six mois de service actif, et passe ensuite dans la réserve (30 jours de service actif par an, qu'il peut effectuer pendant les vacances d'été).

— En U.R.S.S. Les études supérieures commencent à 17 ans et durent 5 ans 1/2. L'incorporation se fait à 18 ans et les étudiants ne bénéficient d'aucun sursis. Mais ils remplissent leurs obligations militaires pendant leurs trois mois de vacances, chaque année, jusqu'à 23 ans. Leurs études finies, ils sont généralement officiers et libres de tout service complémentaire.

LE SECRET DE « LA DEPECHE QUOTIDIENNE »

● Le journal algérois « La Dépêche Quotidienne » dont le propriétaire est le sénateur Laurent Schiaffino, un des plus importants hommes d'affaires d'Algérie, a publié, dans son numéro de mardi, un article recommandant au général de Gaulle :

1° De retirer aux Etats membres de la Communauté le droit à l'indépendance.

2° De fixer dès maintenant le statut politique de l'Algérie en définissant l'intégration.

3° De modifier « la mentalité politique » qui « régresse vers l'ancien régime » et de se résoudre à « une discontinuité ministérielle » en remplaçant « les princes qui nous gouvernent par des plébléiens » qui lui permettront « sans formalisme excessif » de faire de la métropole « un Etat exemplaire » pour la Communauté.

L'auteur de l'article est présenté par « La Dépêche Quotidienne » comme « un haut fonctionnaire qui fut l'un des chefs de la résistance et dont les travaux constitutionnels... ont fortement influencé la Constitution de la V[e] République ». Il s'agit, en réalité, de M. Maxime Blocq-Mascart, conseiller d'Etat, ancien dirigeant de l'O.C.M. (organisation de résistance qui opérait principalement au nord de la France) et membre actif d'un des multiples complots qui aboutirent au 13 mai.

LA VISITE D'EISENHOWER A PARIS VUE PAR WALTER LIPPMANN

● Dans un article consacré à la prochaine visite du président Eisenhower à Paris, M. Walter Lippmann, qui a l'habitude de ne parler de problèmes diplomatiques qu'après de sérieux entretiens avec les responsables du gouvernement américain, écrit cette semaine :

« Il nous faut considérer que la voix de M. Debré n'est pas la voix du général de Gaulle et que toutes les opinions de M. Debré ne sont pas non plus les véritables opinions du général de Gaulle. Cela est nécessaire, sans quoi il est difficile de voir comment nos deux gouvernements pourraient s'entendre sur le sujet le plus difficile des prochaines conversations : la rébellion en Algérie.

« Si les discours de M. Debré ont le sens qu'il semble vouloir leur donner, il exige d'avoir les mains libres en Algérie, les alliés de la France lui apportant un soutien inconditionné... C'est aller assez loin. Nous devrions signer un chèque en blanc qui serait rempli à volonté par le gouvernement de M. Debré. Cela est tout à fait impossible (...).

« Les Etats-Unis ne peuvent et ne veulent pas donner leur soutien inconditionnel à une guerre conduite, sans qu'ils soient consultés, par le gouvernement de M. Debré dans un système de rapports délicats et clandestins avec les extrémistes d'Alger (...).

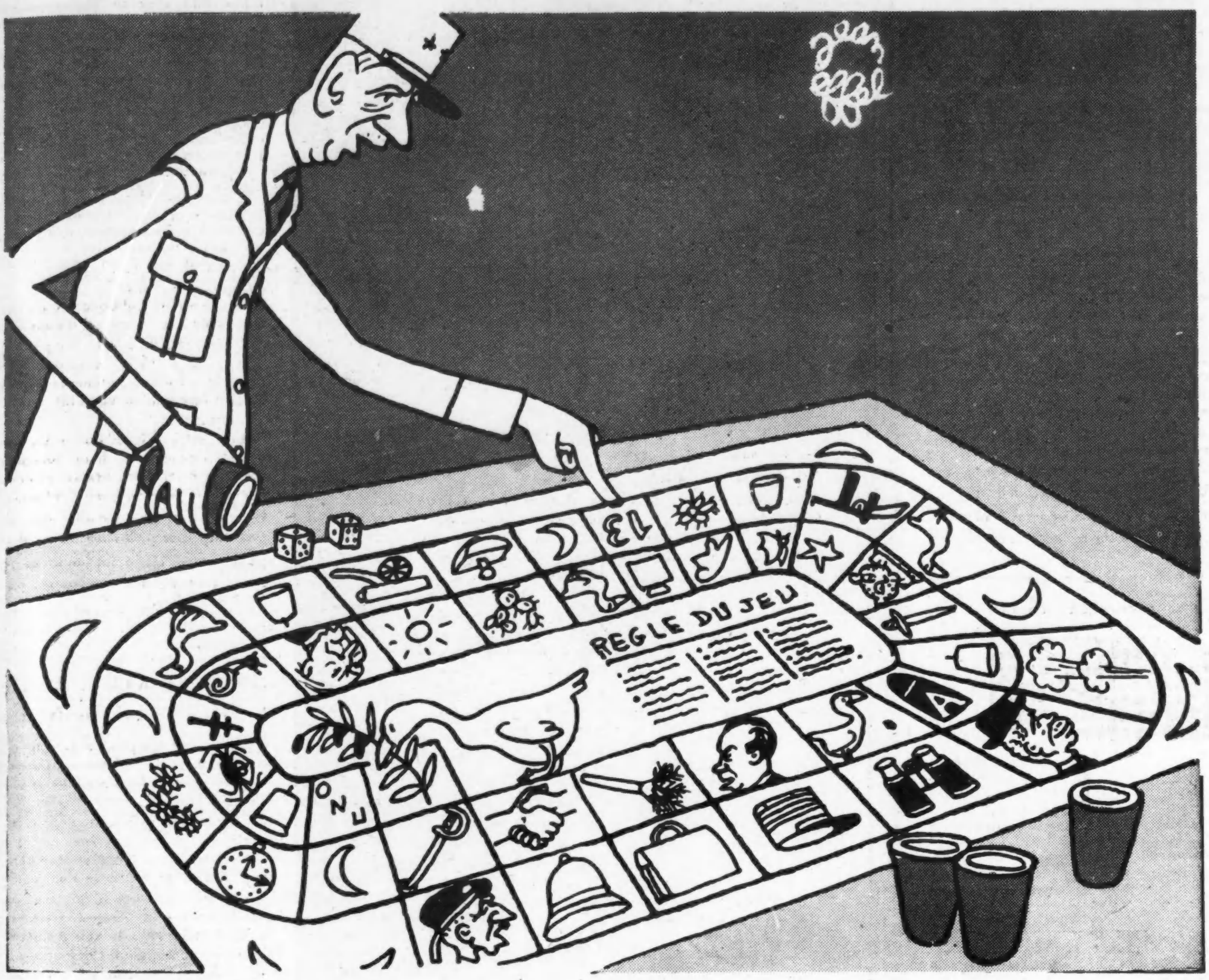
« Les Américains pensent que la rébellion en Algérie, comme toutes les rébellions similaires depuis cinquante ans, ne se terminera que quand le gouvernement français aura fait ce que le gouvernement britannique a appris à faire, c'est-à-dire lorsqu'il aura reconnu le bien-fondé des exigences des rebelles pour un nouveau statut. Nous ne croyons pas que la France puisse pacifier et conserver l'Algérie par une politique de paternalisme militaire (...). Jusqu'à ce que la France adopte une politique qui réussisse, le plus que nous puissions faire — le plus que la France puisse attendre de nous — c'est d'adopter une attitude de neutralité bienveillante et d'abstention discrète. »

LES AMÉRICAINS SONT LES MEILLEURS TIREURS DE L'O.T.A.N.

● Comme chaque année, les meilleurs tireurs des nations membres de l'O.T.A.N. viennent de disputer à Hammelburg (Allemagne) les épreuves du prix Leclerc (concours de tir avec les différentes armes d'infanterie, depuis le pistolet jusqu'à la mitrailleuse légère, en passant par le fusil).

Pour la cinquième fois en neuf ans, c'est l'équipe

LE NOBLE JEU DE GAULL'OIE



— Si un double-six me fait franchir les cases "MINISTRES" et "JUMELLES" avant qu'Ike n'ait joué ... et si K ne me fait pas rétrograder à "DÉSARMEMENT." ... un second double-six m'amène à "COMMUNAUTÉ", d'où je saute à "ONU"... à moins que je ne tombe sur "DEBRÉ", ce qui me renverrait à la case "13 MAI"...

américaine qui a remporté la victoire avec 2.957 points devant, dans l'ordre, la Grande-Bretagne (2.826 points), l'Allemagne (2.820 points), le Canada (2.776 points), la Belgique (2.751 points) et les Pays-Bas (2.753 points). L'équipe française est classée dernière avec 2.518 points. Au pistolet, c'est l'équipe allemande qui vient en tête avec 226 points devant les Etats-Unis et les Pays-Bas (224 points), le Canada (218 points), la Belgique (217 points), la France (213 points) et la Grande-Bretagne (207 points).

Au fusil, les Canadiens ont été les plus précis (1.200 points) contre 1.198 points aux Américains et 1.186 points aux Allemands. Les Américains ont remporté le concours à la mitrailleuse légère à égalité avec la Grande-Bretagne devant la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada et la France.

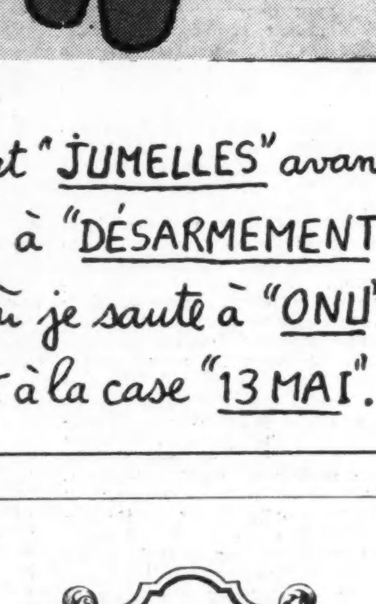
LE RACHAT D'EUROPE N° 1 PAR L'ETAT EST IMMINENT

● Le juge commissaire chargé du règlement du contentieux de RBV Radio Industrie (société qui détient 48 % des actions de contrôle d'Europe n° 1) vient d'autoriser par ordonnance la cession de ces actions à la SOFIRAD (dont le gouvernement français possède 98 % des actions). Ainsi se trouve levé le dernier obstacle à l'acquisition par le gouvernement français du contrôle de l'antenne d'Europe n° 1. (En effet, un certain nombre d'actions étant en litige, le gouvernement pourra acquérir la majorité absolue dès qu'il le désirera).

Il ne reste plus que quelques détails de technique financière à régler avant l'opération projetée depuis déjà plusieurs mois, comme « L'Express » l'avait annoncé dans son numéro du 2 juillet (1).

Toutefois, divers organismes représentatifs de la presse souhaitent participer à l'opération. Il s'agit essentiellement d'obtenir un droit de regard sur la distribution de la publicité à Europe n° 1. Mais le problème essentiel soulevé par le changement de statut d'Europe n° 1 reste celui du Journal parlé mis au point par l'équipe dirigée par Maurice Siégel. Dans quelle mesure, une fois que le gouvernement contrôlera le poste, sera-t-il possible au Journal parlé d'Europe n° 1 de conserver la liberté d'expression qui en avait fait le plus écouté des journaux parlés français ?

(1) N° 420, page 2.



GOUVERNEMENT

Le blanc-seing

● ***Les ministres ont remis au général de Gaulle, avant son départ, les rapports écrits dans lesquels ils ont consigné leur opinion sur l'Algérie. Maintenant — comme les autres Français — ils attendent. Jean Daniel fait le point.***

MARDI soir, à la veille du conseil des ministres qui s'est réuni sous la présidence du Chef de l'Etat, l'un des ministres connu pour l'à-propos de ses références historiques, a déclaré :

« En somme, nous allons remplir nos fonctions véritables de « conseillers du roi », Charles X voudrait bien savoir s'il peut garder Villèle. Sinon, qui sera le Martignac ? » (1).

Cette identification, même plaisante, de Charles de Gaulle avec Charles X et de Michel Debré avec Villèle est apparue inexacte. Le Président de la République a eu une attitude qui, en fait, a rappelé bien davantage celle de Napoléon III au moment de la fameuse déclaration de Dijon le 1er juin 1851 :

« Le pays ne veut ni le retour à l'ancien régime ni l'essai d'utopies funestes. Si la France estime qu'on n'a pas le droit de disposer d'elle sans la consulter, la France n'a qu'à le dire. Mon énergie et mon courage ne lui manqueront pas. »

Ainsi l'empereur Louis-Napoléon avait-il sollicité les avis pour une révision constitutionnelle. Ainsi Charles de Gaulle se penche-t-il sur les désirs des représentants français, à propos de l'Algérie. Dans un cas comme dans l'autre, les deux chefs de la France sentaient, de toute façon, que *« la situation ne pouvait se maintenir en l'état ».*

Un rapport de synthèse

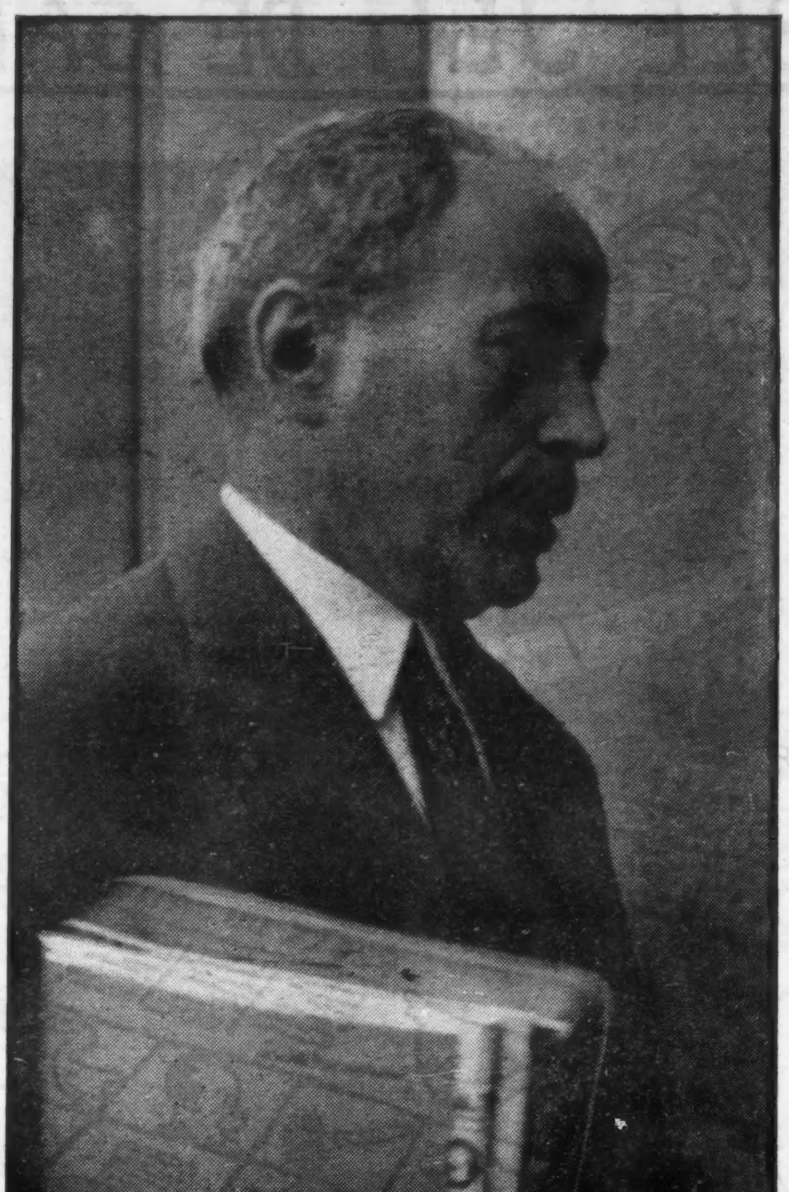
Cette dernière constatation a été le postulat à partir duquel l'Elysée a demandé à chacun des ministres le fameux « devoir de vacances ». Pour la rentrée, les 27 ministres avaient à remettre un rapport *écrit* sur l'économie, la situation internationale et surtout sur les mesures à prendre pour arriver à un cessez-le-feu en Algérie.

En dehors des contraintes intérieures et internationales, le prétexte en avait été fourni par les ministres eux-mêmes. Consciemment ou inconsciemment, au cours des derniers conseils, chaque responsable d'un département ministériel avait souligné le préjudice porté par la guerre d'Algérie au développement des activités qui ressortissaient à ses attributions. Pour l'un, il fallait plus d'hommes ; pour l'autre plus de crédits ; pour ce troisième, un changement dans les méthodes. Quoi qu'un ministre fît, et où qu'il se trouvât, il avait montré qu'il butait contre la guerre d'Algérie — même lorsque, pour d'autres raisons, il était partisan de sa continuation.

Le Premier Ministre eut beau se rappeler que, selon une Constitution à laquelle il n'était pas étranger, il n'était plus président du Conseil mais bien le Premier des Conseillers du Souverain de l'Exécutif, cette méthode de consultation ne lui plut pas pour autant. Avec l'accord de l'Elysée, où le geste fut considéré de haut, M. Michel Debré avait convoqué pour mardi un Conseil de cabinet.

Pourquoi ? D'abord parce que si le Premier Ministre s'était contenté de remettre, comme ses collaborateurs, un rapport écrit, le prestige du locataire de l'Hôtel Matignon eût été atteint. Ensuite, parce que, sur l'Algérie, il craignait de ne pas exprimer les mêmes vues que la majorité du Conseil. Au Conseil de Cabinet, il s'agissait de tenter un « rapport de synthèse » dont le dénominateur commun était, bien entendu, la confiance entière dans les initiatives du Chef de l'Etat et l'expression d'un certain nombre de préventions d'ailleurs contradictoires. On sait que MM. Debré, Soustelle, Triboulet et Mlle Sid Cara n'ont pas exactement le même avis — c'est le moins qu'on puisse dire — que MM. Michelet, Chatenet, Sudreau, Buron et Boulloche, par exemple.

(1) Villèle, président du Conseil sous Charles X, était le chef des « ultras ». A sa chute, le ministre Martignac prit un certain nombre de mesures libérales qui ne suffirent d'ailleurs pas à réconcilier la monarchie et la nation.



M. ANTOINE PINAY, A MATIGNON (Agip.)
« Un certain rythme de croisière » ou...

Le cas Pinay

Jusqu'au dernier moment, ce Conseil de Cabinet devait cependant se réunir en l'absence de M. Antoine Pinay, ministre de l'Economie nationale. Où devait se trouver M. Pinay ? Simplement dans son département, la Loire, où il affirmait que d'impérieuses préoccupations le retenaient. En fait, M. Pinay ne voulait pas se prêter à une « synthèse » quelconque et prétendait réserver au seul général de Gaulle les conclusions auxquelles depuis plusieurs mois l'ont conduit ses analyses de la situation algérienne.

Indépendant à l'égard du général de Gaulle, autonome à l'intérieur du Conseil des ministres, solitaire parmi ses amis politiques, M. Pinay incarne peut-être le « conservateur libéral », tel qu'en a rêvé Raymond Aron la semaine dernière et qui entend faire du « bon sens sa philosophie première ». Il garde la tête froide et, avec une opiniâtreté digne de Jean Monnet, préfère le souci du réalisme aux rêves de grandeur et la volonté de continuité au déchaînement des passions. Le général de Gaulle passe pour avoir un faible pour cette sorte d'entêtement paysan, lequel lui semble participer aussi des valeurs historiques françaises.

Or, que pense M. Pinay ? Avec simplicité, et malgré les accusations de son Premier Ministre contre « l'anti-France », malgré les campagnes de chauvinisme militariste, il dit que l'on ne peut pas tout faire à la fois. Et qu'en tout cas si on veut tout faire, on le fera sans lui. On ne peut pas maintenir le redressement financier et augmenter les crédits militaires, mobiliser davantage d'hommes, réaliser le complexe de Bône et le plan de Constantine, investir en Afrique. On ne peut pas faire la guerre d'Algérie et construire davantage de routes, de ponts, d'écoles et de logements en métropole et augmenter le niveau de vie des Français.

Jusqu'à maintenant on lui avait dit *« qu'un certain rythme de croisière avait été atteint qui permettait d'entrevoir la fin de la guerre d'Algérie sans faire appel à de nouveaux crédits. »* On lui avait surtout démontré — ce qui fut juste pendant une certaine époque — que la guerre d'Algérie ne coûtait pas tellement plus cher que l'entretien de nos armées en Europe au cas où nous aurions eu à assumer des responsabilités normales à l'intérieur de l'O.T.A.N. Depuis le plan de Constantine, depuis que de grandes opérations sont entreprises, de nouveaux crédits sont chaque semaine demandés que M. Pinay, chaque semaine, refuse.

M. Michel Debré s'est ému de l'absence du ministre de l'Economie nationale. Il finit par obtenir, de M. Pinay, qu'il assistât au Conseil de Cabinet. Mais M. Pinay a maintenu ses positions : il est urgent que le général de Gaulle trouve le moyen de rétablir la paix, que ce soit par le dialogue, la négociation ou la promesse à terme d'une autodétermination des Algériens.

Des opposants ?

Tout cela va évidemment dans le sens de certaines intentions prêtées au chef de l'Etat. Mais y a-t-il de vrais opposants ? Aucun, à vrai dire, sauf, peut-être, M. Jacques Soustelle. L'opposition aux fameuses « intentions » se traduit en effet très indirectement. Le ministre des Armées s'interroge sur la réaction des états-majors. M. Michel Debré se soucie des responsabilités qu'impliquent les promesses faites aux parlementaires algériens. M. Triboulet — lorsqu'il parle — se permet de rappeler la situation matérielle et morale de tous les musulmans qui ont pris parti pour la France. Il n'y a que M. Jacques Soustelle qui fasse un véritable exposé sur les inconvénients, du point de vue international, et notamment africain et saharien, d'un dialogue quelconque avec le F.L.N. Pour ce dernier, l'O.N.U. ne compte pas. Quant aux Américains, plus on est fermé à leur égard, mieux ils cèdent.

Après une période de patient effacement, M. Jacques Soustelle rentre en effet en scène. Dans le cas où on croirait lui avoir donné, avec le Sahara, une voie de garage, on se serait singulièrement fourvoyé. Le désert est pour lui un tremplin. Passionnant au demeurant et qui l'accapare sincèrement. Mais M. Jacques Soustelle, qui sait attendre, a vu sans surprise l'armada des envoyés spéciaux américains qui l'avaient le moins ménagé, revenir vers lui. Des pages entières lui ont été consacrées dans les revues à fort tirage des Etats-Unis.

M. Jacques Soustelle l'a déjà dit : contrairement à ce qu'on pense de lui, il n'est pas pour l'intégration, il est *« contre la désintégration »*. Si la guerre, bien menée, conduit le F.L.N. à se transformer au point d'accepter la souveraineté française, il fera comme il a fait en faveur du terroriste qui faillit l'assassiner : il demandera qu'il bénéficie de la grâce. Après quoi, bien des formes de liens entre l'Algérie et la France peuvent être envisagées pourvu que *« de Dunkerque à Tamanrasset il n'y ait qu'une seule souveraineté »*.

Pour défendre cette thèse, il est aux côtés de M. Michel Debré. Mais en

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant la durée de l'été, « L'EXPRESS » sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques

Cependant, si vous voulez être certain de trouver « L'EXPRESS » chaque semaine, vous pourrez souscrire des abonnements spéciaux de vacances au prix de :

125 francs par numéro

Règlement à « L'EXPRESS », 29, rue de Marignan soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris.

même temps, il fait dire qu'il est beaucoup plus libéral qu'on ne le pense, qu'il est resté jacobin et républicain ; à d'autres il fait dire aussi qu'il est, plus que M. Debré, trop faible et trop impressionné par de Gaulle, « *l'homme du 13 Mai* ».

Si bien que le monarque de l'Elysée n'aura rien appris de ses sujets-ministres qu'il ne sût déjà. Le propos paraît donc d'arriver à un constat des contradictions d'où l'on peut tirer une liberté de manœuvre encore plus grande. Sur quoi peuvent s'unir MM. Pinay et Soustelle, MM. Michelet et Triboulet, MM. Sudreau et Lecourt sinon sur une dévotion à l'égard du Chef de l'Etat ? Et pour préparer une telle attitude, MM. Couve de Murville, Joxe, Cornut-Gentille et Guillaumat s'emploient avec une fidèle habileté.

L'initiative

Ainsi, en partant pour l'Algérie, le général de Gaulle peut se dire que la solution ne dépend que de lui. La nécessité, une fois encore, d'être « le sauveur suprême » devient à ses yeux une réalité — qu'il a provoquée partiellement — mais hors de laquelle il n'y a rien. Chef de l'Exécutif, il s'est voulu arbitre entre ses exécutants ; mais ces derniers lui renvoient la responsabilité.

Le Chef de l'Etat, selon un de ses ministres, « *en a assez de la guerre d'Algérie* ». Il l'aurait dit à son éditeur, lui promettant de conclure ses Mémoires sur « *un feu d'artifice* ». « *Il voudrait passer à autre chose* ». Il a des projets pour un rôle européen de la France et en particulier il continue de penser à son projet planétaire d'aide aux pays sous-développés. Il voudrait bien « *qu'on ne ressasse plus les mêmes histoires* » sur l'Algérie, l'Armée, et le F.L.N., « *les destinées de la France sont au-delà de ces médiocres épisodes* ». Le temps est peut-être venu de tenter la fameuse « initiative ».

Celle-ci paraît bien être celle que « L'Express » a annoncée la semaine dernière, à savoir : la réalisation d'un ensemble économique franco-maghrébin qui garantirait l'évolution algérienne vers l'autonomie pendant de nombreuses années. Pour la mise en scène, la proposition viendrait de la Communauté tout entière. Un ministre itinérant a conseillé au général de Gaulle, non seulement d'accepter le débat aux Nations Unies, mais de s'y rendre en personne pour défendre la thèse française.

Le Chef de l'Etat va en Algérie pour juger, sur les entretiens qu'il aura avec des officiers de tous rangs, de la forme qu'il doit donner à sa proposition sans heurter l'Armée et pour savoir aussi comment il pourra s'y prendre pour associer étroitement à sa politique algérienne des généraux dont la réputation est d'être tièdes à son égard. C'est en ce moment une véritable méthode. Les contacts indirects qui sont pris avec le F.L.N. — aux fins de sondage, sur des propositions de cette nature — le sont par des émissaires de droite qui font leurs rapports à M. Debré lui-même depuis quelques semaines.

Les Etats-Unis

Le général de Gaulle entend dire deux choses, en particulier aux jeunes officiers : d'abord qu'il n'admettra aucune solution qui implique l'abandon des hommes opposés au F.L.N., que ces derniers soient Français ou musulmans. La durée de l'évolution vers l'autonomie doit permettre, sous un contrôle français, le retour à une vie politique algérienne diverse et tolérante. Il s'agit aussi de faire comprendre à toute l'Armée que sa mission n'est pas terminée, ni en Algérie ni surtout dans la Communauté, où l'on aurait de grands projets pour elle.

En tout cas, si quelque chose s'opposait à ce que soient rendus publics de tels projets, soit du fait d'une réaction négative des Algériens, soit du fait des réactions hostiles de l'Armée, ce sont les thèmes que le Président de la République française entend développer lors de ses entretiens avec le général Eisenhower.

Un très grand espoir est nourri, à l'Elysée, à propos de ces entretiens. Le général de Gaulle estime qu'il ne pouvait espérer avoir de meilleur interlocuteur américain. Les Etats-Unis, mis au courant des projets du Président de la République, ne peuvent que décider (pense-t-on) de soutenir la France et d'intervenir auprès des membres de l'O.N.U. qu'ils guident.

Cette semaine, au moment où le général partait pour l'Algérie, les choses en étaient là. Au gouvernement, chacun s'accordait à dire qu'après un tel bruit fait sur les intentions du Chef de l'Etat, il serait bien difficile de déboucher dans le vide.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE, EN INSPECTION ...« *un feu d'artifice* » ? (A.P.)

● ***Tandis que les délibérations gouvernementales se poursuivaient, Jean Daniel prenait, mardi soir, l'avion pour Tunis, première étape d'un voyage d'enquête qui le conduira ensuite à Alger puis à Rabat. Voici son premier câble de Tunis :***

LA conversation que j'avais eue, la veille au soir, à Paris, avec un ministre en exercice du gouvernement de M. Debré, je l'ai continuée le lendemain, à Tunis, avec deux personnalités, l'une tunisienne, l'autre française, qui tâchent de se maintenir informées de l'évolution plus ou moins précipitée du conflit algérien.

C'est une curieuse impression que de retrouver dans la capitale tunisienne et à quelques heures d'intervalle la même situation d'attente qu'à Paris.

Quelle initiative va prendre le général de Gaulle ? Que va-t-il résulter des entretiens Eisenhower-de Gaulle ? Enfin, quelle va être l'attitude des membres du bureau de la Communauté lors de la réunion du 10 septembre ?

Ces trois questions disent combien l'on croit ici que le problème algérien est entré dans sa phase diplomatique. Les chefs du G.P.R.A. passent sans doute pour se préoccuper des opérations militaires et laissent dire qu'ils préparent *leur* « opération Jumelles » qui consisterait à prouver la vitalité de la rébellion dans les endroits où le fameux « tapis ratisseur » est passé. Mais il est difficile, bien entendu, puisqu'il s'agit de propagande, de démêler le vrai de l'imaginaire.

En revanche, mes interlocuteurs ont une certitude : c'est que le F.L.N. se trouve ou croit être dans une situation diplomatique privilégiée. En particulier, le F.L.N. vient d'enregistrer comme une victoire l'article de M. Walter Lippmann dans le « New York Herald Tribune » d'avant-hier (*voir en page* 4), étant donné l'autorité de l'éditorialiste américain.

Le tournant américain

Certaines personnalités algériennes et tunisiennes qui ont séjourné à Washington voient dans cet article l'aboutissement logique de Monrovia et la consécration d'une nouvelle politique américaine dont le slogan serait devenu : « *Nous devons tout faire pour que l'Occident soit anticolonialiste, et si cela n'est pas possible, pour que l'Amérique soit anticolonialiste* ».

Ce tournant américain, dont les lecteurs de « L'Express » ont été informés depuis quelques mois, a pris en effet à Tunis et à Rabat, et dans toute l'Afrique, un aspect spectaculaire. Il n'y a plus de cas de conscience chez les diplomates américains lorsqu'il s'agit de rencontrer des ministres du F.L.N., il n'y a plus de ménagement particulier lorsqu'il s'agit de fournir des armes à la Tunisie. L'aisance est mille fois plus grande que celle que j'avais connue l'an dernier à la même époque pour la coopération économique : il m'a suffi, en descendant de l'avion, d'acheter tous les journaux tunisiens et d'entendre quelques conversations pour m'en apercevoir en quelques instants.

Si le F.L.N. se croit dans cette situation diplomatique privilégiée, il ne lui importe plus d'arrêter immédiatement la guerre à n'importe quelle condition, mais bien d'examiner les atouts français et les siens propres.

Le rôle de la Communauté

La force que croit détenir le F.L.N. vient depuis Monrovia. Des Africains, des leaders africains, membres de la Communauté, leur ont assuré que le conflit algérien servait leur propre cause en faisant évoluer cette Communauté vers une Confédération ou une Fédération, mais en tout cas vers une association de peuples libres ressemblant de moins en moins au visage initial de la Communauté.

Dans ce cas, ont répondu les Algériens, il convient que la contrepartie soit donnée, et elle ne peut l'être que par un changement d'attitude des membres de la Communauté à l'égard du problème algérien et en particulier du principe de l'utilisation des troupes noires dans la guerre d'Algérie. Ce changement d'attitude devrait se traduire le 10 septembre.

C'est dans ces perspectives que les dirigeants F.L.N. paraissent attendre les initiatives. Le général de Gaulle sera-t-il assez habile, se demandent-ils, pour faire un geste tel que nous n'aurons pas avantage à l'accepter et qu'il paraisse constituer malgré tout, du point de vue de l'opinion internationale, une preuve de bonne volonté ? C'est là leur crainte. Cependant, selon mon interlocuteur français, la majorité des membres du F. L. N. espère qu'une initiative acceptable peut être effectuée.

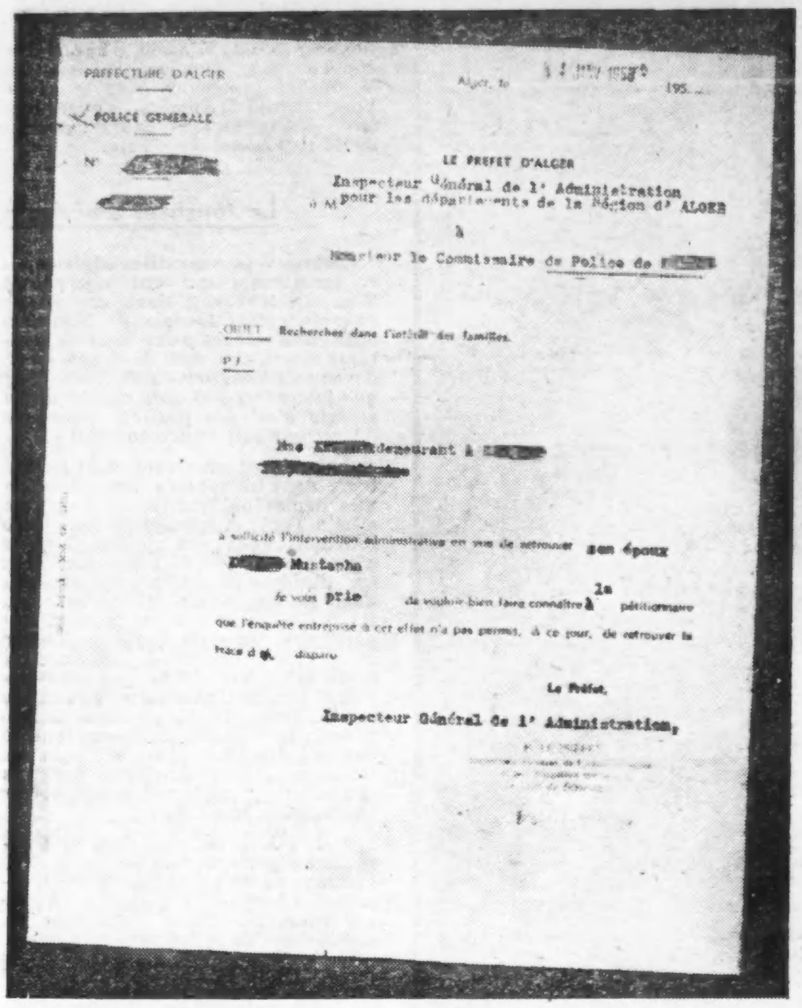
En quoi consiste pour eux une initiative acceptable ? Tout simplement, paraît-il, dans l'établissement d'un climat psychologique propre à favoriser une rencontre. Il ne devrait se poser aucun problème de représentativité ou de conditions politiques. Cet espoir est alimenté par le fait que les informations sur le contrat africain dont j'ai parlé plus haut sont évidemment aussi bien connues des Français que des Algériens et qu'on se dit à Tunis que le général de Gaulle, davantage soucieux de maintenir l'avenir africain de la France que de perpétuer la guerre d'Algérie, ne peut pas ne pas

→

UN CADEAU PUBLICITAIRE DE CLASSE

Abair Cartonnages édite pour 1960 un « *Calendrier mensuel photographique* » Les photos sont signées par Agnès Varda, René Burri, Henri Cartier-Bresson, Robert Doisneau, Jean Lattès, Chris Marker, Marc Riboud et Willy Ronis.

75, rue de la Fontaine-au-Roi . PARIS .
CRÉATION Abair PARIS Tél. OBE. 24-20


PREFECTURE D'ALGER
POLICE GENERALE
N° [redacted]
[redacted]

Alger, le ... 195...

LE PREFET D'ALGER
Inspecteur Général de l' Administration
pour les départements de la Région d' ALGER
à
Monsieur le Commissaire de Police de [redacted]

OBJET : Recherches dans l'intérêt des familles.
P.J. :

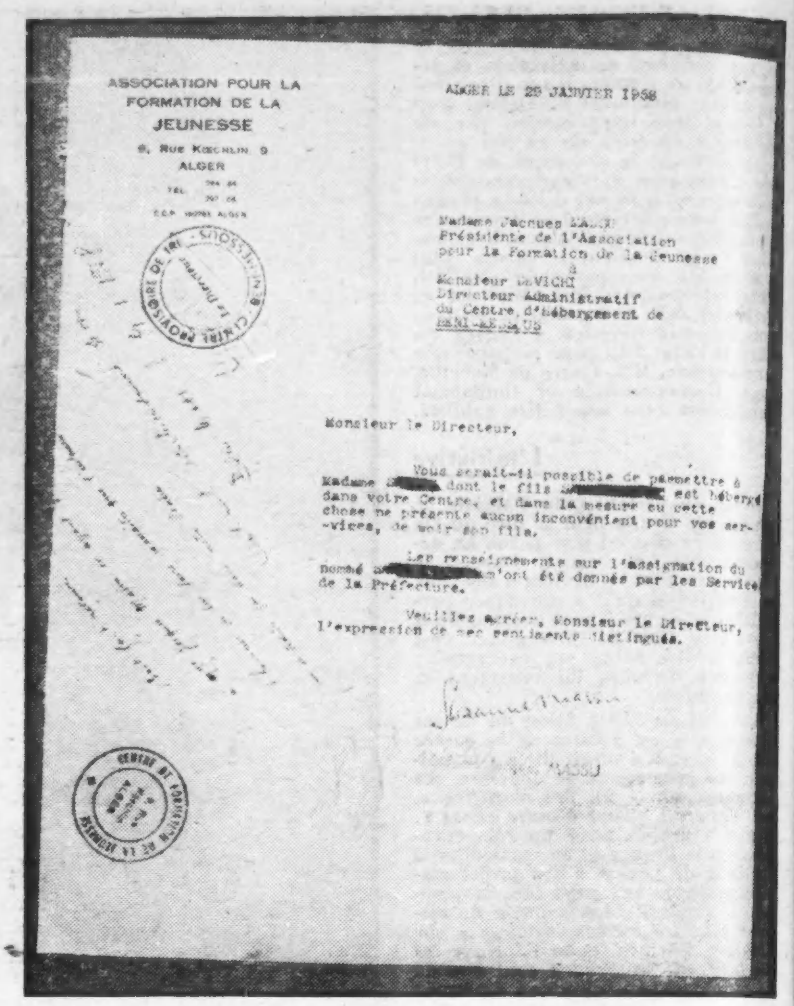
Mme [redacted] demeurant à [redacted]
[redacted]

a sollicité l'intervention administrative en vue de retrouver son époux [redacted] Mustapha

Je vous prie de vouloir bien faire connaître à la pétitionnaire que l'enquête entreprise à cet effet n'a pas permis, à ce jour, de retrouver la trace de disparu

Le Préfet,
Inspecteur Général de l' Administration,

Du préfet d'Alger au commissaire de police de K...
« L'enquête entreprise n'a pas permis... »


ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE LA JEUNESSE
8, Rue Koechlin, 9
ALGER

ALGER LE 29 JANVIER 1958

Madame Jacques MASSU
Présidente de l'Association
pour la Formation de la Jeunesse
à
Monsieur DEVICHI
Directeur Administratif
du Centre d'hébergement de
BENI-MESSOUS

Monsieur le Directeur,

Vous serait-il possible de permettre à Madame [redacted] dont le fils [redacted] est hébergé dans votre Centre, et dans la mesure où cette chose ne présente aucun inconvénient pour vos services, de voir son fils.

Les renseignements sur l'assignation du nommé [redacted] m'ont été donnés par les Services de la Préfecture.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

MASSU

De Madame Massu a Monsieur Devichi
« En ayant l'honneur de lui faire connaître... »

faire un geste lors du 10 septembre, geste auquel seraient associés les membres de la Communauté.

Un témoignage étranger

On reparle alors de la fameuse phrase sur « la place de choix dans la Communauté » qui, selon les paroles prononcées par le général de Gaulle il y a plusieurs mois, serait réservée à l'Algérie. Il est bien évident que dans la mesure où l'Algérie adhérerait sous une forme ou sous une autre à la Communauté, celle-ci se trouverait considérablement renforcée.

Les Algériens ont conscience de l'atout qu'ils donneraient ainsi à la France et sont tièdes ou partagés. Cependant, il s'agit encore ici plus d'une question de climat psychologique que de définition de mots. Il n'est pas inintéressant de noter à ce propos que le correspondant du « New York Times », qui revient de Kabylie et qui se trouve à mes côtés en ce moment à Tunis, a enregistré plusieurs réponses positives d'officiers supérieurs lorsqu'il leur a demandé : *« Si de Gaulle proposait à l'Algérie d'entrer dans la Communauté, que feriez-vous ? »* Les officiers français de Kabylie ont répondu à Tom Brady : *« Nous serions d'accord avec de Gaulle. »*

Tout cela ne peut être que « rumeurs habituelles de septembre », et la guerre continue dans des conditions atroces. Mais chaque fois qu'il y a un peu d'espoir, n'est-ce pas un devoir de l'encourager, de le mettre en valeur et de faire en sorte qu'il permette de sortir de l'impasse ?

J. D.

ALGÉRIE

Le Cahier vert

● *« Où est mon mari ?... Où est mon frère ?... Où est mon fils ?... » Françoise Giroud ouvre un cahier d'écolier.*

« Il est de plus en plus difficile de savoir et surtout de dire la vérité tant la peur paralyse les victimes et les témoins. »

(Sirius : « Le Monde », 25 août 1959.)

C'EST un cahier vert d'écolier. Chaque page de droite est numérotée, de 1 à 83.

Sur les pages de gauche sont agrafés ou collés des photos d'identité, des lettres, des documents divers — feuilles de paye, certificats médicaux — des papiers officiels.

Ce cahier, c'est celui que deux avocats parisiens, Mᵉ Vergès et Mᵉ Zavrian, ont rempli en quelques heures alors qu'ils se trouvaient à Alger pour assister deux de leurs clients.

En feuilletant les pages de droite, on est d'abord saisi par un sentiment de lassitude. En tête de chaque feuillet se trouve le nom d'une femme, celle qui s'est présentée devant les avocats et qui a tendu, pour se faire comprendre, un bout de papier, une lettre. Il n'y a donc plus que des femmes à Alger ?

En dessous, le nom d'un homme, son âge, sa profession, et la mention : *« Disparu le... »*. *« Arrêté le... »*. *« Enlevé le... »*.

Enlevé, Mohamed A..., menuisier, 47 ans, 5 enfants. Arrêté, Ali B..., employé aux halles centrales, 33 ans, 4 enfants. Disparu, Omar C..., boulanger, 47 ans, 3 enfants.

C'est une interminable litanie.

Etaient-ils tous membres du F.L.N., le médecin, l'imprimeur, le chauffeur, l'employé d'assurances, le confiseur, le bijoutier, l'infirmier, le commerçant, l'employé aux chaussures Bata, le comptable, l'employé chez Hachette, l'employé chez Otis, le receveur de tramway ?...

S'ils ne l'étaient pas, c'est horrible. Un peu bête aussi. Chacun de ces hommes, ou presque, a plusieurs enfants. Des enfants qui se souviendront.

S'ils l'étaient, c'est effarant, cette moisson de noms récoltés en quelques heures par des avocats qui ne la recherchaient pas et que des femmes plus hardies que d'autres, et informées on ne sait comment de leur présence dans un hôtel de la ville, sont venues assaillir.

Les pauvres histoires qu'elles ont voulu raconter « au monsieur de Paris » ne font et ne feront l'objet d'aucune plainte, d'aucun procès. Il n'y aura ni juge, ni instruction, ni accusé, ni témoin.

La Croix-Rouge Internationale en sera informée. Le Comité Maurice Audin aussi. C'est tout. Et peut-être le général de Gaulle, s'il a parfois le temps de lire « L'Express ». Sinon...

Tous les hommes dont le Cahier Vert égrène les noms ont été arrêtés un jour, une nuit, chez eux ou au cours d'une rafle. Quelques-uns ont pu donner une fois de leurs nouvelles, accuser réception d'un colis. Puis, plus rien. Parfois depuis plus de deux ans.

Une année écoulée

Où sont-ils ? C'est ce que ces femmes, obstinément, demandent. L'une cherche son mari, l'autre son frère, la troisième son fils. Quelques-unes se sont adressées aux autorités officielles. Elles ont commencé par errer autour des villas trop fameuses d'où s'échappent parfois des cris, des hurlements ; puis elles ont couru d'une prison à l'autre, d'un camp à l'autre, d'un hôpital à l'autre. En vain. Alors, elles ont écrit d'une grosse écriture enfantine, malhabile. Une amie, une voisine les a aidées lorsqu'elles ne savaient pas le français.

Le cahier vert contient les copies de ces lettres. Il contient aussi les réponses que parfois elles ont reçues. Car il est courant qu'on leur réponde, très poliment.

C'est Mme Massu qui répond, le 3 juillet 1958, à la femme d'un médecin enlevé le 4 mars 1957 :

« J'ai bien reçu votre lettre. Je vais faire aussitôt la demande d'enquête en vue de retrouver la trace de votre mari le nommé A... M...

« Je vous tiendrai au courant aussitôt qu'une réponse me sera donnée et vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

« Signé : Madame Jacques Massu. »

La lettre est tapée à la machine. A gauche, en haut, un en-tête : Association pour la formation de la jeunesse.

Une nouvelle année s'est écoulée. Mme A... M... ne sait toujours pas ce qu'est devenu son mari.

C'est le général Massu qui répond, le 14 mai 1958, à Mme B... A..., femme d'un chauffeur employé chez une Européenne, arrêté par les Bérets Bleus :

« En réponse à votre lettre du 26-4-58, j'ai l'honneur de vous faire savoir que votre mari, M. B... A..., appréhendé par les forces de l'ordre le 1ᵉʳ juin 1957, a été relâché dès le 7 juin 1957 après vérification et n'a pas été arrêté à nouveau depuis cette date. »

Mais la femme est tenace. Ou bien elle ne veut pas comprendre ?

Elle s'obstine et écrit au général Salan le 25 août. Et le 14 novembre 1958, le général Salan lui répond :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les recherches en vue de retrouver votre mari n'ont donné aucun résultat. Celui-ci ne figure pas au fichier et n'est pas connu des éléments du secteur.

« Néanmoins les recherches continuent et je ne manquerai pas de vous tenir informée des renseignements qui pourraient me parvenir dans l'avenir.

« Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes hommages. »

BONS DU TRÉSOR

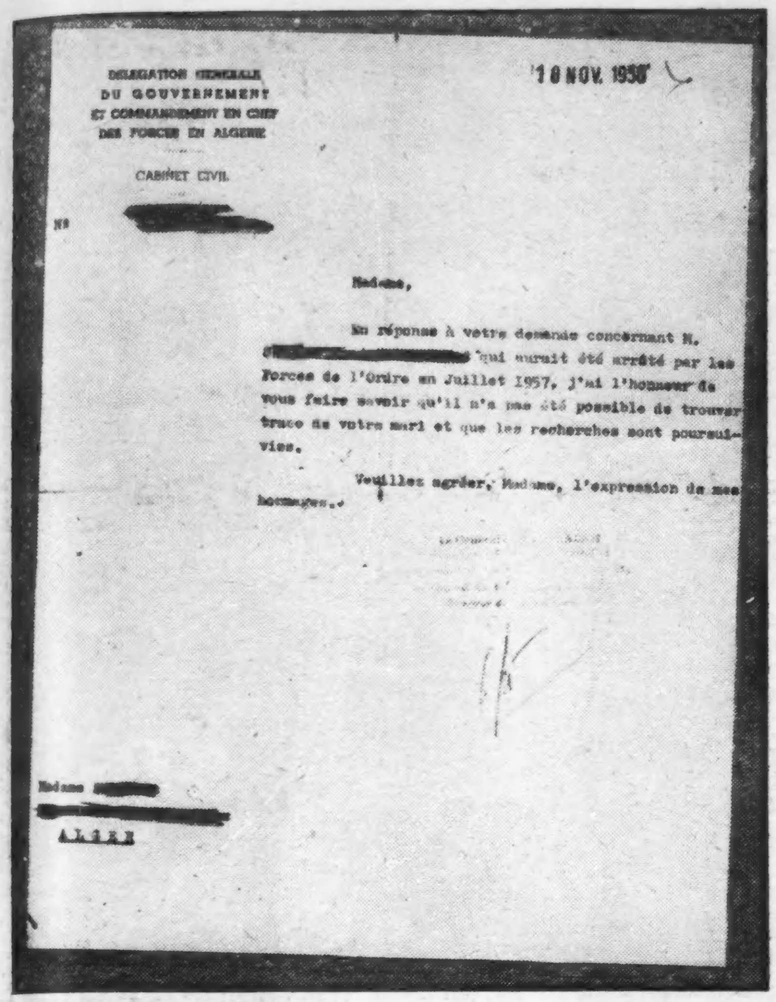
vous qui avez des disponibilités

et désirez effectuer un placement commode et avantageux

VOUS AVEZ LE CHOIX :

BONS A 1 ET 2 ANS — UN RENDEMENT IMPORTANT

BONS A INTERET PROGRESSIF — UNE PARFAITE LIQUIDITE


DELEGATION GENERALE
DU GOUVERNEMENT
ET COMMANDEMENT EN CHEF
DES FORCES EN ALGERIE

CABINET CIVIL

N° [redacted]

18 NOV. 1958

Madame,

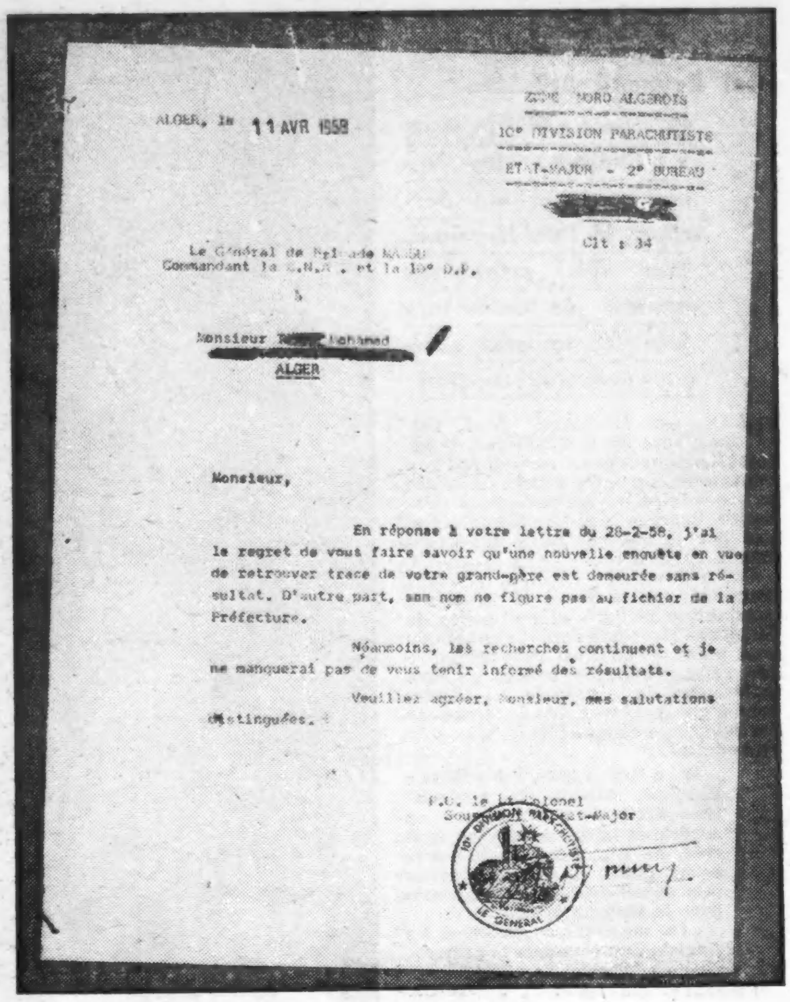
En réponse à votre demande concernant M. [redacted] qui aurait été arrêté par les Forces de l'Ordre en Juillet 1957, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il n'a pas été possible de trouver trace de votre mari et que les recherches sont poursuivies.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes hommages.

Madame [redacted]

ALGER

Du général Salan a Mme S...
« Veuillez agréer, madame... »


ALGER, le 11 AVR 1958

ZONE NORD ALGEROIS
10e DIVISION PARACHUTISTE
ETAT-MAJOR - 2e BUREAU
[redacted]
Cit : 34

Le Général de Brigade MASSU
Commandant la Z.N.A. et la 10e D.P.

à

Monsieur [redacted]
ALGER

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 28-2-58, j'ai le regret de vous faire savoir qu'une nouvelle enquête en vue de retrouver trace de votre grand-père est demeurée sans résultat. D'autre part, son nom ne figure pas au fichier de la Préfecture.

Néanmoins, les recherches continuent et je ne manquerai pas de vous tenir informé des résultats.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

P.O. le Lt-Colonel
Sous-Chef d'Etat-Major

10e DIVISION PARACHUTISTE
LE GENERAL

Du général Massu a M. T...
« Je ne manquerai pas de... »

Un an s'est encore écoulé. Qui dira jamais à Mme B... A... ce qu'est devenu son mari ? Qui a le pouvoir de s'en informer exactement ?

Un receveur de la R.S.T.A., 48 ans, 7 enfants, a été arrêté, le 23 mars 1957, dans sa voiture, par les Bérets Rouges. Depuis, aucune nouvelle. Mais sa voiture, une Aronde, circule dans Alger où sa femme l'a vue à plusieurs reprises conduite par le lieutenant H...

Alors elle a écrit. Au général Massu. A Mme Massu. Elle, elle n'a pas eu de réponse.

Elle fait peut-être une erreur au sujet de la voiture ?

Amar B... a été arrêté le 4 juin 1957 par la DST.

Dix-huit huit mois plus tard, c'est le colonel Godard qui écrit à sa mère pour lui indiquer que des recherches ont été prescrites pour retrouver son fils et qu'elle sera informée en cas de succès.

Sept mois se sont encore écoulés. Mme B... attend.

Omar D... a été arrêté avec son frère Mohamed et conduit à la caserne de Fort-l'Empereur. Puis il a disparu.

C'est le colonel commandant la caserne qui répond au père d'Omar, cordonnier, une lettre manuscrite où il écrit :

« Bien que commandant de la caserne de Fort-l'Empereur, je n'ai aucune indication sur la destination des personnes qui y ont séjourné. Je n'ai jamais eu aucune responsabilité dans la répression. Mes locaux étaient simplement mis à la disposition des responsables du maintien de l'ordre. Cependant, je prends toutes dispositions pour que vous ayez satisfaction en ce qui concerne le lieu de détention de votre fils, au cas où celui-ci serait détenu. »

Celui-ci ne doit pas être détenu puisque son père n'en a plus jamais entendu parler. Mais alors, où est-il ?

En marge d'une lettre

C'est le général de corps d'armée Allard qui répond à Mme Vve G..., dont le fils, chauffeur de taxi, a été emmené par les paras :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les enquêtes effectuées n'ont pas permis de trouver trace de l'arrestation de votre fils... »

C'est encore le général Salan qui répond à la femme de S... S..., confiseur, arrêté par les Bérets Rouges :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il n'a pas été possible de trouver trace de votre mari et que les recherches sont poursuivies... »

C'est encore le général Massu qui répond au petit-fils de M. T..., commerçant, arrêté par les Bérets Rouges :

« J'ai le regret de vous faire savoir qu'une nouvelle enquête en vue de retrouver trace de votre grand-père est demeurée sans résultat... »

Les originaux de toutes ces lettres sont agrafés dans le Cahier Vert.

Ah ! il y a aussi celle-là, en date du 29 janvier 1958.

Elle est ainsi libellée :

« Madame Massu, présidente de l'Association pour la Formation de la Jeunesse

à

Monsieur Devichi,

Directeur administratif du Centre d'hébergement de Beni-Messous.

Monsieur le directeur,

Vous serait-il possible de permettre à Mme S... dont le fils K... S... est hébergé dans votre centre, et dans la mesure où cette chose ne présente aucun inconvénient pour vos services, de voir son fils ?

Les renseignements sur l'assignation du nommé K... S... m'ont été donnés par les services de la Préfecture... »

K... S... a 19 ans. Sa mère a apporté la lettre elle-même au camp, et elle a eu un grand espoir quand Mme Massu lui a dit : *« Nous savons où il est. Vous allez le voir. »*

Mais en marge de la lettre il y a, manuscrite, cette mention :

« Soit fait retour à Mme Jacques Massu, en ayant l'honneur de lui faire connaître que l'intéressé ne se trouve pas dans notre centre. Sentiments respectueusement dévoués.

Beni-Messous, le 31-1-58.

Signé : Le Directeur. »

Mme S... n'a jamais su ce qu'était devenu son fils. Depuis dix-huit mois, elle attend. Où peut-elle s'adresser maintenant ?

Voilà ce que contient le Cahier Vert.

Plus un imprimé ainsi conçu :

POLICE GENERALE

Objet : *Recherches dans l'intérêt des familles.*

M...

a sollicité l'intervention administrative en vue de retrouver...

Je vous prie de vouloir bien faire connaître à... pétitionnaire que l'enquête entreprise à cet effet n'a pas permis à ce jour de retrouver la trace d... disparu...

Les feuilles sont prêtes par piles. Il suffit de remplir les blancs et de les envoyer au commissaire de police saisi par la famille du ou de la disparue, qui se charge de transmettre.

C'est cet imprimé que Mme K..., entre autres, a reçu le 14 janvier 1958. Son mari, sapeur-pompier, avait été arrêté le 19 février de l'année précédente.

Tous ces hommes, le bijoutier, et le confiseur, et le fils du cordonnier, et le chauffeur, et le comptable, et l'infirmier, et le marchand de légumes, sont — peut-être — dangereux. Mais où sont-ils ?

Tous ces hommes méritent — peut-être — d'être incarcérés, jugés, condamnés, exécutés. Mais où sont-ils ? Sur quel ordre les a-t-on arrêtés ? Pour les emmener où ?

Le général n'en sait rien. Le préfet non plus. La générale n'est pas au courant. Le colonel non plus.

Un haut-fonctionnaire évalue à 6.000 les « disparitions » qui ont eu lieu à Alger-ville seulement. Il y en a peut-être moins. Il y en a peut-être plus.

Les avocats parisiens qui ont été assaillis par les femmes d'Alger ont pu, en revanche, voir :

- A la prison de Maison-Carrée, Mohamed Khénisti, l'ex-président de l'Union des Etudiants algériens « UGEMA » arrêté à Montpellier sur la demande du parquet militaire d'Alger (qui se déclare aujourd'hui incompétent).
- A la même prison, dans le quartier des femmes, Djamila Bouhired.
- Au camp de Maréchal, camp de mineurs où sont rassemblés 580 adolescents, le frère de Djamila, Liess Bouhired, 17 ans.
- A l'hôpital Mustapha où il est soigné, Amar Ouzegane, co-inculpé du leader syndicaliste Aïssat Idir (qui fut, on s'en souvient, acquitté par le tribunal militaire et qui est mort, quelques mois plus tard, de brûlures, à l'hôpital Maillot).

Le 14 août au soir

Amar Ouzegane a été hospitalisé à la suite d'un coma diabétique. Le diabète lui a fait perdre l'usage de son œil droit et la moitié de ses dents.

Sa conclusion, en apprenant la mort d'Aïssat Idir :

« Moi, j'ai eu la chance d'avoir été condamné. »

A la Délégation générale du gouvernement, on avait également accordé aux avocats l'autorisation de voir le capitaine Saïdi Saddok, au camp de Douéra.

L'autorisation était valable pour le samedi 15 août, au matin.

Le capitaine Saddok est cet ancien officier de l'armée française, père de 4 enfants, arrêté à minuit le 2 août 1957 dans la ferme qu'il exploitait depuis cinq ans, par un commando de trente hommes qui ont détruit bâtiments et récoltes.

Emmené à la villa Nador, à Alger, il fut interrogé pendant dix-huit jours sur la provenance d'un fusil mitrailleur découvert dans sa salle de bains, et dont il n'a jamais cessé de déclarer que l'arme, inconnue de lui, avait été introduite dans sa maison par ceux qui venaient l'arrêter. Mais il n'a peut-être pas dit la vérité ?

Condamné le 7 janvier 1958 pour détention d'armes à un an de prison ferme par le tribunal correctionnel, il a accompli sa peine. Puis, à la levée d'écrou, le 22 août 1958, il a été assigné à résidence au camp de Béni-Messous, transféré à Saint-Leu, puis à Bossuet, enfin au camp de Douéra.

Engagé volontaire en 1914, blessé à Verdun en 1916, sur le front de l'Aisne en 1940, prisonnier pendant cinq ans en Allemagne, invalide à 70 %, Saïdi Saddok est titulaire de la Légion d'honneur et de la croix de guerre avec cinq citations.

Après le 13 mai, il a cru que quelque chose allait changer. Alors, il a attendu. Et puis, le 22 décembre, il a écrit au général de Gaulle pour lui renvoyer ses décorations *« gagnées sur les champs de bataille dans les rangs de l'armée française où j'ai servi trente-quatre ans. »*

Il n'a pas encore reçu de réponse.

Saïdi Saddok a déposé, dès août 1957, une plainte en sévices et pillages contre le capitaine et le sous-lieutenant qui l'ont arrêté.

Depuis, le sous-lieutenant est devenu député. Il s'appelle Lagaillarde.

Le samedi 15 août, Saïdi Saddok devait voir son avocat pour la première fois depuis qu'il a été assigné à résidence.

Mais le 14 août au soir, Me Jacques Vergès a été expulsé d'Alger.

F. G.

PÉTAIN

Paul Reynaud précise...

Après avoir lu dans « L'Express » les Mémoires du général Serrigny, M. Paul Reynaud, l'un des principaux acteurs du drame de juin 40, apporte quelques précisions inédites:

(Cossira.)

M. Paul Reynaud et le maréchal Pétain en 1940 (*)
« Il est contraire à l'honneur de la France... »

DANS ses Mémoires, dont l'atmosphère est sympathique, le général Serrigny a pensé qu'il devait aux trente années passées auprès de Pétain de reproduire les accusations portées contre Georges Mandel, Churchill et moi par le gouvernement qui a demandé l'armistice.

Ces accusations, répétées pendant cinq ans par la radio et la presse allemandes de Paris et par celles de Vichy ont imprégné l'opinion publique à un point tel qu'il est vain de croire que cette génération pourra en être entièrement désintoxiquée, mais le devoir d'un survivant est de dénoncer ces calomnies chaque fois qu'elles sont reproduites.

1° « Les « jusqu'auboutistes » Reynaud, Mandel, etc. voulaient transporter le gouvernement en Algérie et laisser la France, sans chef, se débattre sous l'étreinte boche. Pétain ne voulait à aucun prix abandonner ses compatriotes dans le malheur. »

« On ne sait pas encore si les Anglais vont continuer la guerre », ajoute le général Serrigny.

Etonnante ignorance de ce facteur essentiel de la guerre qu'était le moral du peuple anglais et de son chef ! Les « jusqu'auboutistes » ne se posaient pas cette question. Ils croyaient même, comme je venais de le dire au Conseil des ministres de Cangé, que les Etats-Unis ne pourraient éviter de participer à la guerre. Ils entendaient maintenir la France dans la guerre, aux côtés de ses alliés, conformément à l'engagement que j'avais pris, en son nom, de ne pas conclure d'armistice séparé ; car je savais vers quel désastre nous conduisait le refus obstiné de doter notre armée des instruments de la guerre moderne.

Au surplus, la Belgique, dont le gouvernement était à Londres, n'a pas plus souffert que la France de l'occupation et il lui a été épargné de voir son gouvernement faire subir à l'honneur national les blessures que le général Serrigny déplore, sans oser dénoncer les plus graves.

Les calomnies

2° J'aurais refusé d'implorer l'intercession de Roosevelt auprès de Hitler, pour obtenir un armistice favorable.

Personne ne m'a demandé de le faire, parce que tout le monde savait que j'aurais refusé. J'ajoute que les conditions de l'armistice étaient commandées par l'écroulement de « l'inviolable front continu » que j'avais annoncé à la tribune de la Chambre, cinq ans plus tôt, le 15 mars 1935.

3° « Reynaud a transformé cette demande raisonnable en un appel aux armes de l'Amérique ! Ce n'était là qu'un geste théâtral à l'usage des électeurs ! »

Non, général Serrigny, en ces jours les plus tragiques de l'Histoire de France, où par surcroît j'ai éprouvé en silence l'amertume de ne pas avoir été écouté, je ne pensais pas « aux électeurs », mais les patriotes parisiens qui m'avaient élu n'auraient accepté ni de manquer à la parole de la France, ni de faire sortir du camp des alliés la plus puissante flotte de guerre française de notre Histoire, ce qui a failli nous faire perdre la guerre lors des grands torpillages de l'Atlantique.

Au surplus, le maréchal Pétain ne devait pas avoir une aussi insultante opinion de moi, puisque, cité par lui comme témoin à son procès et voulant montrer qu'il n'avait pas été insensible à l'argument de l'honneur, vous avez déclaré que le 11 juin, en pleine débâcle, *« il m'a dit toute l'estime en laquelle il tenait son président du Conseil pour la combativité qu'il montrait »*.

C'est ensuite que sont venues les calomnies, lorsqu'il s'est agi de discréditer ceux qui, sur une question d'honneur, avaient eu une attitude contraire à celle du gouvernement de Vichy.

4° « Le Premier anglais aurait insisté vivement (auprès de moi) pour que la France tint bon... Naturellement, il promettait pour l'avenir un puissant concours ; en attendant, il rappelait ses troupes et supprimait l'aide de son aviation. »

C'est insinuer que Churchill a été un allié déloyal. Rien n'est plus faux. Il ne m'a fait aucune promesse pour l'avenir et il n'a retiré ses troupes que lorsque les divisions cuirassées, dont nous avions laissé le monopole à l'ennemi, zébraient librement le corps de la France.

5° « La situation devenant catastrophique, Paul Reynaud avait passé la main au maréchal, chargé de liquider la faillite dans les plus mauvaises conditions. »

Ainsi donc, sans autre fait nouveau que le déroulement de la catastrophe tel que je l'avais dépeint si longtemps à l'avance, j'aurais brusquement trouvé honorable l'armistice dont je venais de dire à Pétain, au Conseil des ministres de Cangé : *« Il est contraire à l'honneur de la France. »* (1) Et Pétain se serait sacrifié en prenant le pouvoir ! C'est oublier que Darlan nous a appris, par un long récit, publié sous le règne de Pétain, comment il a été débauché par lui, alors qu'il m'avait promis de ne jamais capituler.

Et ce serait moi qui lui aurais « passé la main » ! Sur ce point, nous avons les témoignages, faits sous la foi du serment, par les quatre premiers personnages de l'Etat, y compris le président Lebrun avec qui les trois autres étaient en désaccord.

« Reynaud posa l'écouteur »

Rappelons d'abord, sur mon état d'esprit le jour où le pouvoir fut confié à Pétain, que, dans l'après-midi, le général Spears, émissaire de Churchill, était auprès de moi lorsque le général de Gaulle me téléphona de Londres la généreuse offre d'union franco-britannique. Il a écrit dans ses Mémoires : *« Reynaud posa l'écouteur. Il était transfiguré de joie. Il était heureux en pensant que la France resterait maintenant dans la guerre. »* Le Conseil des ministres se réunit à 17 heures.

On sait que je fus seul à soutenir la proposition Churchill au Conseil des ministres, à la fin de l'après-midi. L'isolement dans lequel je fus impressionna visiblement le président Lebrun. Jusqu'au bout, je tins tête aux partisans de l'armistice, alors que, depuis la guerre, nous avions vainement tenté d'entraîner l'Angleterre à faire avec l'Allemagne et nous une Europe unie.

— *Que pense-t-on de nous à Londres ?* me demanda un ministre.

— *On se demande si nous sommes Wilhelmine ou Léopold III.*

Louis Marin a raconté ainsi la question qu'il me posa et ma réponse :

— *Je demande au président du Conseil s'il considère en sa conscience d'homme politique responsable que l'honneur de la France est toujours implacablement engagé ?*

Paul Reynaud, dans le silence absolu, répond :

— *Parfaitement, totalement.*

Le désaccord entre ministres tourne à la querelle. Je déclare que j'ai besoin de m'entretenir avec le président de la République, car il ne peut plus être question de gouverner avec mes deux vice-présidents du Conseil — Pétain et Chautemps — et des ministres sur le point d'en venir aux mains. Il faut faire un gouvernement de résistants.

Quel était l'état d'esprit du président Lebrun lorsque j'allai le voir après dîner ? Il l'a dit avec force. Le commandant en chef venait de lui communiquer un message téléphoné des plus alarmistes du général Georges qui parlait de la *« grave situation du ravitaillement pour troupes et population civile... nécessité absolue de prendre décision »*. C'est-à-dire de demander l'armistice.

« Qui oserait prétendre que des hommes, fussent-ils durs comme le roc et l'acier, pourraient rester insensibles à un tel appel, au moment où ils allaient prendre la plus grave des déterminations ? » dira le président Lebrun, dans sa déposition à l'instruction du procès Pétain.

Il y était si peu insensible qu'il me déclara désirer me garder, mais qu'il y mettait comme condition que j'accepte de faire la démarche demandée par Chautemps : s'enquérir des conditions de l'ennemi pour un armistice.

— *Pour faire cette politique, adressez-vous au maréchal Pétain !*

Car, sous le régime de la Constitution de 1875, le président de la République était tout-puissant en ce qui concernait la formation ou le remaniement d'un gouvernement. C'est en raison de ce conflit entre le président Lebrun et moi que la Constitution de 1946 a donné au président du Conseil le droit de remanier son cabinet.

Pendant le procès Pétain, un juré, M. Tony-Révillon, ancien ministre, demanda au président Lebrun :

— *Mais, monsieur le président, ne pouviez-vous pas demander à M. Paul Reynaud de former un cabinet composé uniquement de résistants ?*

— *Le président de la République est l'arbitre. J'arbitrai dans le sens du vote qui venait d'être émis.*

« Pas par moi »

Il n'y avait pas eu de vote, mais le président Lebrun considérait qu'il y avait une majorité de ministres favorable à l'armistice.

Conformément à l'usage, le président de la République consulta les présidents des deux Chambres qui, dans leurs dépositions au procès Pétain, furent catégoriques.

Le président Jeanneney : *« La conclusion fut une déclaration formelle de Paul Reynaud disant :* « En tout cas, si l'armistice est demandé, il ne le sera pas par moi... »

Le président Herriot : *« M. Lebrun demanda à Reynaud d'appliquer la proposition Chautemps acceptée par la majorité du Conseil. Reynaud déclare qu'il ne consent pas à se désavouer. »*

Sur mon refus de demander l'armistice et malgré l'opinion des présidents des Chambres, le président Lebrun confia le pouvoir à Pétain.

Au surplus, un homme fort bien informé ne s'est pas trompé sur l'attitude des « jusqu'auboutistes ». C'est Hitler. Il exigea que Mandel et moi lui fussions livrés et nous condamna à mort, en chargeant Vichy de nous faire assassiner par sa milice. Vichy n'accepta de prendre que Mandel qui tomba sous les balles de ses assassins dans la forêt de Fontainebleau.

Tels sont les faits que vos lecteurs avaient le droit de connaître.

On voit ce qui reste des calomnies de la presse et de la radio de Paris occupé et de Vichy, qui ont eu pour effet d'empêcher les Français de profiter des dures et salubres leçons qu'ils doivent tirer de la plus cruelle épreuve de leur Histoire.

PAUL REYNAUD.

(1) Général Laure : « Pétain ».

(*) Sur cette photo, publiée le 25 mai 1940, M. Paul Reynaud, alors président du Conseil, consulte un dossier que lui tend un secrétaire à la sortie du Conseil des ministres. Derrière lui, le maréchal Pétain, alors vice-président du Conseil. A droite de M. Paul Reynaud, le général Weygand, qui commandait en chef l'ensemble des théâtres d'opérations.

LA DÉMOCRATIE ET NOUS

par COLETTE AUDRY

COLETTE AUDRY

« Croyez-vous à la démocratie ? » C'est la question que nous posions au mois d'avril à nos lecteurs. Une question difficile, une question importante, la question majeure.

Nous y avions été conduits, après avoir nous-mêmes procédé à un examen sincère, complet, de nos convictions.

Un tel examen, si chacun voulait bien l'accepter pour son compte, pouvait, pensions-nous, être fécond pour l'avenir. Et, pour aider nos lecteurs à cerner et à formuler leur pensée, nous leur proposions de répondre à vingt-huit questions groupées autour de ce thème.

Dans les semaines qui suivirent, les lettres arrivèrent par centaines. Elles ont continué d'affluer jusqu'aux premières semaines de juillet !...

Nos lecteurs ont eu connaissance de quelques résultats fragmentaires de cette consultation, mais il convenait d'examiner ces milliers de lettres, souvent manuscrites, avec tout le temps et l'attention nécessaires avant d'en tirer des conclusions.

C'est à Colette Audry, professeur agrégé de lettres, auteur de « Léon Blum ou la politique du juste », que nous avons demandé d'analyser librement, objectivement, les réponses reçues et d'en faire la synthèse. La voici :

« *J'AI répondu en toute franchise, comme un simple écolier.* » Cette déclaration d'un lecteur de 62 ans, il semble bien, en dépouillant le monceau de lettres reçues, que l'immense majorité de ceux qui ont écrit pourrait la reprendre à son compte.

Ils se sont installés à leur table, avec leur stylo qu'ils ont dû mordiller de temps en temps, ou devant leur machine à écrire, et ils se sont mis à leur *devoir*, la plupart rédigeant de premier jet. Ils y ont passé la soirée, peut-être aussi celle du lendemain. Ils ont noirci six, dix, quinze pages, vingt pages, soucieux seulement de bien comprendre ce qu'on leur demandait et de voir clair en eux. On dirait qu'ils attendaient cet appel. La preuve ?

« *Votre enquête nous oblige à penser... elle nous force à donner des réponses... elle force à préciser ce que l'on ressent... Merci pour les prises de conscience que vous nous forcez à prendre, au moins intérieurement... C'est la première fois qu'un journal me fait prendre la plume... C'est bien la première fois que j'écris à un journal.* »

En vérité, ils ont pris l'affaire au sérieux. Et même sans doute ceux qui se sont tus :

« *Même ceux qui ne répondent pas réfléchissent. C'est l'essentiel.* »

Car on devine, derrière la légion de correspondants, tous les autres, ceux qui ont commencé à écrire et qui y ont renoncé, parce que c'était trop long, parce qu'ils n'y voyaient décidément pas assez clair ; puis ceux qui ont voulu écrire et à qui le temps a manqué. A moins que ce ne soit le courage : cette sorte de courage fait à la fois d'une assurance qui dépasse l'individu — pourquoi pas moi puisqu'il s'agit de démocratie, c'est-à-dire de moi et de tout le monde — et de modestie — j'écrirai sans doute des bêtises. Si tout le monde avait peur d'écrire...

S'atteler au travail, c'était comme le gage que d'autres en feraient autant.

Rédiger sa propre réponse, c'était d'abord se révéler à soi-même. Chacun attend maintenant que de ces révélations éparses se compose une image collective. Ils verront dans un miroir cette communauté inconnue qu'ils forment avec leurs semblables.

« *Vous trouverez sûrement dans les réponses des idées communes, des espoirs identiques ?* »

Nous en avons bien trouvé, mais à qui ?

• *Ceux qui ont répondu à l'enquête*

Ont répondu des hommes et des femmes de tout âge entre 16 et 80 ans, avec une forte proportion de moins de 25 ans (22 %). « L'Express » reste le journal de la Nouvelle Vague.

L'élément féminin représente 19 %, soit à peu près une femme pour quatre hommes.

17 % des correspondants se réclament d'une origine ouvrière, 20 % de la petite bourgeoisie, 30 % de la grande ou moyenne bourgeoisie. Autrement dit, plus d'un tiers provient des classe ouvrière et petite bourgeoisie, moins d'un tiers de la bourgeoisie, près d'un tiers ne précise pas son origine.

Mais, au stade du métier actuel, les ouvriers ne représentent plus que 2,3 %. L'enfant d'ouvrier est devenu instituteur, employé, etc. Viennent en tête les enseignants de divers ordres (16 % des réponses) et les étudiants (14 %) ; puis les techniciens (10,5 %), les professions libérales (8,5 %). La proportion des commerçants et artisans est à peu près la même que celle des ouvriers ; celle des agriculteurs est de 0,8 %. A signaler parmi les isolés quelques officiers, quelques prêtres, un capitaine au long cours. Beaucoup de ceux qui écrivent ne précisent pas leur profession. Un certain nombre de femmes ne travaillent pas.

La plupart de ces hommes et la presque totalité de ces femmes (à eux tous plus de 80 %) sont de gauche (1) ou, s'ils se cherchent, se cherchent plutôt à gauche. Parmi eux, un sur sept ou huit est communiste ou communisant.

Les réponses de droite représentent près de 16 %. Elles vont du conservateur libéral (contre la saisie des journaux, admettant que le Front populaire a apporté quelques améliorations nécessaires, mais qui auraient pu être obtenues sans désordres et sans « affaiblir le pays ») jusqu'au fasciste, au parachutiste pour qui « *le meilleur régime est une composante de tous ceux qui ont réagi contre le matérialisme communiste : national-socialisme, fascisme, monarchisme, corporatisme* », en passant par l'homme de droite de bon ton, un peu anarchisant (il n'a jamais voté de sa vie) qui fréquente quelques juifs « *parce qu'il est bon de se tenir informé* » mais serait « *navré de voir ses filles dans la nécessité d'en épouser un* », qui « *ne tient pas pour essentiel le droit de la propriété* » mais ne tient pas du tout, oh ! pas du tout, à voir assurée la sécurité de la vieillesse : « *Que l'on en soit de notre poche pour des gens qui n'ont pas su organiser leur existence comme il faut, je trouve cela un peu excessif et je les enverrai à La Fontaine s'instruire sur les mœurs des cigales et des fourmis !* »

Car il est bien connu que les 70 % d'ouvriers, les 58 % d'employés, les 19 % des cadres moyens qui gagnent moins de 50.000 francs par mois n'ont des difficultés dans leur vieillesse que pour avoir dilapidé en chantant leur salaire mensuel. Eh bien, dansez, vieillards !

Ne pas oublier le descendant de Léon Daudet et de Barrès réunis. Il cultive la rêverie historique et l'image forte. Il s'émeut à la lecture du « Journal d'Anne Frank », il goûte dans le mot « juif » une saveur de « *légende* » douloureuse, mais ses réveils sont inflexibles et quelque peu obsédés :

« *Quand M. Mendès France pratiquait sa politique, je savais qu'il traitait la nation comme un proxénète sa protégée. Il la déshabillait, ou plutôt il aidait les voisins à déchirer sa robe, tandis que les types de vingt ans étaient massacrés en essayant de préserver la plus élémentaire pudeur. Ne me dites pas que la robe tombait toute seule.* »

Beaucoup de ces hommes, les fascistes exceptés, ne se font guère d'illusions. Le monde va vers le socialisme, la propriété disparaîtra. En attendant, il préfèrent que le *statu quo* se prolonge. Autant qu'eux si possible. Léger relent d'avant 89.

16 % de réponses de droite, ce n'est pas énorme ; ce n'est pas négligeable non plus. Il semble qu'une petite partie du public réactionnaire décontractée par le tranquillisant que lui verse son quotidien habituel, ait besoin d'une dose d'excitant hebdomadaire agissant à rebrousse-poil. « L'Express » la lui fournit. C'est pourquoi, sans doute, beaucoup seraient fâchés de le voir interdire.

Mais, bien évidemment, ce n'est pas là le vrai public de « L'Express », celui qui répond à *son* journal et qui est fait, lui, de lecteurs de gauche. On pourrait tracer d'eux un portrait robot : individu de moins de 35 ans, ayant le goût de l'information et le souci de la chose politique. Un peu autodidacte en politique, assez ignorant, sans trop s'en inquiéter (il a tort), des affaires économiques. Il appartient aux classes moyennes. N'est pas mécontent de son sort personnel dans la mesure où il a pu choisir son métier et où il pense aux moins de 50.000 francs par mois. Car, et c'est là un trait général, il s'efforce toujours scrupuleusement de ne pas laisser ses intérêts choisir pour lui ses opinions : « *Il est à souhaiter qu'un nouveau Front populaire se forme — et cela même, je le dis bien, si les possédants dans mon genre devaient en pâtir* », de réfréner ses impulsions (à la lecture de « Rivarol », de « Jeune Nation »), de distinguer entre son cas particulier et le cas collectif : « *Je suis satisfait d'être instituteur mais non pas satisfait du sort fait aux instituteurs dans la société* » (Serge Sebastian, Lourmarin), de garder en un mot la tête froide.

Il n'est pas dépourvu du sens de l'humour, mais il est conscient de la gravité et de la difficulté des questions qu'on lui pose et, par là, profondément sérieux, même quand il paraît plaisanter. S'il lui arrive de désespérer des masses qui rêvent de réfrigérateurs, de Brigitte Bardot ou du Tour de France, il n'a pas pour autant bonne conscience. Il se fait — nous le verrons plus loin — une très haute idée de la démocratie. Pas bête (on est confirmé dans l'idée que les gens deviennent intelligents dès qu'ils prennent la peine de réfléchir pour de bon), sympathique, plein de bonne volonté, d'allure nette (ce n'est ni un mou ni un velléitaire), il apparaît comme le type même du citoyen sur lequel devrait pouvoir s'appuyer un régime réellement démocratique.

Certes, nous ne perdons pas de vue que ces lettres sont des *déclarations* et qu'entre une intention déclarée, si sincère soit-elle, et le comportement social ou professionnel d'un individu, il existe souvent un abîme. Gorz a bien montré dans « La Morale de l'Histoire » que les bons sentiments d'un patron d'usine ne peuvent pas tenir devant la nécessité objective de serrer les prix, d'accélérer les cadences, etc. Néanmoins, la place même qu'occupent la plupart des correspondants dans la société et le souci qui est le leur de demeurer logiques avec eux-mêmes présentent des garanties indéniables. En gros, ils sont bien tels qu'ils se décrivent.

Une ombre au tableau : réflexion et bonne volonté demeurent coupées de l'action. Nous y reviendrons.

• *Bien éveillé, honnête, réfléchi*

Si peu de paysans, si peu de commerçants, si peu d'ouvriers actuellement ouvriers, ce n'est pas le pays tout cela. Un secteur de l'opinion : les lecteurs de « L'Express ». Et parmi eux une fraction seulement : celle qui a pris la plume. Comment oserait-on extrapoler ? Quelques-uns en ont conscience :

« *Des enquêtes semblables devraient avoir lieu dans toutes les classes sociales.* »

« *Une telle enquête est utile dans la mesure où elle est un sondage d'opinion de toutes les catégories sociales. Or « L'Express » est lu dans certains cercles qui correspondent en gros à une nouvelle gauche. Il faudrait répandre votre questionnaire dans les autres milieux.* »

« *Vous auriez intérêt à étendre l'enquête en dehors du cercle étroit de vos fidèles lecteurs.* »

A de telles suggestions, « L'Express » du 23 avril avait répondu par avance :

« *Nous ne visons pas au sondage d'opinion publique, mais à celui d'une fraction possiblement active et dynamique des Français parmi ceux qui souhaitent préserver ou construire la démocratie.* »

Quoi qu'il en soit, l'objectif fixé est atteint : une « fraction possiblement active et dynamique » de l'opinion a réagi. Nous disons bien « possiblement », car, actifs, beaucoup de ces hommes et de ces femmes ne le sont pas encore, d'autres ont cessé (provisoirement ?) de l'être.

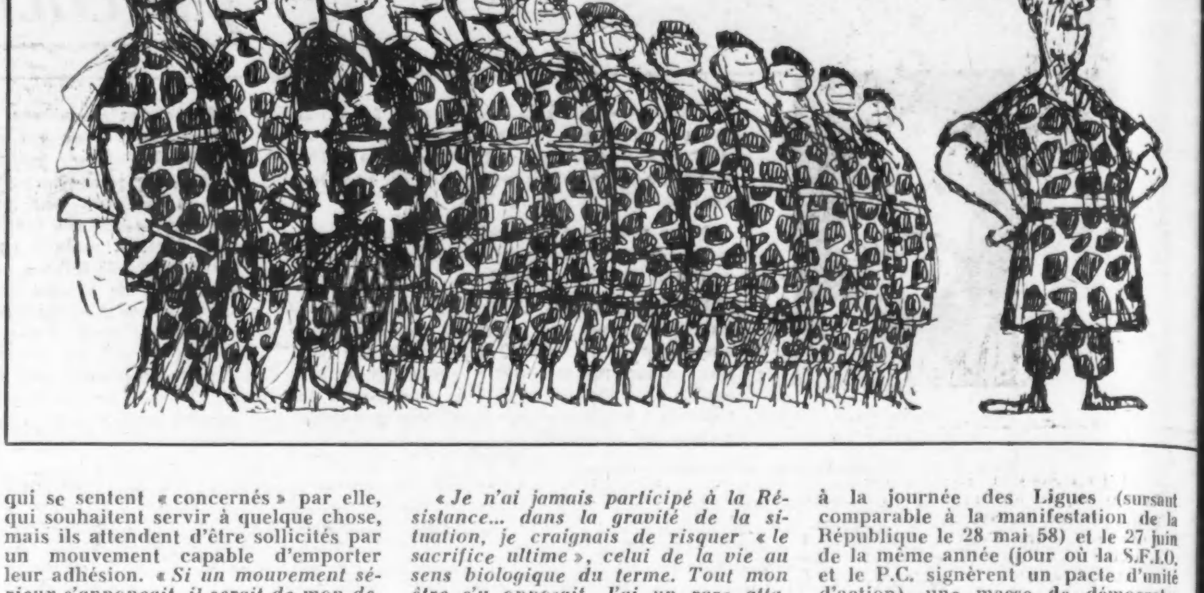
Parmi eux, un nombre infime de militants déclarés (parti communiste, parti socialiste autonome, parti d'union de la gauche socialiste, mendésistes). Un certain nombre d'anciens communistes qui, tantôt, se sont repliés en silence, tantôt ont décroché d'un seul coup. Ils demeurent sur la touche avec nostalgie :

« *Car nous nous méfions de nous compromettre, de paraître trahir, et nous ne pouvons pas retourner dans l'organisation du P.C. tant que les cadres n'en seront pas changés profondément.* »

Dans leur ensemble, les « anciens » (communistes ou autres), disons les →

(1) Nous dirons plus loin de quel critère nous nous sommes servis pour appliquer cette étiquette.

plus de 45 ans, ont opéré *progressivement* leur prise de conscience dans les années intensément politisées d'avant guerre (2). Le Front populaire a marqué pour eux un sommet non dépassé. Ils l'ont vécu comme un événement historique, comme le *grand* moment de leur vie publique, celui où ils ont pensé toucher au but.



Ensuite sont venues les déceptions. Ils les ont essuyées l'une après l'autre ; aujourd'hui, ils ont l'impression de toucher le fond. Bien rares cependant ceux qui ont tourné le dos à leur jeunesse : « *Nos opinions sont de plus en plus avancées* », constate un lecteur de 52 ans. Ils n'ont pas varié, et, sauf pour quelques plus de 60 ans, ils n'ont pas complètement renoncé. Sur la touche peut-être, mais pas hors du coup.

La plupart des moins de 30 ans n'ont jamais été organisés et, le fait est à noter, ne paraissent pas songer à le faire. Ou, s'ils y songent, c'est précisément pour en écarter l'éventualité. La S.F.I.O. ? Le P.C. ? plus question. L'U.G.S. ? Le P.S.A. ? Ils ont peur que ça ne recommence. De toute façon :

« *Aucun espoir n'est possible tant que les partis de gauche continueront leur politique à courte vue et n'arriveront pas à se grouper en un parti à statuts vraiment démocratiques.* » (J.-P. Reuss, professeur agrégé.)

Des centaines d'individus bien éveillés, honnêtes, réfléchis. Ceux-là ont « compris » un beau jour : ce fut pour quelques-uns la guerre d'Indochine, pour beaucoup l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France (un espoir, enfin, une ouverture), pour d'autres encore la guerre d'Algérie. Pour les plus jeunes, le 6 février 56, Suez et la Hongrie, le 13 mai. Ils « suivent les événements », ils les ressentent :

« ***Méfiance vis-à-vis de de Gaulle et honte devant le déculottage de nos gouvernants au moment du 13 mai.*** » (Michel Comte, 23 ans.) « ***Je ressentis un grand choc dans les jours qui suivirent le 13 mai. L'attitude de l'Assemblée nationale me causa une douleur physique.*** » (Jeune femme de 23 ans.)

Et toutes ces forces fraîches restent sans emploi. Ce sont des opposants conscients, qui veulent la démocratie, qui se sentent « concernés » par elle, qui souhaitent servir à quelque chose, mais ils attendent d'être sollicités par un mouvement capable d'emporter leur adhésion. « *Si un mouvement sérieux s'annonçait, il serait de mon devoir de le soutenir, et je le soutiendrais* » (institutrice, 36 ans). « *J'aimerais pousser dans ce sens, mais depuis plusieurs mois, je me demande comment.* »

Presque tous demeurent en dehors du champ d'influence des partis de gauche, immunisés par on ne sait quels anticorps ; même pas sympathisants, rétifs quelquefois, le plus souvent indifférents ou perplexes. Les enseignants doivent bien faire partie d'un syndicat ; ils n'en parlent presque jamais. Et, à vrai dire, toutes choses demeurant en état, on ne voit pas comment ils pourraient en arriver à s'enrôler. Ils attendent.

Alors est parue l'enquête et ils ont répondu, avec le sentiment de *faire* enfin quelque chose. Ils allaient apprendre qu'ils n'étaient pas seuls et connaître le visage de leur espoir.

« *Je n'ai jamais participé à la Résistance... dans la gravité de la situation, je craignais de risquer « le sacrifice ultime », celui de la vie au sens biologique du terme. Tout mon être s'y opposait. J'ai un rare attachement à la vie, je vendrais mon âme à Méphisto, je renoncerais au paradis divin pour trois cents ans de vie sur notre globe terrestre.* » (Femme, 53 ans.)

« *Je ne pourrai jamais adhérer à un parti, je suis trop sceptique, trop indisciplinée. Seule la Ligue des Droits de l'Homme me tenterait si j'étais certaine de son utilité.* » (Mme Pierre Frank, 30 ans.)

« *J'avoue mon apathie.* » (D., ingénieur de recherches, 28 ans.)

« ***Je crois qu'une révolution est nécessaire, mais cette révolution doit commencer dans le cœur de chaque Français, et le mien d'abord.*** » (P. L., inspecteur primaire, 38 ans.)

Beaucoup se sentent tout simplement impuissants et ne voient pas d'issue :

« ***Je souhaiterais m'opposer à cet état de choses, mais je ne crois guère pour le moment à l'efficacité d'une opposition...*** »

« ***J'aimerais pousser dans ce sens, mais depuis plusieurs mois, je me demande comment...*** »

« ***J'aimerais aider à un progrès social, mais je ne vois pas comment pour l'instant. Il y a quelque chose de figé en France du côté gauche.*** »

Et ce mot si simple d'une jeune femme de 33 ans, gardienne d'école : « ***Je me sens concernée, mais désarmée.*** »

Il faut se souvenir, quand on lit ces phrases hésitantes ou interrogatives, qu'entre le 12 février 34, marqué par la grève générale de riposte à la journée des Ligues (sursaut comparable à la manifestation de la République le 28 mai 58) et le 27 juin de la même année (jour où la S.F.I.O. et le P.C. signèrent un pacte d'unité d'action), une masse de démocrates français connurent un état d'esprit analogue, chacun débordant isolément d'une bonne volonté impuissante. « *Si tous voulaient...* », dit-on en pareil cas. Mais chacun attend justement que l'autre veuille, qu'un espoir se profile, que quelque chose commence. Comme le dit une correspondante de 28 ans : « *Il faut l'étincelle.* »

M. Sapir (médecin, 44 ans) s'efforce de pénétrer plus profond dans l'analyse sociale de la situation :

« ***Le problème me paraît plus complexe, et, sans pouvoir l'approfondir ici, un de ses aspects est bien connu : la lutte du néo-capitalisme contre les secteurs arriérés a contribué au désarroi de la gauche. Cette lutte, qui crée de nombreuses difficultés au régime actuel, ne s'accompagne pas cependant d'un affaiblissement du pouvoir politique de la bourgeoisie... Le pouvoir technique d'organisation, d'administration passe aux couches nouvelles dites technocratiques, mais ce processus, ainsi que le développement accéléré des forces productives, ne constitue pas forcément un facteur de révolution. Il faut pour cela atteindre un certain niveau et une certaine durée... Ce n'est que lorsque le développement de l'économie aura atteint un certain stade que chacun essaiera de nouveau de se trouver, de se classer et de se définir.*** »

Ainsi, tandis que les réponses citées plus haut offraient un tableau *subjectif* de la crise de la gauche, celui de M. Sapir (qu'on voudrait pouvoir citer intégralement) dégage les raisons profondes de cette crise.

• Pour faire enfin quelque chose...

Ils n'ont pas de parti, mais ils ont un journal. Ce journal est mal vu des gouvernants, de la police, des paras, des officiers, des colons, de l'U.N.R., de tout ce qui représente pour eux l'adversaire. Il lui arrive d'être saisi pour avoir révélé les vérités sur lesquelles la conjuration des puissants fait le black-out. Lire ce journal, le faire lire, c'est déjà prendre figure d'opposant (un peu comme, pendant la guerre, écouter la B.B.C.). C'est manifester. Ils se sentent implicitement liés par une sorte de camaraderie aux autres lecteurs. Ils couvent l'espoir de se réaliser politiquement à travers le journal. Par lui, ils passent du *je* au *nous*. Ils se pensent déjà rassemblés.

Soit parce que les partis de gauche se sont révélés incapables de leur offrir ce qu'ils étaient en droit d'en attendre, soit parce que, pris dans le grand reflux démocratique qui a suivi l'échec des forces de libération devant les nécessaires transformations économiques et sociales, ils ont démissionné à leur façon comme le fit le pays en septembre dernier, soit enfin parce que, le nouveau régime n'ayant pas encore usé de violences à l'intérieur et la personnalité du chef de l'Etat leur donnant l'illusion que de Gaulle est encore une sorte d'arbitre entre eux et les paras, que tant que le Général est là pour éviter le pire, ils ont *encore* le temps de courir des risques, soit plus vraisemblablement pour toutes ces raisons à la fois, ils en sont venus à attendre leur salut de l'extérieur.

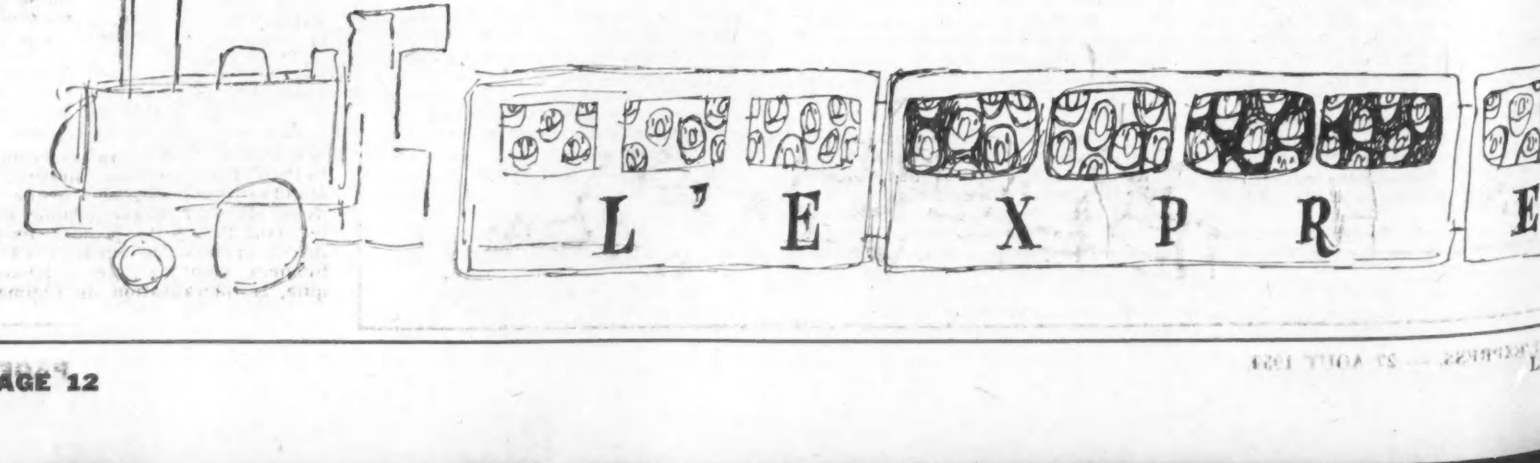
A côté de ceux qui mettent en cause les partis (« *désunion* », « *tout se passe en vase clos* »), beaucoup s'en prennent à eux seuls, à leur faiblesse, à leur manque de foi, avec une sincérité qui ne peut laisser indifférent :

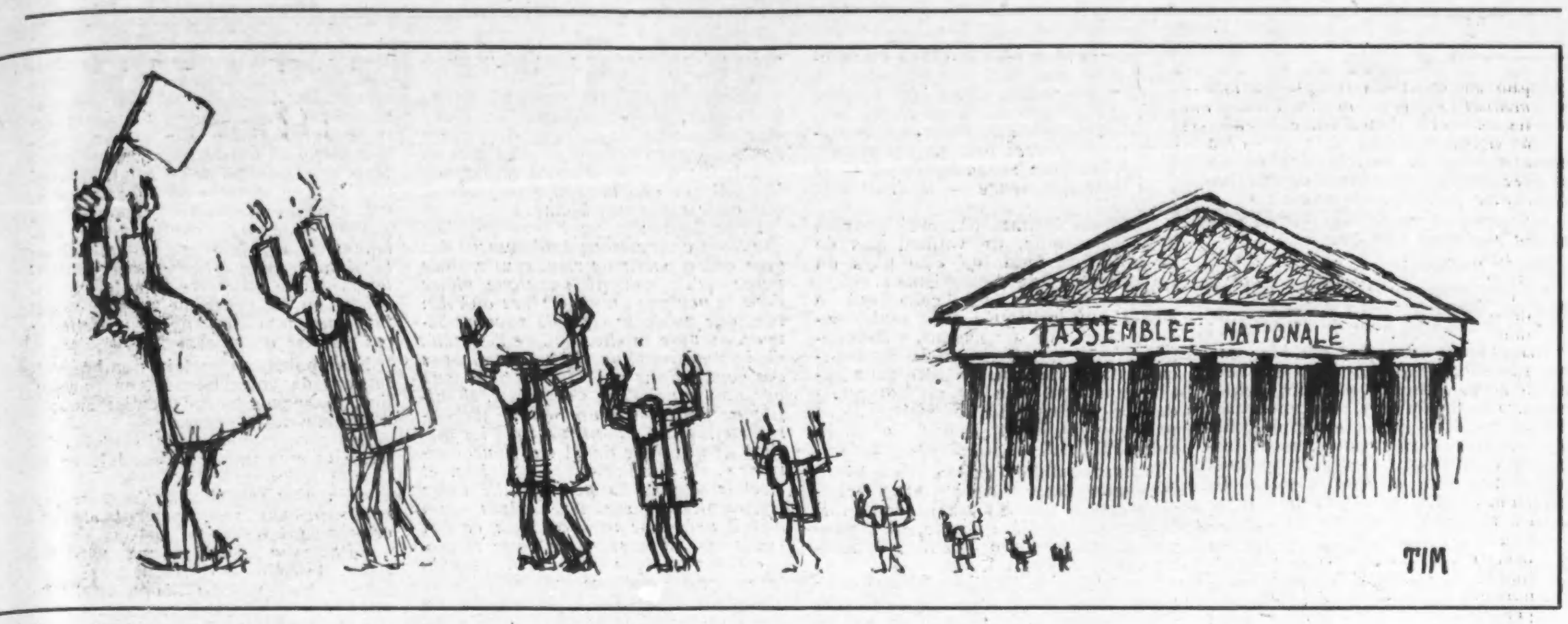
(2) A noter toutefois : une lectrice de 79 ans qui a « compris » en lisant la lettre de Zola « J'accuse » et en apprenant la condamnation du « Sillon » ; un lecteur de 60 ans dont les yeux se sont ouverts à l'arrivée de Mussolini.

• Comment passer du « je » au « nous »

Quoi qu'il en soit, faute d'avoir été polarisés par des groupements créés en vue de l'action politique, les lecteurs de « L'Express » ont pris leur journal pour substitut du parti politique dont ils rêvent. On peut leur objecter qu'un tel choix porte nécessairement à faux, on peut leur reprocher de s'être ainsi trouvé un alibi. On peut déplorer le fait ; on ne peut le nier.

La preuve de ce que nous avançons apparaît dans les critiques faites à « L'Express » en général et au questionnaire en particulier. Elle apparaît surtout dans les questions proposées.





« L'Express » a une excellente information, du mordant et du courage, mais, notent incidemment les lecteurs dans leur lettre d'envoi au fil de leur réponse : *« Vous n'êtes pas assez constructifs, vous critiquez, que proposez-vous ? »* Quant au questionnaire, il est souvent jugé trop abstrait ou trop général et ce sont presque toujours des questions *actuelles* qu'on réclame.

« Une question fondamentale que vous avez pourtant oubliée, écrit un étudiant en médecine de 24 ans : *peut-on croire en la démocratie et avoir un dieu vivant infaillible, qu'il s'appelle de Gaulle, Staline ou Mendès France ? »* Et il cite à l'appui le Traité politique de Spinoza :

« Un Etat qui, pour assurer son salut, s'en remettrait à la bonne foi de quelque individu que ce soit et dont les affaires ne pourraient être convenablement gérées que par des administrateurs de bonne foi, reposerait sur une base bien précaire. »

René Ybert (38 ans, laborantin) remarque non sans subtilité :

« La question essentielle que vous avez oubliée ? Vous l'abordez en demandant de vous préciser si l'on veut conserver l'anonymat. En démocratie, on peut et on doit avoir le courage de ses opinions politiques. »

Réponse à René Ybert : un assez grand nombre de nos correspondants nous demandent de ne pas citer leur nom, eu égard à leurs chefs, leur famille, leur milieu, etc. Signe évident qu'ils ne se sentent pas en démocratie. Pas plus que ne se sent en démocratie à l'intérieur de son parti ce communiste qui désire garder l'anonymat. *« Les réponses aux questions fournies n'ayant pas fait l'objet de délibérations à l'intérieur des organismes réguliers du P.C.F. »*

Ces questions, comme celle de Mme X. (36 ans) : *« Estimez-vous que la Ve République est un régime démocratique ? »*, reviennent à plusieurs reprises sous une forme ou une autre. Elles posent le problème du régime actuel, de sa nature profonde, de l'apparence et de la réalité.

D'autres questions sont plus précises encore :

« Vous n'avez pas assez appuyé sur l'idée du pouvoir exécutif en démocratie. A qui celui-ci doit-il appartenir ? » (J. Panglards, 19 ans.)

• Un acte préalable à toute offensive

De nombreux lecteurs s'étonnent qu'aucune question n'ait été posée concernant la guerre d'Algérie. Beaucoup d'autres auraient voulu être consultés sur le rôle de l'armée :

« Je crois que vous avez oublié quelque chose de capital : la place de l'armée dans la démocratie. L'esprit militariste actuel rend pourtant une telle question d'actualité. » (S. Y., étudiant.)

« Dans une démocratie, l'armée doit-elle avoir un rôle politique ? »

En fait, les enquêteurs avaient consciemment écarté les questions d'actualité pour conserver à l'enquête un aspect aussi objectif que possible. Il s'ensuit que le questionnaire pèche par trop de généralité. Les caractères de la démocratie y sont trop souvent posés dans l'abstrait. Il n'est pas assez fait appel (en dehors des questions de biographie) à l'expérience immédiate des lecteurs, à celle en particulier de l'année écoulée qui a été déterminante pour la formation politique de la plupart des jeunes. Ce manque d'actualité, un certain nombre de lecteurs l'ont ressenti. Certains ont constaté qu'ils n'étaient pas sensibilisés aux problèmes de la démocratie tels qu'ils leur étaient posés :

« Si vous voulez, je trouve ça un peu idéaliste », dit Jean C.

M. Galeanne (34 ans, professeur d'éducation physique) a très bien exprimé ce sentiment :

« Je ne vois pas de question essentielle qui ait été oubliée et cependant il me semble ressentir un malaise confus, comme si tout cela finalement n'était pas essentiel, comme si la dialectique la plus rigoureuse restait toujours par quelque côté inadéquate au réel. »

C'est le reproche majeur que l'on pouvait adresser au questionnaire, mais peut-être a-t-il ainsi atteint son objectif d'une façon bien plus probante que ne l'aurait fait une série de questions trop circonscrites. Car ainsi les plus décidés ont réagi. Ils ont proposé leurs questions à eux, ou bien ils ont souligné leur déception, ils ont précisé ce qu'ils attendaient de l'enquête. Et ce qu'ils attendent va bien au-delà de la révélation de l'opinion des autres ou de la confirmation de leurs propres idées que nous indiquions au début de cet article ; ce n'est rien de moins qu'une préparation de l'avenir. Pour eux, l'enquête est dépassée en tant que simple enquête. Ils lui confèrent une valeur pédagogique, ils y voient un *acte* accompli par leur journal en vue d'opérer un redressement des consciences, préalable à toute offensive.

Ce point de vue transparait déjà dans la réponse de P. (45 ans) :

« Enquête très utile. Oblige à rassembler les idées éparses, à les confronter, à les réviser en les écrivant. Mieux même : cette obligation de mettre en ordre et d'écrire en assurant l'argumentation personnelle est un travail efficace qu'il est urgent de faire entreprendre par de nombreux lecteurs doucement indolents. Ceux-ci croient remplacer par l'information, facilement absorbée et libérée, la pratique de la réflexion, qui exige l'effort. C'est déjà un commencement de rééducation. »

Qu'est-ce à dire sinon que le correspondant — à tort ou à raison — estime que « L'Express » est heureusement sorti de son rôle de simple informateur pour entreprendre une œuvre de formation politique, analogue précisément à celle qu'on pourrait attendre d'un parti ?

« Cette enquête sera utile dans la mesure où vous saurez en tirer des conclusions et dans la mesure où nous saurons en profiter. » (Francis Drong, étudiant, 19 ans.)

Henri Soulier (inspecteur primaire, 46 ans) va plus loin. Ayant proposé la question suivante :

« Si vous estimez qu'en France la démocratie politique est plus théorique que réelle, pensez-vous qu'il soit possible de la rendre plus effective ? Dans l'affirmative, pensez-vous que cette amélioration puisse être obtenue par une réforme des institutions ? Par une réforme de la structure sociale ? Par une réforme de l'esprit public ? », il ajoute :

« La réponse à cette question — ou plutôt à ces questions — demanderait à mon sens d'assez longs développements pour justifier une nouvelle enquête. Mais elle me paraît d'importance. Il est sans intérêt de constater le mauvais fonctionnement de la démocratie (ce sera probablement la conclusion de votre enquête) si l'on n'en recherche les causes et si l'on ne propose des remèdes. »

Plusieurs enfin regrettent que le questionnaire n'ait pas proposé soit « les bases d'un régime démocratique applicable en France », soit un programme précis, et même audacieux, capable de cristalliser les divers courants démocratiques.

Recensement des forces, rassemblement, programme d'action, autant de démarches politiques qui sont généralement le propre d'organismes politiques. Voilà ce que veulent ces lecteurs et qui les intéresse. On leur demande : *« Croyez-vous à la démocratie ? »* Ils répondent : *« Aidez-nous à faire la démocratie. »*

• Entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne

Il faudrait un livre entier pour examiner en détail comment et dans quel sens il a été répondu à toutes les questions effectivement posées. Nous avons donc dû nous borner à faire un sort à quelques-unes seulement des questions : celles qui se sont révélées entre toutes comme des questions-tests.

Quelles différences essentielles voyez-vous entre les régimes sous lesquels vivent actuellement l'Espagne et la Tchécoslovaquie ? Si vous n'aviez le choix qu'entre ces deux-là, lequel vous semblerait le moins mauvais ?

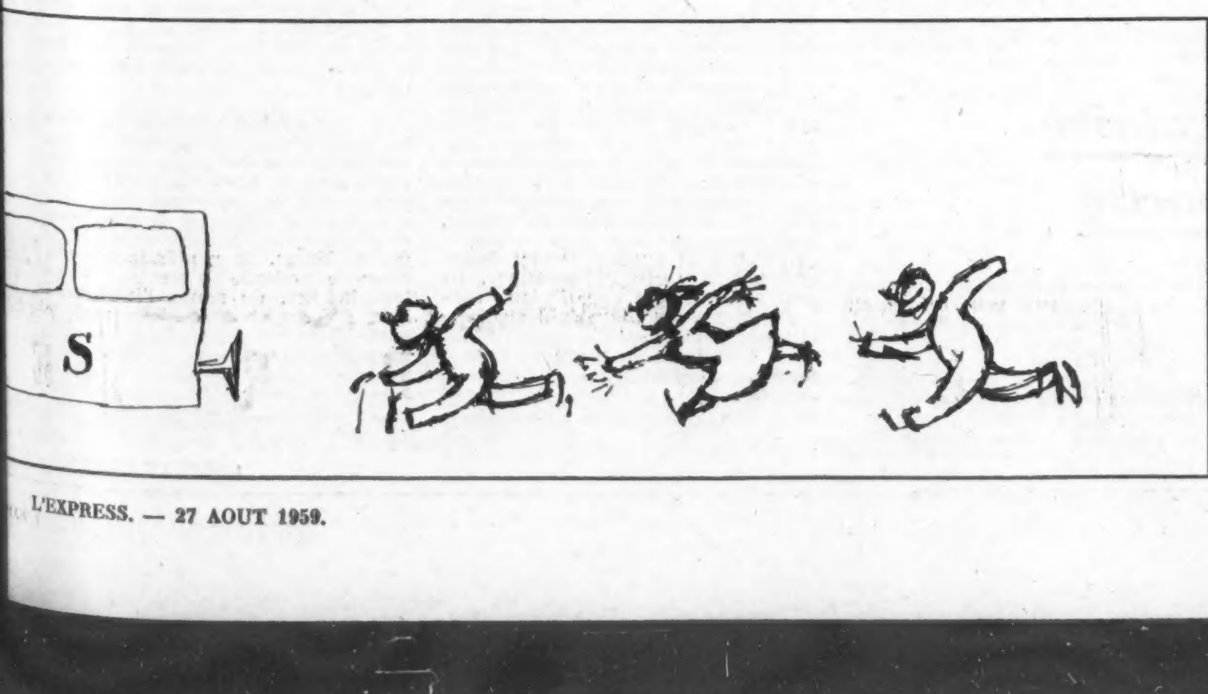
Les motivations des réponses se sont révélées particulièrement variées et intéressantes.

C'est ici tout d'abord que réside essentiellement le critère qui permet de distinguer le communiste ou communisant stalinien. Celui-ci, en effet, ne se borne pas à choisir le régime tchèque, mais

a) il le choisit sans hésiter ;

b) il s'indigne devant la question, refuse l'analyse demandée et déclare en substance : « Comment pouvez-vous offrir le choix entre ces deux régimes *puisque* l'un est un fascisme et l'autre *la* démocratie ? » C'est le type même de la pétition de principe qui prend pour accordé ce qu'il s'agissait précisément de démontrer.

Un certain nombre de lecteurs choisissent l'Espagne au nom même de la démocratie, et bien que le régime de Franco leur paraisse souvent plus étouffant que le régime tchèque. Mais, disent-ils, en Espagne je pourrais lutter dans l'illégalité, je pourrais prendre le maquis. Ou encore : « Franco tombera bientôt » ; en Tchécoslovaquie, la libéralisation du régime exi-



→

gera encore bien du temps. Ceux-ci *« choisissent l'Espagne » avec l'espoir*, ainsi que l'écrit l'un d'entre eux.

Une petite majorité opte après un examen attentif, parfois douloureux et avec toutes les nuances de l'hésitation, pour la Tchécoslovaquie :

« J'apprécie votre expression : le moins mauvais », dit l'un.

Parmi ceux-ci :

a) beaucoup de chrétiens qui ne peuvent supporter l'idée d'une oppression organisée au nom de l'Evangile ;

b) quelques conservateurs (de ceux qui admettent que le socialisme triomphera de toute façon), plus des techniciens, des ingénieurs, des médecins de gauche. C'est que « le régime tchèque a contribué au développement économique du pays », il signifie progrès technique, mise en ordre, effort de création, tandis que le régime espagnol représente la stagnation ;

c) les étudiants, les enseignants, les femmes, s'appuient de préférence sur les principes de base du régime, la démocratisation de l'enseignement, etc.

« En Tchécoslovaquie, le mal est au service du bien (avènement de la justice sociale). *En Espagne, le mal est au service du mal* (maintien des privilèges d'une caste). » (H. S.)

M. S. (44 ans) rassemble les principaux arguments :

« Il existe dans les deux pays un régime de dictature. Il n'existe pas, en Tchécoslovaquie, de dictature du prolétariat dans le sens que lui confère Lénine. Cependant, le régime tchécoslovaque a une double supériorité décisive sur le régime franquiste :

1. Collectivisation des moyens de production qui permet un meilleur développement des forces productives...

2. Malgré la dénaturation des moyens, le but poursuivi en régime de démocratie populaire reste valable. Il en découle : l'établissement de l'instruction en général, des possibilités quasi égales au départ pour tous, l'existence d'un plan qui, bon ou mauvais, n'est plus basé sur le profit... A parti d'un certain stade, tout ne sera plus axé sur l'investissement, les besoins immédiats satisfaits, le développement des forces productives assuré, les producteurs revendiqueront — et c'est déjà commencé — le droit à la gestion. »

Quelques femmes ont opté pour la Tchécoslovaquie, ne voulant pas de la condition féminine « au pays du franquisme et de l'intégrisme ».

Cette question est celle qui a été la plus critiquée, *« la seule tendancieuse »*, dit un lecteur. *« Malhonnête »* même, prétend un autre. Pourquoi, demande-t-on, prendre deux petits pays dont l'un est un îlot retardataire, l'autre n'est pas maître de sa politique. Il fallait donner le choix entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

D'autres estiment que le niveau élevé du développement industriel en Tchécoslovaquie faussait les réponses : il fallait prendre la Pologne, plus pauvre, et qui a de plus grandes difficultés économiques (3).

« Je refuse le choix limité que vous nous proposez. Je refuse et l'Espagne et la Tchécoslovaquie. Mais je préfère la Pologne à l'Espagne. Je préfère, oh oui, Gomulka à Franco. » (Anonyme, 36 ans.)

Un certain nombre de lecteurs se dérobent, soit par manque d'information, soit parce qu'ils ne veulent pas tomber de Charybde en Scylla. (*« Pourquoi voulez-vous à toute force que je souffre ? »*)

Quelques-uns — très peu — contestent le dilemme. C'est ainsi qu'après une longue analyse très intéressante et personnelle, un jeune homme de 24 ans conclut :

« En fait je préfère ne pas avoir à choisir et que mon pays cherche seul sa petite voie. » (Peut-être la question était-elle posée sous une forme trop catégorique (*« Si vous n'aviez le choix qu'entre ces deux-là... »*) Il fallait, dans ce cas, une certaine hardiesse pour choisir *l'invention* d'une voie nouvelle.

• Les gens qui se disent compétents

Ce refus du dilemme, en revanche, on n'a pas hésité à le faire devant la question :

> *Quand vous pensez « démocratie » en France, qu'est-ce qui vous paraît le plus important : la liberté d'opinion que détiennent les citoyens ou le rythme de progression du niveau de vie du plus grand nombre de citoyens ?*

Certes, une petite majorité se prononce pour la liberté d'opinion, mais un grand nombre de lecteurs répondent :

Soit que les deux ne sont pas incompatibles.

Soit que l'un de va pas sans l'autre.

Plusieurs prennent la peine de le démontrer :

« Je refuse le dilemme : liberté d'opinion ou progression du niveau de vie. Il est peut-être partiellement valable dans les pays sous-développés où il s'agit d'obtenir, de gré ou de force, que les citoyens produisent beaucoup et consomment très peu. Dans un pays relativement avancé comme la France, au contraire, la progression du niveau de vie du plus grand nombre ne peut être obtenue que par une information très complète. Seule cette information fera comprendre aux masses populaires la nécessité de convertir, par exemple, les dépenses militaires en investissements productifs et leur permettra d'exercer une pression dans ce sens. » (C. A., femme, 52 ans.)

Consciemment ou instinctivement, ceux-là ont senti qu'ils touchaient là aux racines mêmes de la démocratie, que renoncer à l'une des composantes, c'était mettre l'autre en péril et que la réalisation conjointe des deux était précisément en péril dans les pays avancés :

« Quand le niveau de vie est élevé, il n'y a aucune raison de réduire la liberté d'opinion. » (E. M., 23 ans.)

Même netteté de vues pour répondre à la deuxième partie de la question (que nous citons seulement pour mémoire en relation avec la précédente) : *« Croyez-vous qu'un groupe de gens compétents pourraient mieux déterminer la politique à suivre ? »*

Bon nombre de lecteurs sentent le piège (celui-là même que signalait plus haut la phrase de Spinoza) :

« On voit par les ordonnances et les pleins pouvoirs ce que font les gens qui se disent compétents. » (X., 42 ans.)

L'un constate que MM. Pinay et Mendès France, avec des vues radicalement opposées, sont considérés l'un et l'autre comme des gens compétents. Lequel choisira-t-on ? D'autres, que la valeur intellectuelle et morale d'une élite n'ôte rien au danger de lui confier le pouvoir. La plupart demandent : et qui choisira les gens compétents ? Plusieurs enfin font remarquer que l'exercice de la démocratie comporte aussi le droit à l'erreur et qu'il doit en être ainsi.

• Le commentaire de J.-P. Sartre

En ce qui concerne les élites, la grande majorité des correspondants est persuadée que celui « qui a quelque chose dans le ventre accomplit rarement sa promotion en France ».

« Quelqu'un qui a quelque chose dans le ventre accomplit une promotion. Il n'accomplit pas toujours sa promotion », note Mme Y. Lemercier, 25 ans, enseignante.

D'une façon générale, les réponses les plus intéressantes ont été fournies par les adversaires de « l'élite » :

« C'est égal à beaucoup d'entre nous de pouvoir aevenir de hauts personnages. Ce que nous voulons, c'est pouvoir réaliser notre vérité dans le cadre de l'équilibre du pays où nous vivons » (Etudiant, 23 ans.)

« Est-ce si difficile, demande O. H., professeur, *de se défaire de l'idée d'un classement, d'un rang, de ne plus vouloir gagner des places, être plus en avant. Il n'y a pas d'avant et d'après. Il s'agit que chacun soit à sa place et que cette place soit bonne. »*

Et M. Sapir :

« Nous connaissons évidemment des gens qui, à partir de rien, sont arrivés parce qu'ils avaient « quelque chose dans le ventre », mais arrivés où ? En tant que médecin, je suis souvent témoin du vide intellectuel, de l'anxiété, de la non-insertion dans la vie, hors des occupations quotidiennes, de ceux que l'on appelle les « arrivés ». Il suffit que l'on dise à un homme d'affaires vieillissant, ayant fait tous les métiers depuis l'âge de 14 ans pour « arriver », de diminuer ses activités, et c'est le drame. Sa personnalité assez extraordinaire sur un certain plan n'était axée que vers ce but ; ce but réalisé ou dépassé, il ne reste rien. »

« Avoir quelque chose dans le ventre » signifie qu'une certaine névrose a rencontré certaines conditions favorables dans le monde moderne pour arriver à un certain épanouissement. Tout est basé alors sur un rapport d'objet dans le sens préhensif, il est vrai aussi créateur ; mais en même temps, c'est la négation de toute détente, de toute relation à autrui dans un sens humaniste. »

Et cela rejoint les réflexions de Sartre qui nous a déclaré au cours d'un entretien sur le questionnaire :

« Notre société vise à produire des êtres exceptionnels et en même temps elles les coupe. Elle produit des gens de talent et met des idiots à sa tête. Parce que c'est un pur hasard qu'un monsieur arrive à faire ce pour quoi il est fait. Je n'aime pas le mot d'« élite ». Un homme d'élite est le contraire d'un homme total. C'est un malade avec une spécialité. »

Nous sommes convaincus que le réveil de l'esprit démocratique en France est partiellement lié à la pénétration de semblables idées dans le public.

> *Croyez-vous qu'une telle opération (transformations sociales et économiques), si elle se produisait, entraînerait des violences ? Seriez-vous prêt à les admettre ?*

Cette fois, les réponses sont souvent plus flottantes. Elles témoignent chez beaucoup d'une pensée plus timorée ou moins formée. Nous entendons par là que l'effort d'objectivité, de lucidité, de réalisme s'arrête. On livre alors une simple « opinion personnelle » et cette opinion est une réaction sentimentale. Cela est vrai surtout de ceux qui refusent la violence, mais aussi parfois de ceux qui l'acceptent sans en mesurer les conséquences. On trouve alors des réponses du genre : *« Je suis contre toute violence... je suis toujours ennemi (e) de la violence, elle est mauvaise conseillère... je ne supporte par la violence... »* ou, à l'extrême opposé : *« Il faut un fleuve de sang pour nettoyer ces écuries d'Augias. »*

Néanmoins, un certain nombre s'efforcent de voir clair, et, en particulier, de surmonter le premier sursaut d'horreur ou de colère.

Les plus lucide définissent la violence comme une légitime défense de la majorité opprimée :

« Un abandon de privilèges se fait rarement par raisonnement et concessions intelligentes. »

« Posez la question aux parachutistes, tranche un lecteur. *Leur réponse déterminera la nôtre. La mienne. »*

« De quelles violences parlez-vous ? Les manifestations, la grève générale sont des instruments légitimes de défense du peuple, je les admets et je les appelle aux moments opportuns. »

Une jeune lectrice rejoint Domenach qui dénonçait dans son interview *« le moralisme d'une droite qui reproche aux hommes de gauche d'être les adeptes de la violence alors que, pour nous, la violence c'est la discrimination par l'argent, la misère, d'un prolétariat interne ou externe, l'avilissement quotidien de l'homme. En un mot, la violence muette.*

« Je crois nécessaires des violences, affirme-t-elle, *car celles qui nous sont imposées, pour être moins sanglantes, n'en relèvent pas moins de la barbarie. Quel homme normalement constitué accepte sans blêmir toute une vie à 40.000 francs par mois, dans un deux-pièces cuisine pour six, ou une baraque, ou un wagon ? »*

Un certain nombre ont déjà accédé à cette conscience lucide. D'autres n'ont pas encore achevé de franchir la distance qui les en sépare, paralysés entre les impératifs contradictoires de la « morale universelle » et de la politique, incapables encore de dépasser cette contradiction, inhérente à notre société elle-même.

On peut dire des premiers qu'ils sont prêts. Des autres, qu'ils sont en chemin.

• La démocratie : quelque chose à faire et à refaire

Cet examen, nécessairement trop rapide, exige encore au moins deux remarques si nous ne voulons rien oublier d'essentiel :

A. — La première, c'est qu'il manque à la plupart des réponses une dimension qui est celle de l'économique. Nous avons signalé que beaucoup de lecteurs se disent « trop ignorants » dans ce domaine. La faute en revient d'abord au questionnaire qui aurait dû d'autant plus attirer leur attention sur ce point qu'elle n'y était pas naturellement tournée. La question portant sur l'élection par le personnel à tous les postes d'une entreprise était certainement à cet égard trop formelle et insuffisante ; posée ainsi, elle déconcertait une partie du public au lieu de la stimuler. L'excuse des enquêteurs réside dans le fait que le problème de la démocratie économique qui est *le* grand problème à l'ordre du jour du monde moderne, aurait exigé à lui seul tout un questionnaire. Il y a là en tout cas une des suites possibles de l'enquête.

B. — En revanche, on peut dire que les problèmes de démocratie strictement politiques ont tous été compris et sont même l'objet de réflexions quotidiennes de la part des lecteurs. Il convient donc de s'arrêter, pour finir, sur l'extrême sérieux avec lequel beaucoup de correspondants envisagent, plus encore que la démocratie même, ce qu'on peut appeler l'esprit démocratique, la vertu démocratique. Ils sont généralement attentifs aux contradictions qu'implique la démocratie et aux sacrifices qu'elle exige :

« Il faut vraiment beaucoup de maturité et de qualités pour avoir droit à ce beau titre » (celui de démocrate). (R. Simon, commerçant, 46 ans.)

Etre démocrate, c'est refuser la pente, c'est aller à contre-courant non seulement des autres, mais de soi-même. Citant une très belle phrase de Bergson :

« L'état d'âme démocratique est un grand effort en sens inverse de la nature », un lecteur commente : *« L'homme n'est pas un être naturel, mais un être qui doit être transformé et qui doit transformer le monde suivant un absolu. »*

De son côté, Sartre nous a déclaré :

« Il est certain qu'on n'est pas un homme total si on ne prend pas son sort politique en main avec les autres. Il est certain aussi que cette intégration dans le social ne doit pas empêcher l'individu d'assumer la responsabilité de sa propre vie. Et comprenons-nous bien : les impératifs sociaux et le destin individuel sont une vraie *contradiction, leur conciliation ne va pas de soi. »*

C'est pourquoi la démocratie *n'est* pas une fois pour toutes. Elle est quelque chose vers quoi on tend, perpétuellement à faire et à refaire. Ainsi que l'écrit un lecteur : *« La démocratie, c'est préparer la démocratie. »*

On souhaiterait que non seulement les leaders et les responsables de gauche, mais *tous* les militants déjà engagés dans un parti, un syndicat, un groupement ou une ligue démocratique aient le temps et la possibilité de prendre connaissance de la *totalité* de ces lettres. Ils y prendraient une leçon de modestie en mesurant sinon l'insuffisance, du moins l'inefficacité bien souvent et en quelque sorte le porte-à-faux de leurs efforts, de leur propagande, de leurs mots d'ordre puisque tant de bonne volonté (mieux encore : de volonté) demeure hors de leur atteinte. Ils y trouveraient aussi des raisons d'espérer.

COLETTE AUDRY.

(3) Mais le caractère plus libéral du régime gomulkiste risquait aussi de fausser les réponses.

Supplément 4 pages pratique

MADAME EXPRESS

Prisunic : sérieux ou pas sérieux ?
(Voir page II)

Cette semaine Madame Express a :

● ***Supprimé*** le petit goût artificiel et douçâtre du jus d'orange en conserve. La recette est simple : verser dans une carafe le contenu de la boîte, plus son volume d'eau et ajouter le jus d'un citron frais. Cette boisson est plus « naturelle » que nature... et plus économique aussi.

● ***Servi*** à ses invités en retard de trois quarts d'heure pour le dîner, un soufflé encore... soufflé ; quand son temps de cuisson normal a été révolu, elle l'a recouvert d'un papier d'aluminium et l'a laissé dans le four chaud, mais ouvert.

● ***Trouvé*** un nouveau produit qui empèse bien les jupons de nylon en général difficiles à amidonner. Aussi commode à utiliser que les produits du même genre, il peut également servir pour les tissus en fibres naturelles. (Uhu Nylon, 200 francs, drogueries et grands magasins.)

● ***Redonné*** « l'éclat du neuf » à un vieux fourneau à gaz, qui avait un peu perdu la couleur primitive de son émail, en utilisant le Décapfour. C'est un liquide que l'on étend, avec un pinceau, sur les parties de l'appareil à nettoyer. Au bout d'une heure environ, on rince avec une éponge imbibée d'eau savonneuse tiède. Le résultat est spectaculaire. Attention aux mains ; des gants de caoutchouc sont indispensables pour procéder à l'opération. (Décapfour, 130 francs, drogueries.)

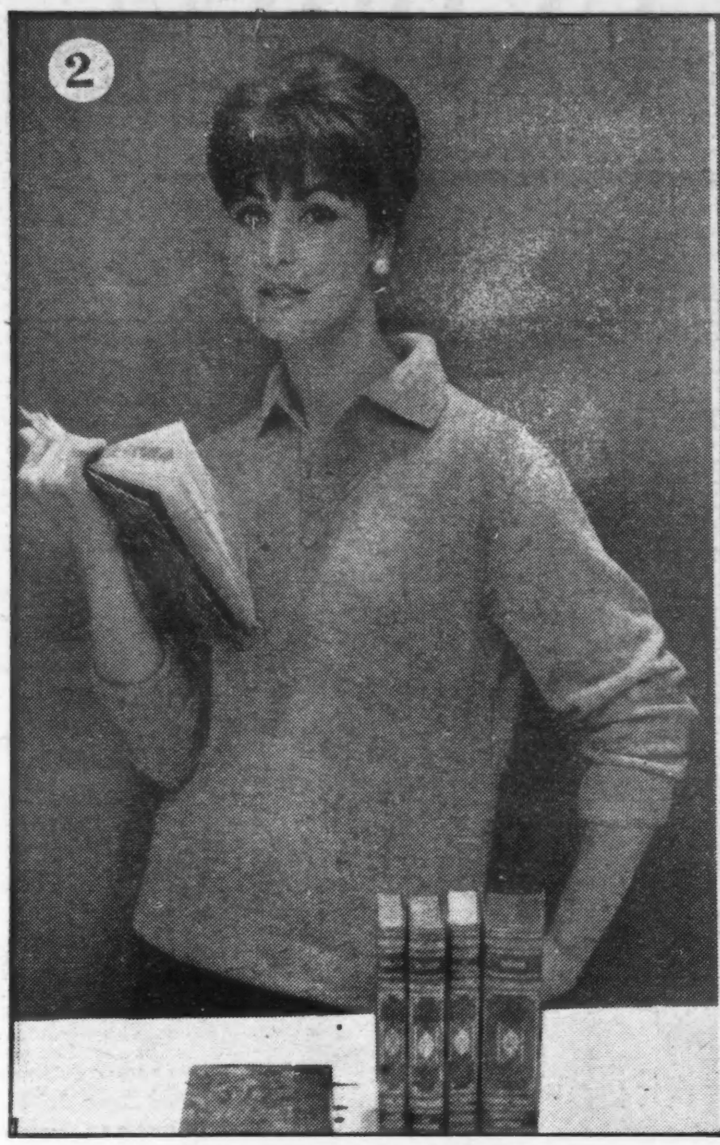
● ***Habillé*** d'Archer-Contact, matière plastique adhésive et « décorative », un vieux plateau rectangulaire écaillé. Le plateau, pour une dépense minime (300 francs) est devenu joli. Il vaut mieux ne pas essayer avec un plateau rond. Le résultat serait sans doute plus aléatoire.

● ***Fixé*** sur ses torchons un crochet plastique qui remplace parfaitement la ganse de tissu, mais a l'avantage de se poser instantanément. Vendus par pochettes de sept, ces crochets sont amovibles et existent en plusieurs couleurs. (100 francs la pochette « accroche-torchons », au Printemps.)

● ***Posé*** des pièces visibles, mais charmantes sur les vêtements d'écolier usés. Des petits morceaux de cuir de toutes couleurs peuvent, découpés en losanges, cacher un trou au coude ou au genou. Faciles à poser par une simple piqûre sellier, ils ajoutent une note « sport » au pantalon ou au veston de l'année dernière, et peuvent également être employés à titre... préventif. (Chamois-Service, 89, quai Volny, Paris (10ᵉ). Nor. 12-86 - Morceaux de toutes tailles et de toutes couleurs).

● ***Lavé*** le sol, les murs et même le plafond de sa cuisine avec une serpillière étonnante. Sa caractéristique est de pouvoir se fixer au balai-brosse à l'aide d'un anneau de plastique. Grâce à ce dispositif, la toile « tient » au balai, il n'est plus nécessaire de se baisser sans cesse pour la remettre en place. (La Wassingue-Balai « Caroliss », 110 francs la toile avec anneau, aux Galeries Lafayette.)

● ***Adopté*** un moyen rapide et pratique pour marquer le trousseau des futurs pensionnaires. Il suffit de tracer le nom de l'enfant sur des morceaux d'un ruban spécial coupés à la bonne longueur. On les fixe ensuite sur le linge ou les vêtements (même les chaussettes) d'un simple coup de fer. (Quick, le stylo à marquer, le trace-lettres de plastique et 10 mètres de ruban, vendus ensemble en étui transparent : 500 francs. Grands magasins et merceries.)



OUI : LA LAINE CHINÉE (2.500 FR.) — NON : LA BOUCLETTE (4.500 FR.)

Il n'y a pas de miracles...

CONFECTION

Sérieux ou pas sérieux ?

On ne peut pas jouer sur le velours

LES deux modèles que nous reproduisons sur notre couverture font partie de la collection d'hiver des Prisunic. Le numéro I est une veste 3/4 en lainage beige, doublé rouge. Amusante, bien coupée, dans un tissu de qualité convenable, elle n'est vraiment « pas chère » à 7.000 fr. Le modèle A, jupe et blazer en shetland beige, pourrait être encore plus tentant à 8.500 fr., mais... il y a un mais.

Avec un bon photographe, un mannequin qui connaît bien son métier et quelques épingles judicieusement placées dans le dos, on peut présenter tout vêtement de façon qu'il fasse envie. Dans ce domaine, les photos que nous publions ici et qui sont diffusées par Prisunic sont tout à l'honneur du photographe et des mannequins. Mais les mêmes vêtements suspendus aux tringlages d'un magasin à succursales multiples, c'est-à-dire à « l'état pur », sont parfois décevants.

C'est un peu le sentiment que nous avons eu en allant regarder, tâter, palper et essayer certains des modèles actuellement mis en vente.

Pas de miracles

Ayant été l'une des premières à souligner l'effort remarquable réalisé par cette chaîne de magasins pour mettre à la portée des femmes une confection séduisante et moderne à bas prix, Madame Express peut se permettre de dire aujourd'hui : Attention, soyons sérieux, il n'y a pas de miracles !

Il n'est pas possible de mettre l'hiver TOUTES les modes à la portée du grand public (sauf en augmentant considérablement le pouvoir d'achat de celui-ci).

Le rôle des magasins à succursales multiples, et ils l'avaient parfaitement rempli depuis quelques saisons, c'est d'introduire le goût là où autrefois on jugeait que tout effort dans ce sens était inutile, puisqu'il s'agissait de la clientèle dite « populaire ».

Or le goût ne coûte rien, sinon du travail, des efforts, des idées, et le respect de ceux qui n'ont pas les moyens de le chercher dans les articles de luxe.

En revanche, quand ces magasins proposent un ensemble de velours gansé (photo C) à 7.000 fr. ou un cardigan en laine bouclette à 4.500 fr. (photo B), nous croyons qu'ils font fausse route et qu'ils travaillent contre leurs intérêts — parce que leur clientèle, alléchée, sera déçue.

Prenons l'exemple du tailleur de velours. Même une très bonne couturière hésite à accepter un tel travail tant il est difficile de traiter ce tissu, et tant il exige de soins.

Vivre sans bouclette

Comment une entreprise, qui doit, pour maintenir ses prix de revient, sortir 700 à 800 pièces par jour, pourrait-elle assurer une exécution convenable dans ces conditions ?

Même observation pour la veste de shetland (photo A). Là, ce n'est pas la difficulté d'exécution qui intervient, mais la qualité du tissu. Un shetland est *toujours* cher... ou bien c'est un mauvais ersatz.

La même veste au même prix, mais en ratine, pourrait, en revanche, être parfaite.

Quant à la laine bouclette de seconde qualité, elle se déforme au premier lavage.

Or, on vit très bien sans tailleur de velours et sans chandail bouclette. Mais quand on vous les propose bon marché, il est parfois difficile de résister à la tentation... Et rien ne coûte plus cher, en fin de compte, que les achats ratés.

Si, dans certains de leurs articles, les Prisunic ont peut-être, cette saison, visé trop haut, sur d'autres, en revanche, ils sont égaux à leur réputation, c'est-à-dire imbattables. En dehors de tout ce qui concerne les enfants, la maison, l'alimentation, etc., vous trouverez dans les Prisunic, à la rentrée, pour vous habiller, outre la bonne veste que nous vous présentons en première page, un excellent chemisier de finette à 1.500 fr. (photo 3), un chandail en laine chinée à 2.500 fr. (photo 2) et un autre de shetland fully - fashioned, importé d'Italie, à 3.000 fr., une bonne jupe gris foncé à 3.500 fr. et une excellente série de tabliers et de robes de chambre.

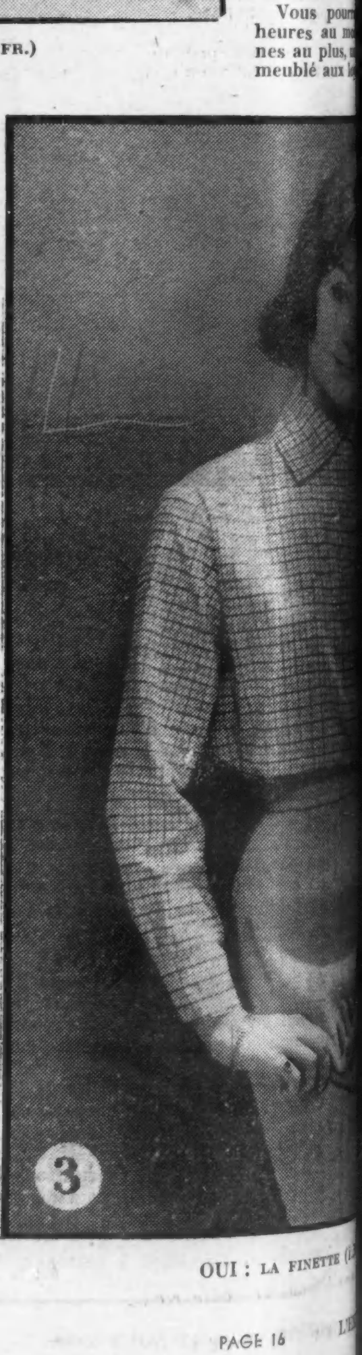
LOGEMENT

A louer

Où, comment, à quels prix trouve-t-on un appartement en location dans les principales villes de France ?

L'ECRITEAU « Appartement à louer » accroché à la porte d'un immeuble est devenu en France un rêve anachronique, une chimère caressée par des millions de « pas logés », de « mal logés », de « trop petitement logés ».

Il est cependant possible aujourd'hui de trouver à Bordeaux ou à Lille, à Lyon ou à Strasbourg, et même à Paris, des appartements libres, sans



OUI : LA FINETTE (1

● Studio, cuisine, salle de bains : de 35.000 fr. dans le XIXe arrondissement à 50.000 dans le XVIe.

● Deux pièces, cuisine, salle de bains : de 40.000 à 65.000.

● Trois pièces, cuisine, salle de bains : de 50.000 à 80.000.

● Quatre pièces, cuisine, salle de bains : de 65.000 à 100.000.

● Cinq pièces et plus à partir de 120.000 jusqu'à près de 200.000.

A noter le faible écart entre studio et « deux pièces » qui s'explique par le fait que les prix de revient de ces deux formules sont assez voisins. L'installation sanitaire est à peu près la même. Seules les surfaces habitables sont différentes.

A noter également que les loyers sont fonction de la taille de l'appartement et que la taille est souvent fonction du quartier. Un studio à Auteuil est prévu nettement plus grand qu'un studio au Pré-Saint-Gervais.

A noter enfin qu'en banlieue proche les loyers baissent de 10 à 15 %.

Si vous n'avez pas encore été saisi de fureur à l'énoncé de ces prix et que, le cas échéant, ces perspectives vous intéressent, vous pouvez être certain de recevoir l'accueil le plus compréhensif aux adresses suivantes :

— Syndicat national des professionnels de la Copropriété et de la Construction (S.N.P.C.C.), 28, rue de Naples. EUR. 42-33.

— Tiffen, 174, boulevard Haussmann. WAG. 93-33.

— Féau, 132, boulevard Haussmann. LAB. 69-34.

— Anjou-Immobilier, 23, rue Lavoisier. ANJ. 88-77.

— Neret-Minet, 2 *bis*, rue de la Baume. BAL. 62-20.

— Bernard Levy, 24, avenue de Friedland. WAG. 09-84.

— Manera, 9, avenue Millleret-de-Brou. BAG. 95-00.

(Eve.)

2 P., CUIS., TT CFT. IMM. NEUF
Une seule condition : gagner très largement sa vie.

Si vous êtes Lyonnais ou futur Lyonnais

Le prix du terrain étant moins élevé à Lyon qu'à Paris (pas beaucoup), vous pourrez trouver un appartement de trois pièces, cuisine, salle de bains pour 35.000 fr. par mois, bien situé à Lyon.

Avec un peu de chance, on vous offrira le même appartement pour 30.000 fr. Avec beaucoup de chance (vraiment beaucoup), on vous proposera peut-être un « Logéco amélioré » (salle de bains, ascenseur, vide-ordures) de norme « F4 » (quatre pièces) pour 25.000 fr. par mois (rigoureusement inconnu à Paris) et un « F1 » (une pièce) pour 9.000 fr. S'adresser :

— Chambre syndicale des constructeurs et promoteurs de construction de la région lyonnaise, 26, place de Tolozan. Tél. 28.57.51.

— Walch et Cie, 2, rue Childebert. Tél. 37.11.55.

— Rhône-Alpes, 4, rue Stella. Tél. 37.38.22.

— Pila-Bérard et Cie, 37, rue de la République. Tél. 37.59.63.

Dans les immeubles de luxe ou de demi-luxe, trouver un appartement ne paraît pas poser de problème.

Si vous êtes Lillois ou futur Lillois

On vous dira que la crise du logement est estimée à Lille aussi grave qu'à Paris.

Que les loyers du « secteur libre » de la construction n'ont pas eu assez de succès pour que l'on soit tenté d'acheter pour louer.

Que l'accession à la propriété (par le système primes de l'Etat-prêt du Crédit Foncier) est jugée beaucoup plus intéressante.

Que néanmoins un certain nombre de « Logécos » sont loués (un pour dix demandes) (20.000 fr. par mois le F3).

Se feront un devoir de vous ouvrir ces perspectives :

— La Fédération régionale des entrepreneurs du Nord, 1, rue Denis-Goddefroy. Tél. 54.79.99.

— La société Nord-France Immobilière (S.N.F.I.), 14, rue Gautier-de-Châtillon. Tél. 57.31.58.

— Lemey, 29, rue Colson. Tél. 54.74.99.

Si vous êtes Marseillais ou futur Marseillais

La lecture des petites annonces insérées dans les journaux régionaux vous montrera qu'en cette période en tout cas où la vente des appartements est difficile, on trouve très facilement — l'offre dépasse même la demande, nous a-t-on dit — pour 25.000 fr. par mois un deux-pièces, cuisine, salle de bains.

Il n'est pas certain que cette situation (relativement) encourageante s'éternise, car la mévente a pour premier corollaire de stopper en partie la construction privée, si, à un premier stade, on tente de louer ce qui se vend mal.

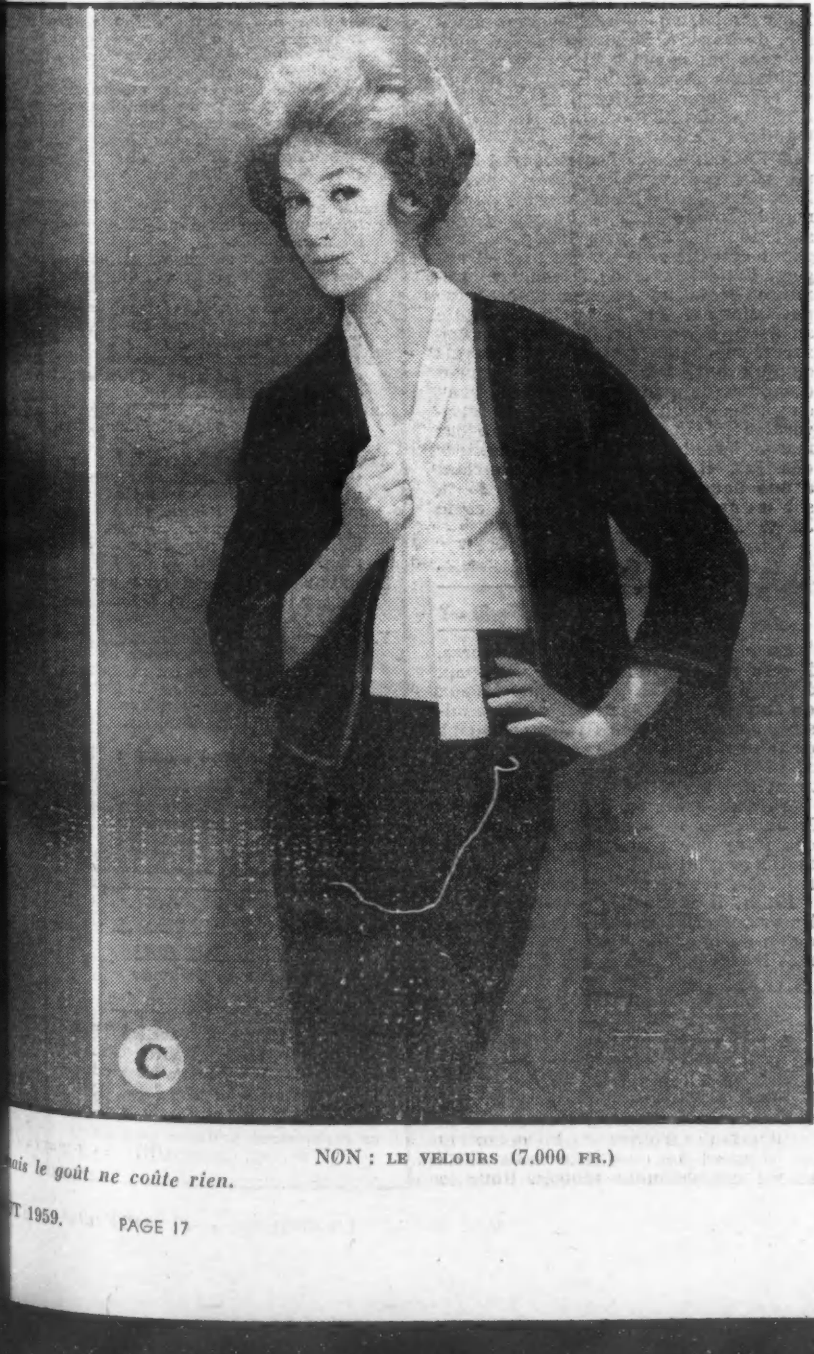
Dans l'état actuel des choses, se mettront à votre disposition :

— La Société Méditerranéenne Immobilière et Foncière (S.M.I.F.), 27, cours Pierre-Puget, Marseille (6e). Tél. 37.90.55.

— Domus-Ciam, 1, rue Reine-Elizabeth. Tél. 20.99.90.

— Société Virginie, 294, boulevard Chavé. Tél. 48.20.54.

— Société La Commerciale, 8, rue Sainte. Tél. 33.92.28.



NØN : LE VELOURS (7.000 FR.)

Si vous êtes Bordelais ou futur Bordelais

Tout Bordelais de souche vous dira :

— qu'il a en aversion la vie dans un immeuble collectif ;

— que la loi n'autorise pas à Bordeaux la construction de bâtiments dont la hauteur serait supérieure à la largeur des voies ;

— qu'en foi de quoi la construction privée ne démarre que depuis deux ou trois ans, en s'attachant surtout aux maisons individuelles, lesquelles ne sont que très accidentellement à louer.

Néanmoins, vous pouvez avoir la chance (?) de trouver un studio pour 30.000 fr. ou un cinq pièces pour un loyer mensuel compris entre 50.000 et 70.000 fr. Comme le secteur social (H.L.M.) est bien plus avancé, il n'est pas dit que, surtout si vous êtes fonctionnaire, vous n'arriviez pas à trouver — sûrement pas dans le mois, mais peut-être dans l'année — un H.L.M. « F5 » (cinq pièces) pour 25.000 fr. par mois plus les charges.

— Le Syndicat des Agents immobiliers de la Gironde, Bourse maritime, à Bordeaux, tél. 44.77-01, vous précisera tout cela.

Si vous êtes Strasbourgeois ou futur Strasbourgeois

...Vous avez de la chance, car c'est, semble-t-il, la ville qui détient, selon des observateurs autorisés, le record du bon marché dans le domaine de la construction privée.

Le prix du terrain — c'est le facteur essentiel — paraît être, à Strasbourg, 50 % moins élevé qu'à Paris. Les loyers respectent cette proportion.

Vous pouvez espérer emménager dans un appartement de quatre pièces tout confort (à Strasbourg ou dans la périphérie immédiate) pour 25.000 fr. mensuels, auxquels s'ajouteront quelque 6.500 fr. de charges. Les petites annonces des « Dernières Nouvelles d'Alsace » en font fréquemment mention.

Pour plus de sûreté, adressez-vous à :

— Société de gestion et de vente immobilière, 10, rue des Bateliers. Tél. 34.14.29.

— Agence Immobilière Kléber, 7, place Kléber. Tél. 32.10.35.

— Agence Stahl, 8, place des Halles. Tél. 32.02.98.

— Agence Hermann, 16, rue du 22-Novembre. Tél. 32.23.21.

Si vous êtes Toulousain ou futur Toulousain

Vous ne manquerez pas d'apprendre qu'une campagne de calomnies fut dirigée contre le secteur social H.L.M., secteur dont les animateurs étaient accusés de pratiquer le favoritisme dans l'attribution de H.L.M., permettant ainsi à des gens aux revenus importants de bénéficier d'un appartement à faible loyer.

Mais la lumière se fit. On s'aperçut, comme vous le pensez, que rien n'était plus faux, mais que des sociétés de crédit immobilier avaient jugé le procédé astucieux pour drainer vers elles toute une clientèle d'éventuels futurs expulsés.

C'est assez dire que tout ne va pas au mieux dans la construction privée à Toulouse.

Néanmoins, vous pouvez espérer mettre la main (difficilement) sur un « logéco » amélioré moyennant 30.000 et 35.000 fr. mensuels pour un F3 ou

→

JACQUES FATH
parfums
rouge à lèvres
vernis pour les ongles

RECETTES

● CORDON BLANC

Ratatouille provençale

1 courge moyenne (ou une moitié de courge).
6 tomates.
3 oignons.
Beaucoup d'herbes.
Sel, poivre.
Préparation : 10 minutes.
Cuisson : 25 minutes.

Faites blondir dans la poêle les oignons coupés en tranches menues. Puis jetez des morceaux de courge et des quartiers de tomates, du thym, du persil, du laurier, de l'ail, de la ciboulette coupés fin. Salez, poivrez. Laissez cuire à feu vif.

Le reste de ce plat, passé, fera un excellent potage.

● CORDON BLEU

Escalopes fantaisie

250 gr de fromage blanc.
250 gr de farine.
1 œuf.
1 verre d'eau mêlé à 2 cuillerées à bouche de Viandox.
1 sauce blanche épaisse. (un verre d'eau mêlé à un peu de lait et une cuillerée à bouche de fécule).
1 cuillerée à café de vinaigre
1 cuillerée à bouche de moutarde.
De la ciboulette.
Un peu d'huile (ou matière grasse).
Sel.
Préparation : 20 minutes.
Cuisson : 25 minutes environ.

Vous mélangez bien le fromage blanc, la farine, l'œuf, l'eau mêlée au Viandox, le sel. Vous obtenez une pâte lisse et molle que vous divisez en plusieurs boules. Vous aplatissez celles-ci en forme d'escalopes et vous passez dans la farine. Vous les mettez dans la poêle où vous avez fait chauffer un peu d'huile (ou de matière grasse) et vous les retournez. Elles doivent être bien dorées des deux côtés.

Pendant qu'elles cuisent, vous faites une sauce blanche épaisse à base de fécule. Vous la retirez du feu et vous incorporez le vinaigre, la moutarde et la ciboulette très finement hachée. Au moment de servir, vous tartinez le dessus des escalopes avec cette sauce.

SUZANNE ET HENRIETTE.

(Extrait de « Cuisine d'urgence », Pierre Horay éditeur.)

——→

un F4, ce qui n'est pas exactement bon marché.

On vous précisera vos chances chez :

— Deromedi, 17, rue de Bourrassol. Tél. 42.93.57.

— Entreprise Louis Segrette, 6, avenue Frizac. Tél. 52.84.01.

— Entreprise Flora, 21, rue du Faubourg-Bonnefoy. Tél. 62.14.65.

— Agence Javerzac, 4, allée Jules-Guesde. Tél. 22.35.18.

— Ou au Comité interprofessionnel paritaire du logement, 6, rue Deville. Tél. 22.61.54.

Quelles que soient les réserves qu'appelle une formule aussi onéreuse, il est bon de noter qu'une vieille tradition est en train de renaître : construire pour louer.

Jusqu'ici, pour le locataire, un seul avantage : il trouve facilement un appartement moderne et neuf.

— Mais les propriétaires tenant à garder leur liberté de transaction, vous, locataire, ne pourrez obtenir qu'un bail court.

— Mais la loi du 1er septembre 1948 garantissant les droits des locataires ne vaut pas pour tous les appartements « libres » construits après 1948.

Avant l'engagement, il n'est donc pas superflu de recommander une sévère méditation.

ÉCHANGE DE LYCÉES

Dans notre numéro du 13 août, nous signalions que Madame Express se tenait à la disposition de ses lecteurs pour centraliser les offres de permutations concernant les enfants affectés à un lycée trop éloigné de leur domicile.

Voici celles qui, jusqu'à présent, restent sans « correspondants ». Avez-vous une offre de permutation ?

— Mlle Gies, 53, rue La Fayette, Paris (10e). Affectée en 6e classique (anglais) au lycée Jules-Ferry, rue de la Jonquière. Lycée désiré : Lamartine, 121, faubourg Poissonnière.

— Mlle Blanc, 71, rue Lepic, Paris (18e). Affectée en 6e moderne au Lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs. Lycée désiré : Jules-Ferry, 77, boulevard de Clichy.

— Mlle Laborde, 41, rue de Bercy, Paris (12e). 5e moderne (anglais), à l'annexe du lycée J.-B.-Say, 19, avenue Vincent-d'Indy. Lycée désiré : Paul-Bert, 7, rue Huyghens, Paris (14e), ou Claude-Monet, 1, rue du Docteur-Magnan, Paris (13e).

— M. Lorthois, 1, rue Mignet, Paris (16e). 6e classique (anglais) au lycée Claude-Bernard, 1, avenue du Parc-des-Princes. Lycée désiré : Jean - Baptiste - Say, 11 *bis*, rue d'Auteuil.

— M. Delfau, 80, rue Laugier, Paris (17e). 6e classique (allemand) au lycée Carnot, 145, boulevard Malesherbes. Lycée désiré : Montaigne, 17, rue Auguste-Comte.

BUDGET

Les mauvaises surprises

● *La rentrée sera dure. La viande chère et les chaussures aussi.*

SEPTEMBRE, cette année, prendra des airs d'octobre. Il sera le mois de la rentrée des classes, celui aussi du retour dans le quotidien. Les problèmes budgétaires, un peu oubliés pendant les jours d'été, reprennent leur acuité, surtout avec des finances grevées par les vacances. Plus que jamais, ils semblent difficiles à résoudre : de toutes parts, des hausses sont annoncées. Il va donc falloir reconsidérer certaines dépenses aussi inévitables en ce mois de rentrée que l'alimentation, l'habillement des enfants, le chauffage, le paiement des impôts.

A quelles mauvaises surprises faut-il s'attendre ?

L'alimentation

Tous les produits alimentaires n'augmenteront pas : les légumes et les fruits frais resteront stables et le vin diminuera même.

Mais attention :

● La viande subira une hausse dès l'automne, hausse qui sera à peine endiguée par les importations prévues.

● Les produits laitiers augmenteront également. Le beurre et le fromage en particulier. Pour le lait, l'augmentation prévue est de 3 fr. environ par litre.

● Les pommes de terre subiront une hausse inévitable par suite des mauvaises récoltes. L'importation massive envisagée limitera peut-être l'augmentation à 3 fr. par kilo.

● Les conserves de toute nature verront leurs prix s'élever de 10 % environ, cette hausse étant liée à l'augmentation de la matière première (fer-blanc) et de la main-d'œuvre.

● Comment limiter les dégâts ?

1) Savoir ou acheter. Tous les produits peuvent être commandés dans des coopératives de consommation : les prix y sont nettement inférieurs à ceux pratiqués dans le commerce et le système de commande évite les déplacements inutiles. Quelques adresses à Paris :

● Union Commerciale des Consommateurs, 45, rue d'Hauteville, Paris. TAI. 82-35.

● Union économique alimentaire, 23, rue Louis-le-Grand. OPE. 80-91.

● Economia, 32, boulevard Haussmann. PRO. 85-50.

● L'Economie générale, boite postale 114-17 Paris. PLA. 27-56.

En ce qui concerne les viandes, les fruits et les légumes, les magasins à prix uniques ont conclu récemment des accords avec certains producteurs. Ils s'approvisionneront directement auprès d'eux et pourront revendre les marchandises à des prix très avantageux.

Enfin, dans le cas des « familles nombreuses » ou simplement des foyers groupés, il est toujours possible, à Paris, de s'approvisionner aux Halles. Les acheteurs particuliers trouvent, à partir de 9 heures du matin, des produits dont les prix sont spécialement bas, la vente aux épiciers et grossistes étant alors terminée. Le seul problème est de pouvoir partager le cageot d'oranges ou le sac de pommes de terre !

2) Savoir « quoi » acheter. Si « toute » la viande augmente, si « tous » les produits laitiers augmentent, il y a des viandes moins chères les unes que les autres, des produits laitiers moins chers les uns que les autres. Il s'agit donc de prendre son courage à deux mains et de faire des expériences, d'acheter, une fois au moins, un morceau inhabituel, moins cher, mais qui n'est pas forcément moins bon. Dans le bœuf notamment, certains morceaux des quartiers avant de l'animal peuvent parfaitement être utilisés hachés pour la confection des hamburgers, boulettes de viande ou hachis parmentier.

D'autre part, la viande peut, une fois sur deux, être avantageusement remplacée, soit par les poissons (certains ont une chair très proche de celle du veau), soit par les céréales, peu utilisées en France, mais dont la valeur nutritive est grande.

Pour les fruits et légumes, la solution est de manger « chaque chose en son temps ». En se contraignant à exploiter totalement les ressources saisonnières, il est possible de varier les menus sans avoir recours à de petits sauts (coûteux) hors saison.

L'habillement

● Les textiles ne devraient pas faire l'objet, au cours des mois à venir, de hausses importantes. Les prix de gros ont même subi une baisse au printemps dernier, baisse qui n'a pu se répercuter sur les prix de détail à cause de l'importance de la demande.

● Les cuirs, en revanche, vont faire un saut spectaculaire. En un an, le kilo de cuir de bœuf a subi, sur le marché mondial, une hausse dépassant 100 %. Les prix français s'alignent actuellement sur les prix étrangers. Cette hausse de la matière première brute ne se répercutera que partiellement sur les prix de vente au détail des articles façonnés (chaussures, maroquinerie). Les fabricants emploieront très vraisemblablement des cuirs de qualité inférieure à ceux employés jusqu'à présent. Ils envisageraient également de réduire leur marge bénéficiaire. Dans le meilleur des cas, il faut s'attendre pourtant à une hausse effective de 20 à 25 % sur les articles de maroquinerie et de 30 % sur les chaussures.

● Comment limiter les dégâts ?

En ce qui concerne les chaussures, il sera possible de bénéficier de prix à peu près stables par rapport à ceux de l'an dernier en se résignant à choisir parmi des articles fabriqués dans certaines qualités de cuirs (chèvre, mouton, vachette) qui ont peu augmenté.

En maroquinerie, il faudra préférer le chevreau au box. Et dans tous les cas faire une place plus grande aux matières synthétiques, surtout pour les trousses, les cartables, etc.

Enfin, il existe des « soldeurs » où les vraies *affaires* sont plus courantes qu'on ne le croit, et où certaines femmes trouveront chaussure à leur pied.

Le chauffage

● Les tarifs du Gaz de France et de l'Electricité de France doivent demeurer stationnaires. En électricité, les indices avaient été relevés il y a quelques mois. Et c'est maintenant la tarification « d'hiver » qui va entrer en vigueur. Les contrats individuels seront normalement révisés. Pour le gaz, aucune modification n'a été envisagée depuis les décisions de janvier. Les tarifs dégressifs, dits « tarifs binômes », sont applicables à partir d'une certaine consommation, ils ramènent le prix de la thermie à 7 fr. 30 (au lieu de 8 fr. 90).

● Le charbon sera plus cher dès le 1er octobre. Il n'aura pas « subi une hausse », mais il sera revenu au tarif normal établi au mois de mai. En effet, les primes dégressives n'étaient consenties que sur les commandes d'été (juin, juillet, août). Certaines primes subsisteront encore pendant le mois de septembre.

● Comment limiter les dégâts ?

Commander immédiatement le stock de charbon nécessaire si ce n'est encore fait.

● Pour les installations au gaz ou à l'électricité, étudier dans quelle mesure il est possible de bénéficier d'un tarif dégressif en se renseignant auprès du Gaz de France (WAG. 55-39) ou de l'Electricité de France (ANJ. 54-00).

Les impôts

Ils sont exigibles le 15 septembre pour certains contribuables, le 15 octobre pour d'autres. Cependant un délai a été accordé et la date limite de paiement reportée au 15 novembre pour tous.

● Mais attention :

1) Ce délai ne porte que sur 50 % du solde à verser. (Les premiers 50 % restent exigibles à la date indiquée sur la feuille individuelle.)

2) Il ne concerne que les impôts sur le revenu.

Passé les dates limites, une amende de 10 % sera infligée.

Tout cela n'est pas gai et nous regrettons de gâcher peut-être vos dernières heures de vacances. Mais ce sera encore moins gai si vous ne prenez pas le problème « bille en tête » dès la rentrée.

A VOIR

● cinéma

Julie la Rousse : un petit rien, agréable grâce à Daniel Gélin et Pascale Petit. *(Berlitz, Wepler-Pathé, Lord-Byron.)*

Hiroshima, mon amour : le film le plus important de la saison mais qui peut conduire à l'exaspération. *(Vendôme, George-V.)*

Orfeu Negro : un vieux mythe ressuscité à travers un étincelant reportage en couleurs sur le carnaval de Rio. *(Marignan, Français.)*

Les 400 Coups : l'histoire d'un enfant inadapté; un film qui vient du cœur. *(Marivaux, Colisée.)*

Drole de drame : un Marcel Carné burlesque et charmant. *(Studio des Ursulines.)*

Les Tricheurs : surboums et jaguars. Carné décrit le mal du siècle. *(Hollywood.)*

Pour qui sonne le glas : peu de Hemingway mais beaucoup d'Ingrid Bergman. *(Studio 28.)*

Ivan le Terrible : en version intégrale, le monument d'Eisenstein (3 heures). *(Agriculteurs.)*

Le Million : René Clair poétique, et la plus célèbre poursuite du cinéma. *(Monte-Carlo.)*

Arsenic et vieilles dentelles : Cary Grant et des « dames aux chapeaux verts » qui empoisonnent avec humour. *(Studio République.)*

Les Fraises sauvages : l'histoire d'une solitude ; du pur Ingmar Bergman. *(Bonaparte.)*

Les bas-fonds : Gorki revu par Renoir, avec Jouvet et Gabin. *(Calypso.)*

Yang Kwei Fei : Un des derniers films de Mizogushi, le premier en couleurs : chaque plan est un tableau. Au même programme : Nuit et Brouillard, un implacable témoignage d'Alain Resnais. *(Studio de l'Etoile.)*

L'inconnu du Nord-Express : Hitchcock. *(Ranelagh.)*

Les Cousins : une « vie de bohème 59 », un film de Claude Chabrol imparfait et savoureux. *(Plaza.)*

Ce supplément pratique a été réalisé par :
Christiane Collange
avec la collaboration de :
Djenane Chappat, Martine Fell, Monique Gilbert, André Gobert, André Harris, Danièle Heymann, Suzanne et Henriette.
(Les renseignements contenus dans ce supplément pratique sont libres de toute publicité.)

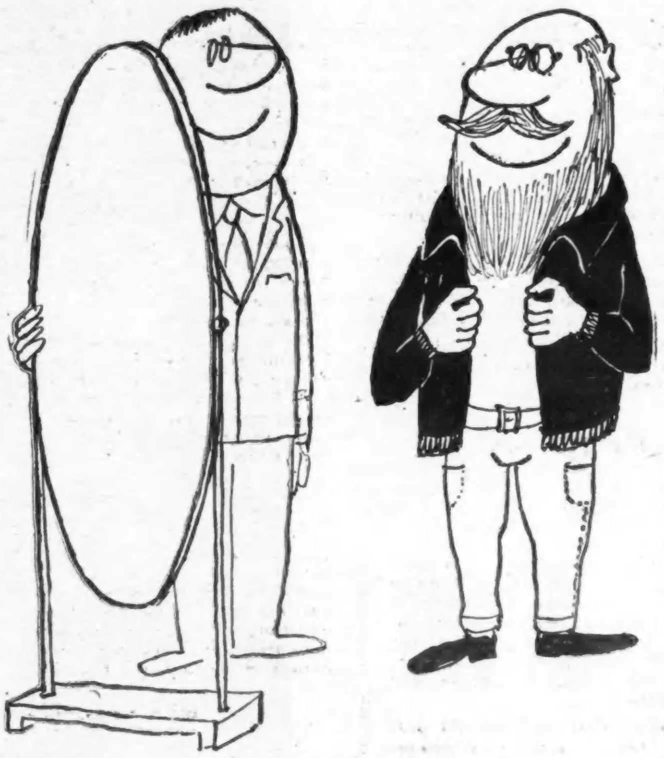
LES BLOUSONS NOIRS

vus par SINÉ

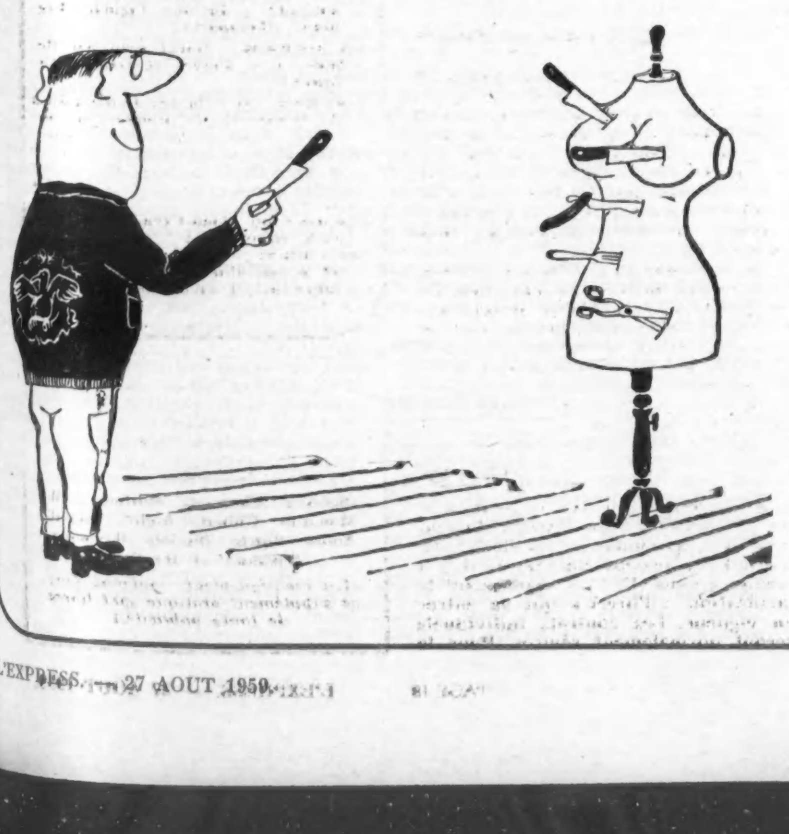
— Je vous l'enveloppe ?
— Non, c'est pour frapper tout de suite !...

— Alors, vieille ganache, tu le craches cet argent de poche ?

LA MODE NOUVELLE
Blouson noir et chaîne de vélo en sautoir



— Ça nous rajeunit beaucoup, monsieur le comte.



EST-OUEST

La tentative yougoslave (II)

● *Qui distribue les crédits ? Qui décide des investissements ? Qui dirige, en fait, la Yougoslavie ? A ces questions posées par Michel Bosquet, qui poursuit cette semaine son reportage, voici ce qu'ont répondu les Yougoslaves.*

DEPUIS cinq minutes, sur une belle route de Bosnie, un car, avançant à 30 à l'heure, me barre le passage. Il tient obstinément le milieu de la route et mes coups de klaxon provoquent les éclats de rire du receveur (1).

L'autostoppeur, un étudiant serbe, qui a pris place à côté de moi, est blanc de colère :

— *Je vous jure qu'il ne recommencera pas*, dit-il. *Ce genre de plaisanterie est détestable.*

Et de noter sur son calepin le numéro du car : BH 1531.

— *Qu'allez-vous faire ?*

— *Je vais écrire au journal local*, dit-il.

— *C'est efficace ?*

Mon passager déploie son journal et me montre une rubrique couvrant le tiers d'une page : des lettres de protestation, des plaintes.

— *L'année dernière*, dit-il, *j'ai acheté une bicyclette. Peu de temps après, j'ai découvert qu'elle avait un vice de fabrication. J'ai demandé au magasin de me l'échanger. Il a refusé. J'ai écrit au journal. Trois jours plus tard, j'avais une lettre d'excuses du directeur de la fabrique, une autre du ministère compétent et une bicyclette neuve.*

« *Je ne suis pas membre du parti*, ajoute l'étudiant. *Mais si vous me demandez ce que je pense de l'opportunité de créer un parti d'opposition (c'est une question qui se discute beaucoup), je vous répondrai : A quoi bon ? Si c'est pour dénoncer les abus, les erreurs et proposer des solutions, nous avons tout ce qu'il faut. Vous connaissez notre système d'autogestion ?*

Je viens de passer une semaine à courir les usines et les comités populaires, à discuter avec des directeurs, des comptables, des délégués ouvriers, des fonctionnaires.

Des limites invisibles

A première vue, le système de l'autogestion a l'air d'une utopie parfaite. C'est l'antithèse du centralisme étatique de l'U.R.S.S. stalinienne ou de l'Allemagne de l'Est. Son invention fondamentale : le Comité populaire de commune, « organe suprême du pouvoir sur son territoire. Dans la communauté locale, il n'existe aucun autre organe étatique, ni aucune représentation du pouvoir central ».

En bref, cela signifie que les communes décident souverainement de tout : de la création de nouvelles industries, du développement des entreprises existantes, de la construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles, des loyers et du tarif de l'électricité et des transports publics, de l'ouverture de nouveaux commerces (tous socialisés), etc.

— *Mais s'il n'y a pas de limite à la souveraineté communale, c'est l'anarchie*, ai-je dit.

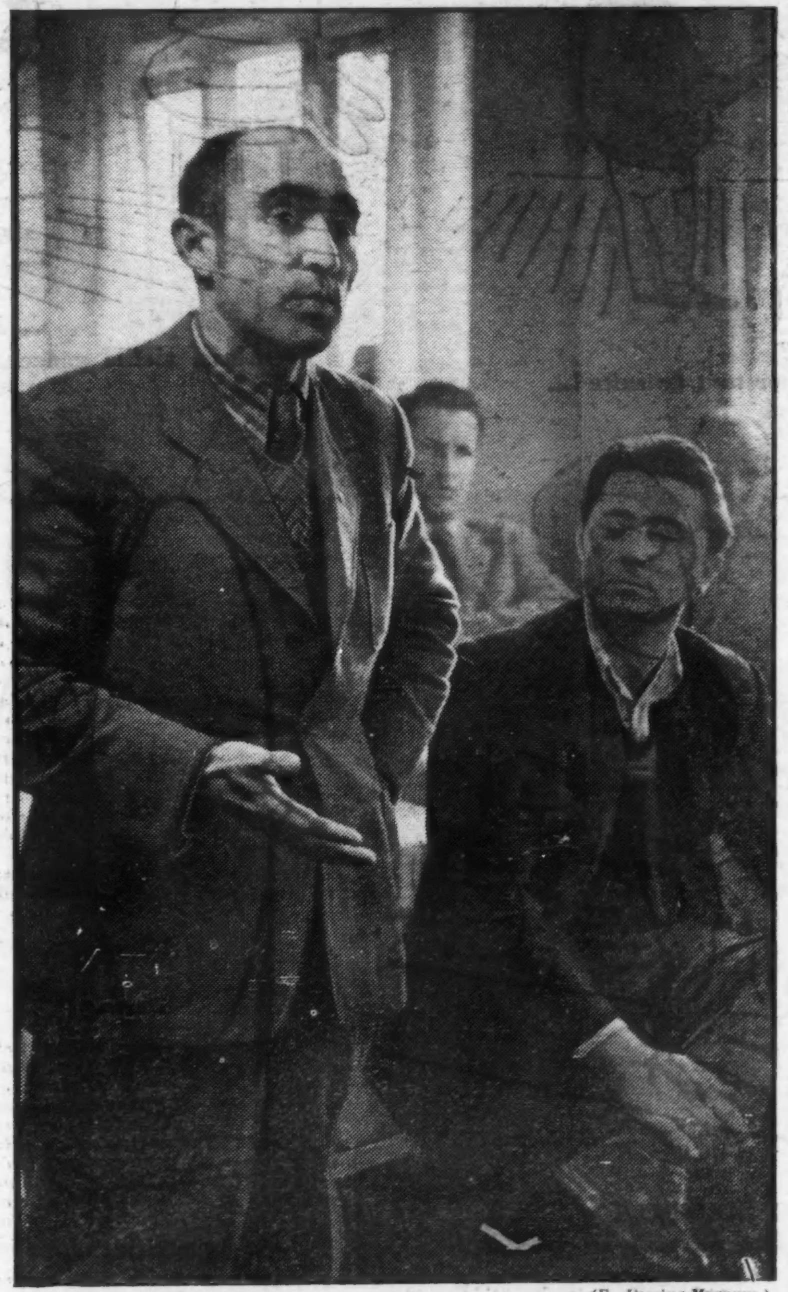
On m'a expliqué que les limites existaient, mais qu'elles étaient invisibles : ce sont la législation fiscale et la politique de crédits arrêtée par le Plan. Avec ses ressources propres, toute commune ou tout arrondissement (groupement de communes) peut entreprendre selon les convenances et selon les besoins locaux. Les grands projets d'équipement industriel, rural et d'infrastructure, cependant, que la commune ne peut financer avec ses seules ressources, sont subordonnés à l'octroi de crédits bancaires, et donc au Plan.

— *Le Plan*, me dit le président d'une commission locale, *se borne à répartir l'ensemble des crédits disponibles entre les diverses têtes de chapitres, conformément aux priorités nationales. Si une commune veut construire une nouvelle cimenterie, par exemple, sa demande est confrontée par le Plan aux demandes similaires émanant d'autres communes, aux besoins nationaux et aux crédits disponibles pour le poste « cimenteries ». Si la demande paraît conforme aux urgences nationales aussi bien qu'à l'équilibre de l'économie locale, elle est approuvée.*

Des élus révocables

« *Au lieu de commander, le Plan se borne donc à coordonner les initiatives locales, à les freiner souvent, à les susciter parfois.*

— *Et c'est l'Etat, naturellement, qui dispose de l'essentiel des ressources ?* ai-je demandé.



(E. Lessing-Magnum.)

DISCUSSION AU SEIN D'UN CONSEIL OUVRIER DE BELGRADE.
Contre qui rouspéter ?

— *Vous vous trompez, répond le président de la commission. L'Etat (c'est-à-dire la Fédération) dispose de 36,9 % seulement des fonds d'investissement et des ressources budgétaires. Les communes et leurs entreprises industrielles et agricoles, en revanche, disposent de 51,7 % de l'ensemble des ressources. Le gros de celles-ci est donc utilisé par les comités populaires eux-mêmes, conformément aux vœux locaux. Dites-vous bien, d'ailleurs, que même les plus grandes entreprises, les aciéries de Zenica, par exemple (800.000 tonnes d'acier par an) sont administrées par le comité populaire de leur commune.*

— *Lequel comité, ai-je dit, est naturellement dominé par le parti communiste ?*

C'était encore une erreur. Les 27 à 140 membres du comité populaire d'une commune sont élus au suffrage universel, direct et secret, une fois par an. Ils sont répartis en deux chambres : conseil communal et conseil des producteurs.

N'importe qui peut poser sa candidature au conseil communal : il suffit de recueillir 50 signatures ou de se faire désigner comme candidat par une réunion d'électeurs, réunion à laquelle les membres du parti sont fatalement une minorité. Précaution supplémentaire : s'il n'y a pas au moins deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir, chaque candidat doit être élu non pas par la majorité absolue des votants, mais par la majorité absolue des électeurs inscrits. Tout au long de son mandat, en outre, le conseiller communal peut être révoqué sur la demande de la réunion d'électeurs de sa circonscription.

— *Y a-t-il souvent des révocations ?* ai-je demandé.

Réponse :

— *Du fait que les élus sont révocables (les députés aussi, d'ailleurs), on n'a presque jamais besoin de les révoquer. Ils se couvrent : avant de voter sur une question importante, ils vont prendre l'avis de leurs mandants.*

A côté du conseil communal, toutefois, siège le conseil des producteurs (c'est la seconde chambre du Comité populaire). Ses membres (en nombre pratiquement égal à celui des conseillers communaux) sont tous élus (et révocables) par les ouvriers, artisans, commerçants et paysans des usines ou coopératives locales. Ce sont les membres du conseil des producteurs, représentants de la classe ouvrière, qui assurent en principe la « dictature du prolétariat » : aucune décision n'est valable sans leur accord.

— *C'est le conseil des producteurs, alors, qui est dominé par le parti ?*

Gestion directe

Non, encore une fois. Le conseil des producteurs ne peut être dominé par le parti parce que celui-ci ne dispose d'aucun pouvoir organique, administratif dans les entreprises. En Allemagne de l'Est, chaque entreprise a sa direction politique pour contrôler la direction. Ici, rien de tel. Les militants sont noyés au milieu d'une masse d'ouvriers venant, pour la plupart, des campagnes ou des échoppes d'artisans, et le parti ressemble plutôt, dans les usines, à un club d'éducation populaire.

La dictature du parti demeure donc indétectable. On ne la rencontre même pas au sein de l'administration locale, car les fonctionnaires communaux sont recrutés par concours public (de même que les directeurs d'entreprise), et c'est le comité populaire qui choisit entre les candidats.

— *Savez-vous*, me demande un fonctionnaire local, *que les comités populaires et leurs organes comptent, dans toute la Yougoslavie, 223.000 membres, les conseils ouvriers plus de 300.000, et que si vous ajoutez les membres des conseils de maison (car les immeubles, eux aussi, sont gérés par leurs locataires), les conseils scolaires et les comités de gestion des coopératives, vous arrivez à la conclusion qu'un million de Yougoslaves (10 % de la population adulte) participent à la gestion sociale et au pouvoir ?*

— *En France et en Grande-Bretagne*, lui dis-je, *la grande majorité des citoyens préfèrent que l'Etat gouverne et administre pour eux. Cela économise leur temps et les laisse libres de rouspéter.*

— *Justement*, réplique le fonctionnaire. *Avec notre système, l'arbitraire et la bureaucratisation du pouvoir sont exclus. Cela se paie. Quant aux rouspétances, à qui voulez-vous qu'elles s'adressent ? La démagogie, chez nous, est impossible. Les citoyens sont responsables, ils détiennent le pouvoir, et lorsqu'ils sont mécontents il leur faut inventer les remèdes, c'est-à-dire reculer les limites du possible. Il n'y a pas de solutions magiques : il y a des tâches. L'autogestion les leur enseigne.*

Des pouvoirs inutilisés

Cela est particulièrement vrai dans les usines. La gestion ouvrière, tout comme la gestion communale, est en premier lieu une méthode d'éducation. Peut-être les ouvriers n'auraient-ils pas accepté les bas salaires (dont l'augmentation annuelle est toutefois de 8 %) et les taux d'investissements élevés si la gestion ouvrière ne les avait « mis dans le bain ».

Le cas d'une fabrique moyenne de confection (300 ouvrières, 620 millions de chiffre d'affaires) m'a paru caractéristique à cet égard. La fabrique a été fondée il y a quatre ans seulement ; elle comptait alors 20 ouvrières. La plupart d'entre elles viennent de l'artisanat. L'entreprise, au début, les laisse indifférentes. Seul le salaire les intéresse. Mais le salaire dépend de la marche de l'entreprise et les ouvrières sont contraintes de s'y intéresser. Tous les deux ans, elles élisent un conseil ouvrier (actuellement 21 membres) ; celui-ci élit un comité de gestion de 7 membres, renouvelé tous les ans pour empêcher la « bureaucratisation », le divorce entre « gestionnaires » et simples ouvriers.

Du fait que les membres du conseil sont révocables, ils se couvrent en consultant leurs électeurs et en leur rendant compte des décisions à prendre. Les questions importantes sont soumises au référendum. Le compte rendu des séances est diffusé par haut-parleur deux fois par jour pendant les trois jours qui suivent chaque débat.

Au début de l'année, lors du bilan annuel, ces débats deviennent très vifs. Les bénéfices de l'entreprise, en effet, peuvent être distribués, à concurrence de 50 %, sous forme de salaires (trois à quatre salaires mensuels supplémentaires), l'autre moitié étant obligatoirement affectée aux investissements économiques et sociaux, fonds de roulement, réserves, etc.

Mais dans les limites des proportions légales, les ouvriers sont libres de choisir la nature des investissements économiques et sociaux (acheter de nouvelles machines ou agrandir les ateliers ? construire une crèche ou un terrain de sport ?) ; ils sont libres également de disposer à leur guise de la part des bénéfices qui est à leur disposition. Souhaitent-ils la distribuer intégralement sous forme de salaires ?

Ce n'est pas aussi sûr que l'on pourrait croire. Dans la fabrique de confection en question, les ouvrières venaient de renoncer, par référendum, à un mois de salaire supplémentaire pour faire démolir une maison voisine et y construire de nouveaux ateliers. Ailleurs, ce sont des cantines, des logements qui sont construits avec les bénéfices disponibles.

Que pensent les directeurs d'entreprise de la gestion ouvrière ? L'un d'eux, un homme dans la cinquantaine, visiblement d'origine bourgeoise, qui avant la guerre était ac-

(1) Voir « L'Express » n° 427, pp 12-17.

L'HEURE DE LA PAUSE AUX USINES DE SLAVONSKI-BROB.
Au-delà de « l'obligation légale ».

(E. Lessing-Magnum.)

tionnaire de son entreprise, m'a déclaré, en tête-à-tête :

— *Franchement, au début, je ne croyais pas que la gestion ouvrière puisse fonctionner, surtout pas dans ma branche. Aujourd'hui, je vous dirai simplement qu'elle me facilite la tâche. Avant, j'étais seul maître à bord, seul responsable. Je ne savais jamais si mes décisions ne se heurteraient pas à des résistances, à des obstructions. Aujourd'hui, quand il s'agit de prendre une décision importante, nous convoquons le comité de gestion qui, à son tour, consulte le conseil ouvrier. La responsabilité est collective, le moral et la discipline au travail s'en trouvent renforcés.*

Il va de soi, pourtant, que la gestion ouvrière est encore loin de fonctionner de façon satisfaisante. Il suffit de lire les textes officiels pour le savoir. Dans son discours au premier congrès des conseils ouvriers (2), en 1957, Djouro Salaï dressait un tableau complet des insuffisances. Voici les principales :

● Les membres des conseils ouvriers rendent trop rarement compte à leurs électeurs et ceux-ci tendent à se désintéresser des travaux du conseil.

● « Les organes de gestion, créés pour combattre le bureaucratisme, ne sont pas exempts eux-mêmes de ce grave danger. » Une fois familiarisés avec les problèmes de la gestion, les délégués ouvriers tendent à développer un « esprit de technocrates, à se couper de leurs électeurs et « à ignorer (en dépit de l'existence de cahiers de revendications et de plaintes) les besoins de ceux-ci ».

● Le contrôle des ouvriers sur leurs mandataires n'est pas assez serré et le nombre des révocations (29 délégués ouvriers ont été révoqués sur 1.000) n'est pas assez élevé.

● Les conseil ouvriers s'attachent plutôt à exécuter leurs obligations légales qu'à prendre, en toute indépendance et de leur propre initiative, des mesures fondées sur leur expérience concrète. »

En un mot, Djouro Salaï reprochait aux conseils ouvriers de ne pas savoir utiliser suffisamment les pouvoirs dont ils disposaient.

Ce défaut doit s'expliquer par deux raisons. La première, c'est le sentiment d'incompétence de la majorité des délégués ouvriers qui, conscients de leur manque de formation économique, tendent à s'incliner devant les cadres ou à s'en tenir à leurs « obligations légales ».

La seconde raison de l'intérêt déficient des ouvriers pour la gestion, c'est le bas niveau des salaires (10 % à peine du chiffre d'affaires) et l'insuffisance de la part des bénéfices restant à la libre disposition du collectif ouvrier. Le chef du gouvernement, Edvard Kardelj, s'en est expliqué dans un de ses récents discours :

« *Le développement insuffisant de notre pays,* disait-il, *freine l'accroissement des fonds décentralisés et des revenus personnels des travailleurs. La pleine réussite de la gestion ouvrière s'en trouve entravée. En effet, pour combler aussi rapidement que possible notre retard économique.... nous sommes obligés d'affecter aux fonds communs (c'est-à-dire aux dépenses de l'Etat) une part relativement élevée du revenu national... Il en résulte que certains besoins de la société et de l'individu ne sont pas suffisamment satisfaits et que la contradiction entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif se manifeste de temps en temps de manière plus aiguë...*

« *En simplifiant un peu, je dirais que la tâche fondamentale de l'action socialiste est, dans nos conditions, la construction d'un système politique permettant de résoudre cette contradiction de manière aussi démocratique que possible...* »

L'appât du gain ne suffit pas

Autrement dit, le marxisme yougoslave met en place dès à présent les organes de l'autogestion démocratique et socialiste, tout en reconnaissant que durant une longue période la prépondérance de l'intérêt collectif (incarné par l'Etat) entravera la portée de l'autogestion. Le marxisme yougoslave (c'est sa grande singularité) n'attend pas que les contradictions puissent déjà être résolues pour mettre en place les instruments qui assureront leur solution à venir.

Mais l'avenir de la démocratie moderne est-il bien dans l'autogestion ouvrière ? L'un des meilleurs sociologues yougoslaves s'est efforcé de le démontrer, en s'appuyant sur les travaux de ses collègues américains et français.

La technique moderne, dit en substance Soupek (3), a irrémédiablement supprimé l'initiative, la satisfaction et la qualification professionnelles de l'ouvrier. Techniquement, « *l'humanisation du travail, tâche immédiate du socialisme* », est hors de portée ; il est impossible d'intéresser l'ouvrier moderne à la monotonie intrinsèque de son travail productif. Les régimes bureaucratiques ou capitalistes en font l'expérience : l'appât du gain ne suffit plus à assurer un rendement élevé ou à combattre l'absentéisme. L'ouvrier moderne déteste sa condition et, en cherchant à s'en évader vers les loisirs et la vie privée, « *il réalise seulement cette division de l'homme en existence publique et en existence privée, division que Marx avait déjà considérée comme l'un des principaux facteurs de la déshumanisation de l'homme dans la société bourgeoise* ».

Le seul remède, pour Soupek, c'est que « *l'ouvrier s'élève à un niveau de connaissance qui lui permettra de participer activement à la gestion de la production. C'est, dans les conditions actuelles, le seul moyen pour lui de reconquérir ce qu'il a perdu, à savoir la conscience d'être le sujet d'un effort créateur.*

« *L'émancipation de l'homme n'est pas assurée,* conclut Soupek, *tant qu'on force l'ouvrier à accepter, au nom de la « conscience socialiste », ce qu'il considère comme une aliénation de son besoin de former directement les rapports sociaux. L'émancipation n'est pas assurée tant que, dans l'édification du socialisme, on part du ciel, c'est-à-dire des intérêts de l'Etat, et non pas de la terre, c'est-à-dire de l'autogestion ouvrière.* »

— *Mais que deviendra l'autogestion,* ai-je demandé à un sociologue yougoslave, *quand l'automation aura réduit à une poignée de techniciens le personnel de grands ensembles industriels ? Ce personnel (les seize ouvriers, par exemple, qui assurent le raffinage de 20 % de l'essence britannique) ne risque-t-il pas d'acquérir une mentalité technocratique ? Ne faudra-t-il pas rétablir des contrôles étatiques, le contrôle local devenant risqué quand il s'exerce sur des secteurs-clés de la vie nationale ?*

— *Personnellement, je ne le crois pas,* a répondu mon interlocuteur. *Le contrôle des entreprises par les comités populaires et des comités populaires par la législation fédérale peut rendre inutile le renforcement d'un pouvoir étatique central. Chez nous, du moins.*

Une expérience exportable ?

Et ailleurs ? L'expérience yougoslave, la première qui ait fait descendre le socialisme des hauteurs abstraites de l'Etat dans la vie concrète du peuple ; la première qui tente une synthèse entre la socialisation et la liberté d'entreprendre, l'expérience yougoslave serait-elle non exportable ?

M. Kroutchev l'a affirmé le jour où il présentait le système yougoslave comme le fruit artificiel et bâtard de l'aide américaine. Son argument est réfuté par les Yougoslaves : la rupture avec le Kominform leur a coûté un multiple de l'aide américaine reçue depuis, économiquement et militairement surtout. A la place de quelques centaines de kilomètres, c'est plusieurs milliers de kilomètres de frontières qu'ils ont dû défendre.

Les vraies raisons pour lesquelles un communisme libéral n'a pu se développer que dans ce pays me paraissent plutôt les suivantes :

● Le caractère authentiquement populaire de la révolution yougoslave, la seule de ce genre qui se soit produite entre 1917 et 1949. Seul un parti enraciné dans toutes les couches populaire (le parti bolchevik ne le fut jamais au même point) pouvait reconnaître les déviations du stalinisme, oser la rupture avec lui et avancer dans le sens de la démocratisation.

● Le retard économique yougoslave. Seul un pays sans ambitions d'hégémonie mondiale, sans appareil industriel déjà constitué, sans le sens de la hiérarchie, du conformisme et de la centralisation que la civilisation industrielle tend à susciter, pouvait implanter d'emblée une formule d'autogestion ouvrière.

Il s'agit donc bien, en Yougoslavie, d'une expérience locale, particulière, répondant à une constellation de circonstances unique dans l'Histoire. Toutes les inventions humaines ont d'abord été cela. Elles n'en ont pas moins acquis, dans certains cas, une valeur qui dépassait leur particularité et un rayonnement qui dépassait leurs frontières. Il peut en aller ainsi de l'expérience yougoslave. L'autogestion communale et ouvrière est une idée-force qui fait déjà école dans certains syndicats occidentaux (en France particulièrement) et, très discrètement — si hautement qu'ils dénoncent le « révisionnisme titiste » — dans certains pays communistes déjà développés.

MICHEL BOSQUET.

(2) « Problèmes actuels du socialisme », n° 42.

(3) Dans le n° 43-44 de la même revue.

PROCHAINEMENT :

Que vaut pour nous, l'exemple yougoslave ?

par J.-M. DOMENACH

MONDE-EXPRESS • ידיעות-אקספרס • WORLD-EXPRESS

Des correspondants de « L'Express » dans le monde

ÉTATS-UNIS

● Dilemme pour le Département d'Etat : Faut-il aider les auteurs de « L'Affreux Américain » ?

WASHINGTON. — *De notre correspondant particulier.*

LE voyage de M. K. et les négociations internationales ne sont pas les seuls soucis du Département d'Etat. M. Christian Herter est, depuis plusieurs semaines, harcelé par le sénateur démocrate Humphrey, au sujet d'une histoire où sont entremêlés l'ambassadeur des Etats-Unis en Thaïlande, M. Marlon Brando, une actrice, Ruth Jyoto, le département d'aide aux pays sous-développés, Hollywood et plusieurs représentants et sénateurs.

Tout cet imbroglio a été noué par deux écrivains américains, M. Eugene Burdick et William J. Lederer, qui, à l'automne dernier, ont publié un roman à succès dénonçant la bêtise et la vénalité de certains services d'assistance aux pays sous-développés. Le roman « Ugly American » (« L'Affreux Américain ») dénonçait ces hommes qui voulaient à tout prix construire une route extrêmement coûteuse contre les désirs des indigènes et dans un endroit où elle n'aurait servi à rien. Seul l'ambassadeur MacWhite était décrit comme une personne sensée et il finit par démissionner pour protester contre cette entreprise.

Hollywood a évidemment sauté sur l'occasion et a acheté les droits pour tirer un film de ce roman. M. Marlon Brando a reçu le rôle du courageux ambassadeur et il a été décidé de tourner en Thaïlande même, pour plus d'authenticité. La seule déficience du livre était l'absence d'une intrigue amoureuse, mais les scénaristes de l'« Universal International Pictures » ont vite pallié cette difficulté et la beauté asiatique, Mlle Ruth Jyoto, a été mêlée à l'intrigue.

Le Département d'Etat a évidemment été sollicité pour faciliter la tâche des cinéastes et on s'attendait d'autant plus à sa collaboration que le héros principal était ambassadeur. Malheureusement, la directive qui est partie de Washington en Thaïlande préconisait un accueil très réservé à cette équipe qui, selon la formule consacrée, *« devait être reçue avec la courtoisie prévue pour les businessmen en voyage »*.

Cette réticence du Département d'Etat résultait, paraît-il, de son indignation au sujet de l'amour entre l'ambassadeur et la belle Asiatique. Certaines scènes ont été considérées comme *« trop chaudes »*. De plus, le livre tout entier n'a pas paru de nature à servir les intérêts américains en Asie.

Les scénaristes ont accepté de modifier légèrement leur œuvre et de soumettre leur deuxième version au Département d'Etat, mais en même temps ils ont alerté un certain nombre de parlementaires démocrates pour se plaindre du manque de coopération de l'Administration. C'est ainsi que le sénateur Humphrey est entré en scène et est intervenu personnellement auprès de M. Herter.

Pour le moment, on attend le jugement du Département d'Etat, après seconde lecture.

MARLON BRANDO DANS « SAYONARA »
L'ambassadeur démissionnera

LIBYE

● Les Américains découvrent un concurrent au Sahara : la Libye.

NEW YORK. — *De notre correspondant particulier.*

IL y a quelques semaines, les techniciens de l'Esso Standard ont mesuré le débit d'un nouveau forage pétrolier qu'ils venaient d'effectuer à Djebel Zelten, dans le désert libyen : 17.500 barils par jour. Ils ont aussitôt baptisé ce sondage « la découverte pétrolière de l'année ».

« Un seul essai ne veut pas dire grand-chose, a déclaré le directeur du forage, *mais si la pression se maintient, nous avons sans doute découvert un des gisements les plus riches du monde. »*

La production moyenne par puits et par jour est de 13 barils aux Etats-Unis, de 233 barils au Venezuela, de 5.305 barils dans le golfe Persique. La production du gisement de Djebel Zelten ne serait dépassée que par celle de certains puits algériens, dont la capacité est estimée à 45.000 barils par jour.

« Mais ce qui séduit particulièrement les pétroliers américains dans les gisements libyens, écrit le correspondant de « U.S. News and World Report », *c'est que ce pays n'est pas affecté par la guerre qui fait rage en Algérie entre les Français et les rebelles musulmans, et que certains des puits se trouvent à moins de 200 km. de la mer. »*

Sur les quatorze compagnies pétrolières qui prospectent le désert libyen, onze sont américaines. Il y a sept mois, il n'y avait que neuf derricks sur tout le territoire libyen. Il y en a aujourd'hui seize et il y en aura vingt-cinq à la fin de l'année. En dehors de l'Esso Standard et de son forage-miracle de Djebel Zelten, quatre autres compagnies ont déjà obtenu des débits de 1.000 barils par jour, qui seraient considérés comme des trouvailles aux Etats-Unis mais qui ne sont pas considérés comme commercialement rentables étant donné les difficultés d'acheminement du pétrole. Les techniciens sont cependant convaincus qu'ils trouveront d'autres nappes d'un débit comparable à celui de Djebel Zelten.

L'invasion des techniciens américains à transformé la vie de Tripoli, de Bengazi et de toutes les autres villes libyennes. En deux ans, les salaires des Bédouins travaillant pour les pétroliers ont plus que doublé. Un chauffeur de camion qui touchait autrefois 85 dollars (42.000 francs) par mois en reçoit aujourd'hui 180 (90.000 fr.). Les prix ont fait mieux que suivre : ils ont monté si rapidement qu'à l'exception des 4.600 Libyens employés par les compagnies pétrolières, l'ensemble de la population des villes vit plus mal qu'il y a un an.

Avec les gisements libyens, les Américains tiennent enfin ce qu'ils cherchaient depuis des années : une source d'approvisionnement pour l'Europe, dont la production n'ait pas à passer par le canal de Suez ou par les pipe-lines faciles à couper du Moyen-Orient. L'absence de toute montagne dans le désert libyen favorise d'autre part l'acheminement du pétrole jusqu'à la mer.

« Le pétrole libyen, prévoit un expert américain, *sera au moins 50 % moins cher que le pétrole du Sahara français. »*

NORVÈGE

● Le mariage du dernier Rockefeller a renouvelé le thème de Cendrillon.

NEW YORK. — *De notre correspondant particulier.*

IL y a trois ans, la fille d'un épicier-poissonnier norvégien, Anne-Marie Rasmussen, 18 ans, arrivait à New York pour perfectionner sa connaissance de l'anglais et se faisait engager comme domestique dans une famille américaine. Elle était blonde, jolie, douce et gaie. L'un des fils de la maison, Steven, 20 ans, tomba amoureux d'elle. Comme elle l'était aussi de lui, il lui promit de l'épouser lorsqu'il aurait terminé son service militaire. Le mariage a eu lieu la semaine dernière dans le petit port norvégien de Soegne, ville natale de la jeune fille.

(Agip.)

LE MARIAGE DE STEVEN ROCKEFELLER (1)
Un progrès sur la fiction

Toute la presse mondiale était là. C'est que le marié s'appelait Steven Rockefeller, petit-fils de John D., fondateur du plus grand empire pétrolier du monde, et fils de Nelson A., gouverneur républicain de l'Etat de New York et candidat possible à la présidence des Etats-Unis. On pouvait donc exploiter, à propos de l'affaire, le mythe, toujours très populaire, de Cendrillon.

« Mais cette fois, écrit le « New York Herald Tribune », *la réalité représente un progrès sur la fiction. Dans les contes de fées, le père du Prince Charmant est généralement un homme égoïste et cruel qui s'oppose au mariage de son fils avec la jeune fille pauvre, si belle et intelligente soit-elle. Le gouverneur Rockefeller, lui, qui est un démocrate, a déclaré à propos du mariage : « Je suis le plus heureux des hommes, après Steven, bien entendu. »*

Il pleuvait pendant la cérémonie et les journalistes ont déterré un vieux proverbe norvégien : *« Lorsqu'il pleut sur la traîne de la mariée, les époux seront riches et auront beaucoup d'enfants. »*

Après leur voyage de noces, qu'ils effectueront aux Etats-Unis, les jeunes mariés ont l'intention de s'établir à New York. *« Il est très difficile de trouver un appartement à New York,* a dit Steven Rockefeller, *mais je crois que je me débrouillerai. »*

(1) Au second plan, de g. à dr. : Mrs Nelson Rockefeller, M. Rasmussen, Mme Rasmussen et M. Nelson Rockefeller.

Ce n'était qu'un peu de VOTRE SANG...

c'est un sourire d'enfant retrouvé !

N'hésitez pas à donner un peu de votre sang, mais faites aussi identifier votre groupe sanguin et portez toujours votre carte sur vous. De toutes façons, c'est un drame évité...

...ET C'EST UNE QUESTION DE SOLIDARITÉ !

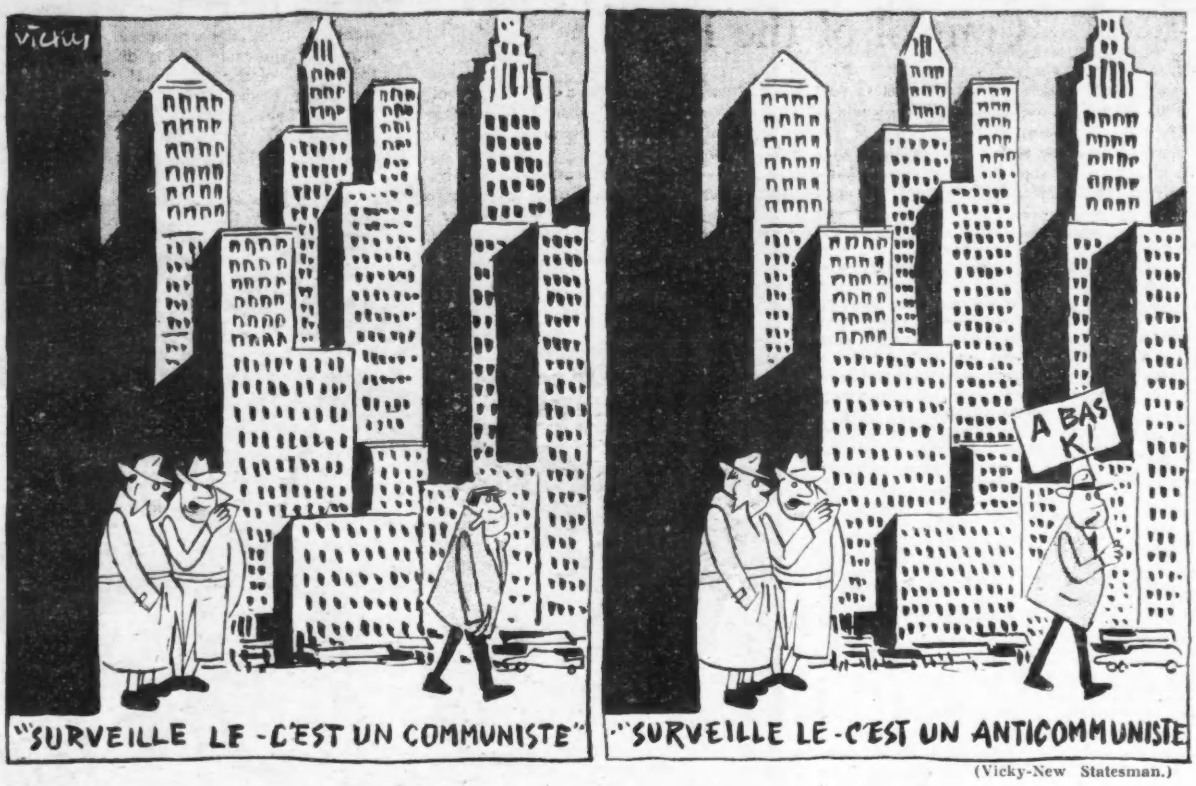
ADRESSEZ-VOUS AU CENTRE DE TRANSFUSION DE VOTRE VILLE. A PARIS : 6, R. A. CABANEL, XV[e]

ANNONCE OFFERTE AUX GRANDES CAUSES NATIONALES PAR L'EXPRESS

RÉALISATION BÉNÉVOLE DE SODICO • COMPOSITIONS GRAVURE ET GALVANOS OFFERTS PAR CLICHÉS-UNION

• СВЕТ-ЭКСПРЕСС • MUNDO-ESPRESSO • العالم - المعجل •

Des correspondants de « L'Express » dans le monde



(Vicky-New Statesman.)

ALLEMAGNE

● Dans trois ans, on pourra traverser l'Atlantique pour 25.000 fr.

BONN. — *De notre correspondant particulier.*

« *DANS trois ans, les touristes européens et américains pourront traverser l'Atlantique pour 50 dollars (25.000 francs).* » Telle est la nouvelle annoncée simultanément jeudi dernier par le président des Chantiers Navals Deutsche Werft de Hambourg et le président des Seacoach Travel Lines de New York. Les deux hommes venaient de signer un contrat de 80 milliards de francs pour la construction de deux « transatlantiques snack-bars » de 90.000 tonnes, pouvant transporter 6.000 passagers. Ceux-ci seront répartis dans 2.750 cabines climatisées, avec cabinet de toilette particulier et poste de télévision branché sur un circuit intérieur. Sur chaque navire, il y aura deux piscines, deux cinémas, une patinoire, des restaurants et des snack-bars dans lesquels les passagers pourront se nourrir aussi économiquement ou aussi coûteusement qu'ils le voudront. Le prix du billet ne comprendra pas la nourriture.

U. R. S. S.

● Le gardien de l'orthodoxie philosophique stalinienne est limogé.

MOSCOU. — *De notre correspondant particulier.*

DANS la capitale soviétique, devenue cet été le théâtre de manifestations politiques, culturelles et sportives sans précédents (l'exposition américaine, le premier festival cinématographique de Moscou et la « Spartakiade » des peuples de l'U.R.S.S. — sorte de jeux olympiques nationaux), une nouvelle de quelques lignes concernant un changement de direction au sein de la principale revue philosophique d'U.R.S.S. n'a pas suscité un intérêt particulier. Elle est pourtant de première importance.

M. MIKHAILOV
Une confidence de M. Kroutchev

L'académicien et directeur de l'Institut de Philosophie, M. Fedosséiev, était parvenu à conserver, à travers les années troubles de la déstalinisation, une position de véritable dictateur de la philosophie soviétique. Dictateur prudent, il est vrai, quelques ennuis lui ayant appris à l'époque stalinienne qu'il ne fallait jamais répondre par oui ou par non, même aux questions les plus directes. Il n'empêche que M. Fedoséiev et son équipe étaient demeurés les gardiens vigilants de l'orthodoxie stalinienne dans le domaine de la philosophie.

C'est à travers la revue « Les questions de philosophie » (« Voprossy Filossofii ») qu'ils dirigeaient leurs foudres sur les « révisionnistes ». M. Henri Lefèvre, en France, le professeur Kolakowski, en Pologne, furent longtemps leurs cibles préférées. Au cours des derniers mois, ce fut au tour des jeunes Soviétiques, qui commençaient à s'intéresser de trop près à la sociologie, de se voir remis à leur place.

> « *La sociologie* — proclamait l'académicien Fedosséiev — *est une science bourgeoise, inventée par les Américains, tandis que les marxistes ont le matérialisme historique à leur disposition pour étudier les sociétés passées et présentes.* »

Le limogeage soudain de M. Fedosséiev et de huit de ses plus proches collaborateurs est donc le présage d'un bouleversement profond dans plusieurs branches de la pensée et de la recherche scientifique en U.R.S.S. La discrétion qui l'entoure est sans doute voulue. M. Mikhaïlov, le ministre de la Culture, n'est pas un homme aux décisions spectaculaires et surtout il ne veut pas que le départ de Fedosséiev soit interprété comme une victoire des révisionnistes.

Qu'on le veuille ou non, le départ de M. Fedosséiev est pourtant un signe encourageant de la libéralisation du régime et de la montée des jeunes. Un autre événement du même ordre prouve qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène isolé.

Le nouveau rédacteur en chef de la « Litteratournaïa Gazetta », M. Smirnov, sous prétexte d'une étude sur la critique littéraire, a décidé cette semaine de faire quelques confidences sur sa rencontre récente avec M. Kroutchev au Kremlin :

> « *Nikita Sergeievitch m'a dit que lui et d'autres dirigeants du parti étaient pleinement conscients du sort terrible qui avait été fait aux hommes de lettres pendant la période du culte de la personnalité. Avec une grande émotion, j'ai écouté ces paroles venant du cœur et je me souvenais qu'en effet les années d'avant la guerre et celles qui l'ont suivie immédiatement furent terribles pour nos écrivains.* »

La conclusion à laquelle aboutit M. Smirnov est que, désormais, ni le parti ni les critiques littéraires ne doivent jouer le rôle de procureurs et de juges impitoyables et qu'ils doivent « *aider et favoriser les talents au lieu de les briser au nom d'une orthodoxie.* »

GRÈCE

● Le général Grivas effectue un repli tactique.

ATHÈNES. — *De notre correspondant particulier.*

LE général Grivas, héros de la résistance cypriote, a fermé à la fin de la semaine le « bureau politique » qu'il avait ouvert il y a environ deux mois dans une rue du centre d'Athènes. C'est une intervention directe du palais royal qui l'a amené à prendre cette décision. Il avait été convoqué, en effet, la veille par le roi Paul et reçu par un haut dignitaire de la cour qui lui avait fait part de l'inquiétude des autorités grecques devant les déclarations qu'il a faites voici quelques jours (1) pour affirmer qu'il ne reconnaissait pas la validité des accords qui ont mis fin à la lutte armée à Chypre. Si, à la suite de son entretien au palais royal, le général Grivas a accepté de fermer son bureau, il n'a pas, pour cela, accepté de se taire et ses dernières déclarations demeurent tout aussi virulentes. On pense généralement à Athènes que le général va tout faire pour compliquer la vie politique grecque, déjà fort confuse, afin d'accélérer l'évolution qui doit, espère-t-il, lui permettre de jouer le rôle d'un « de Gaulle » grec.

De nombreux observateurs politiques estiment que l'évolution inquiétante du problème cypriote peut cristalliser assez rapidement ces espoirs. En effet, on vient de découvrir à Chypre un mouvement clandestin qui annonce la reprise de la lutte armée pour le rattachement de l'île à la Grèce. En même temps, le gouvernement turc ne cache pas son intention de tirer le maximum d'avantages d'une interprétation très large des accords conclus. Aux termes d'un nouvel accord, les communes turques auront désormais le droit de créer des municipalités indépendantes à Chypre. Dans certains milieux turcs, on va même jusqu'à espérer obtenir une véritable division administrative de l'île qui conduirait tôt ou tard à une division territoriale, la partie turque de l'île pouvant être ultérieurement annexée à la Turquie.

(1) « L'Express » n° 423.

RENTRÉE DES CLASSES

Après les résultats des examens

PROBLÈMES

- **d'Orientation scolaire**
- **d'Orientation professionnelle**

CONSULTEZ LE

CENTRE DE TECHNIQUES PSYCHOLOGIQUES

23, rue du Cherche-Midi - PARIS (6e)

BAB. 06-41 et EUR. 39-49

DIPLOMATIE

Eisenhower chez M. Micawber

Après sa visite au chancelier Adenauer et avant sa prochaine rencontre avec le général de Gaulle, le président Eisenhower passe la semaine en Angleterre avec M. Macmillan. Ce séjour à Londres, entre Bonn et Paris, n'est pas un hasard du calendrier diplomatique. Paul Johnson explique ici ce que les Anglais en attendent.

La presse britannique et la France.
En attendant que « quelque chose » se produise.

DANS les conversations privées qu'il aura cette semaine avec le président Eisenhower, M. Macmillan pourra reprendre l'essentiel des arguments qu'il lui avait déjà exposés à Washington il y a quelques mois, à son retour de Russie. Rien de ce qui s'est passé depuis — et particulièrement les négociations de Genève — ne l'a conduit à modifier les grandes lignes de sa politique internationale. Au contraire, il se trouve aujourd'hui dans une bien meilleure position pour influencer la diplomatie américaine, et cela pour plusieurs raisons :

1. La mort de M. Dulles a fait disparaître le plus convaincu des stratèges de la guerre froide, et contraint M. Eisenhower à prendre personnellement la direction de la politique étrangère des Etats-Unis. Or le président est beaucoup plus proche, par tempérament et par conviction, des idées de M. Macmillan que de celles de son ancien secrétaire d'Etat.

2. Le rapport du vice-président Nixon à son retour de Moscou a confirmé le diagnostic de M. Macmillan sur les intentions soviétiques et le rôle de M. Kroutchev.

3. La conférence de Genève a prouvé — comme le sotenait M. Macmillan — que la négociation, si difficile soit-elle, était le seul moyen d'empêcher les Russes de mettre à exécution leurs menaces contre Berlin.

Une bête noire : l'Allemagne

Malgré les efforts du Dr Adenauer et du général de Gaulle, c'est le point de vue britannique qui a finalement été adopté par Washington et les Anglais voient déjà là un important succès. C'est dans le contexte de ce désaccord diplomatique entre l'Angleterre et ses alliés continentaux qu'il faut placer ce que les journaux de Paris ont appelé la « campagne anti-française » de la presse britannique.

Le Foreign Office est totalement étranger aux critiques adressées à la France par certains journaux. S'il est vrai que quatre ou cinq correspondants diplomatiques de journaux londoniens participent régulièrement à des « conférences privées » au Foreign Office, ce n'est pas d'eux que sont venues les attaques.

D'autre part, les critiques visent davantage l'Allemagne occidentale que la France. Les journaux de Lord Beaverbrook (« Daily Express », « Evening Standard », « Sunday Express ») et le travailliste « Daily Herald » sont passionnément hostiles à l'Allemagne et particulièrement au Dr Adenauer — sentiment qui est partagé à un moindre degré par tous les autres journaux à l'exception du « Daily Telegraph ». Cette hostilité ne fait que refléter celle d'une grande partie du public qui reproche aux Allemands :

1. Leur « miracle économique » qui met en danger les positions exportatrices de l'Angleterre sur les marchés d'outre-mer ;

2. Leur refus de financer l'entretien des divisions britanniques stationnées en Allemagne ;

3. L'opposition de Bonn à une conférence au sommet, que souhaitent, selon les sondages d'opinion, 80 % des Anglais.

Si la France est également critiquée, c'est que l'opinion britannique a le sentiment qu'elle a délibérément aligné sa politique étrangère sur celle de l'Allemagne pour constituer un puissant bloc franco-allemand au détriment des intérêts anglais. Les journaux citent en exemple le refus franco-allemand d'accepter le plan britannique d'accord douanier avec les Six, les efforts conjugués de MM. Couve de Murville et Von Brentano pour faire échouer les initiatives conciliatrices de M. Selwyn Lloyd, les informations selon lesquelles l'Allemagne participerait à la mise au point de la bombe atomique française. Le « Daily Herald » vient de lancer une bruyante campagne sur ce dernier point, mais tous les journaux ont publié, au cours des derniers mois, des informations dans ce sens. Les démentis officiels n'ont pas convaincu l'opinion publique qui ne pardonnerait jamais à la France d'avoir cédé aux Allemands le secret des armes nucléaires.

Il n'y a pas de sentiment anti-français en tant que tel mais le général de Gaulle, qui n'a jamais été populaire en Angleterre, déplaît de plus en plus à l'opinion. La façon dont il a volontairement « nobé » M. Macmillan lors de sa visite, et son refus (trois fois renouvelé) de se rendre à Londres ont blessé les Anglais. Même dans les milieux conservateurs traditionnellement pro-français, on entend de plus en plus souvent répéter la phrase de Churchill pendant la guerre : « Ma croix la plus lourde à porter, c'est la Croix de Lorraine ».

Têtu mais réaliste

C'est pourquoi M. Macmillan fera le maximum pour faire partager au président Eisenhower son point de vue sur l'attitude à adopter vis-à-vis des Russes. Cette attitude peut se résumer en quatre points :

1° Les Anglais admettent maintenant que la puissance militaire soviétique est au moins égale à celle de l'Alliance atlantique (ce que le Pentagone et le Département d'État niaient il y a quelques mois encore). Cela signifie qu'il faut renoncer aux notions de « refoulement » et de « négociation à partir d'une position de force ». L'Europe de l'Est restera communiste et l'Allemagne divisée pour longtemps encore. Des ajustements seront nécessaires en Extrême-Orient, mais ne pourront se faire que graduellement. Enfin, un certain contrôle des armes nucléaires et des engins spatiaux est maintenant souhaitable pour les deux camps et M. Macmillan espère que la première étape en sera un accord prochain sur l'arrêt des essais nucléaires.

2° M. Macmillan est revenu de Moscou convaincu que M. Kroutchev est le maître incontesté du Kremlin et le seul pouvant prendre des décisions importantes. Il lui a fait l'effet d'un homme têtu et sectaire mais surtout réaliste et avec qui il est possible de négocier. Des rencontres personnelles avec lui sont donc essentielles, et M. Macmillan souhaite que des conférences bilatérales ou des réunions au sommet aient lieu régulièrement.

Gagner du temps

3° Sur les problèmes fondamentaux — en particulier le problème allemand et celui de la sécurité européenne — M. Macmillan ne croit pas à la possibilité d'un accord rapide. Mais il estime que le seul moyen d'empêcher que la crise *diplomatique* de Berlin ne devienne une crise *militaire* est de continuer à négocier. Selon lui, les Russes sont prêts à tout faire pour éliminer le « cancer » de Berlin-Ouest qui ronge leur flanc, mais les discussions de Genève ont rempli leur but en les obligeant à reculer la date de leur ultimatum. L'annonce de la rencontre Kroutchev-Eisenhower a permis de gagner un nouveau délai et l'organisation d'une série de conférences au sommet pourrait reculer l'épreuve de force indéfiniment. L'attitude de M. Macmillan fait penser à celle du personnage de Dickens, M. Micawber, qui, incapable de payer ses dettes, réussissait cependant à éviter la faillite par une série d'expédients. Il n'avait aucune solution à ses problèmes mais restait convaincu que s'il réussissait à gagner assez de temps, « quelque chose se produirait ».

4° M. Macmillan ne sait pas très bien ce que ce « quelque chose » sera. Mais il est persuadé que l'élévation progressive du niveau de vie en Russie entraînera une transformation fondamentale des buts et des méthodes des dirigeants soviétiques. La prospérité et le militantisme communiste, pense-t-il, ne vont pas ensemble. Au cours des vingt prochaines années, il pense que les Russes perdront peu à peu leurs obsessions militaires et renonceront à leur prosélytisme agressif. L'évolution se fera de l'intérieur mais il estime que l'Occident pourrait l'accélérer en collaborant avec les Soviétiques sur le plan économique, notamment dans l'aide aux pays sous-développés.

Une collaboration économique

Sa seule proposition positive, pour le moment, est la création d'une agence internationale d'investissements.

Avec un capital initial d'un milliard de dollars (500 milliards de francs), l'agence pourrait consentir des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt aux pays qui ne peuvent supporter les conditions exigées pour les prêts de la Banque mondiale. Les pays les plus pauvres pourraient donc bénéficier de crédits d'investissements sans aucune condition politique. D'autre part, la contribution des nations les plus développées ne serait pas en monnaies convertibles mais en monnaie locale, devant être utilisée pour l'achat de biens et de services dans les pays créditeurs.

Ce système lèverait la principale objection faite par les Russes à leur participation à un organisme de financement international.

M. Macmillan envisage un avenir dans lequel la Russie, au lieu de chercher à obtenir l'allégeance des pays non engagés par des « dons » économiques, participera avec l'Occident, pour prendre un exemple, au financement du prochain plan quinquennal indien. De cette façon, les disparités économiques internationales qui sont la cause réelle des tensions entre l'Est et l'Ouest disparaîtront progressivement, ainsi que les rivalités militaires qu'elles avaient engendrées.

PAUL JOHNSON.

IV. - « OBSESSION » *par Boileau et Narcejac*

ANDRE AMEUIL jeta sa serviette, ses gants, son chapeau sur le canapé de l'antichambre. Claqué. Il était claqué. Par la faute de cet idiot de Fayolles, l'affaire du super-market allait lui filer entre les doigts. Et si son groupe n'enlevait pas l'adjudication des nouveaux abattoirs !... Accablé, il entra dans le salon, se laissa tomber dans un fauteuil. Les journaux du soir l'attendaient, sur une table basse. Mais il n'avait aucune envie de partager les angoisses du monde. Ses propres soucis lui suffisaient, et ils étaient de taille. Il essaya de se relaxer, comme disait Claire, qui voulait lui enseigner le yoga. Mais il se moquait bien de sa ligne ! Deux cents millions sur le tapis ! Et ce Fayolles qui faisait une poussée de scrupules ! Bon Dieu ! On n'inventerait donc pas une pénicilline contre les atermoiements, les doutes et les dérobades !

Il se calma un peu. Si tout marchait bien — et rien n'était perdu — il achèterait un Aubusson. Cela manquait. Le reste n'était pas mal. Rien que dans ce salon, il y avait au bas mot pour 60 millions de meubles, de toiles, de bibelots... Il vivait parmi les preuves de sa chance. Chaque objet était un clin d'œil de la Fortune. Il gagnerait encore cette bataille, voyons ! Il avait tort de céder au découragement. Et soudain, il fronça les sourcils... Ah ça ! Est-ce qu'il rêvait ? Il se leva, traversa lentement le salon, s'arrêta devant la vitrine, à gauche de la double porte qui ouvrait sur la salle à manger. Incroyable !... Il fit trois pas en arrière, pour mieux voir l'autre vitrine, celle de droite... C'était trop fort !

La porte d'entrée se referma.

— Claire... C'est toi, Claire ?

La jeune femme apparut, souple, soyeuse, parfumée.

— *Excuse-moi, chéri ! Je suis un peu en retard... Eh bien, qu'est-ce que tu as ?*

— Viens un peu ici... Tu ne remarques rien ? Non ?... Ça ne te saute pas aux yeux ?... Les vitrines...

— *Ah ! par exemple...*

— Alors, ce n'est pas toi ?...

— *Non, ce n'est pas moi... Pourquoi aurais-tu voulu que...*

— En tout cas, ce n'est pas moi non plus ! Je rentre à l'instant et voilà ce que je découvre. Pourtant, j'ai interdit...

Ameuil appuya sur une sonnette.

— C'est sûrement Marguerite. Je vais la balancer, ça ne va pas faire un pli ! On n'a pas idée !...

— *Allons, allons,* dit Claire. *Pense un peu à moi, veux-tu ?... Et puis, dans le fond, ce n'est pas plus mal. L'effet est même plus joli...*

— Peut-être, fit Ameuil. Mais ce n'est pas à la bonne d'en décider !

Il sonna encore une fois, longuement.

— Quelle gourde, cette fille !

— *Laisse-lui le temps d'arriver,* dit Claire. *Je ne t'ai jamais vu comme ça, mon pauvre André ! Il n'y a pas de quoi fouetter un chat.*

— Et si elle avait cassé quelque chose, hein ? La verseuse, tu sais combien elle vaut, maintenant ? Et le vase japonais ?

— *Oui... Bon... D'accord... Mais rien n'a été cassé...*

Marguerite frappa.

— *Madame a sonné ?*

— Approchez, Marguerite, dit Ameuil, d'un ton raide. Regardez... là... les vitrines...

— *Oui, monsieur.*

— Eh bien ?

Marguerite réfléchissait intensément.

— Alors, Marguerite ? dit Claire.

— *Ma foi, madame, je ne m'y connais guère, mais je trouve que c'est aussi bien qu'avant.*

— Mais, bon sang, s'écria Ameuil, je ne vous demande pas votre avis ! Je vous demande pourquoi vous avez fait ça ?

— *Je n'ai rien fait,* protesta Marguerite.

— Comment... Le bouddha et les statuettes étaient dans la vitrine de gauche et les porcelaines de Worcester dans celle de droite. Et maintenant c'est le contraire !

— *Je n'y ai pas touché,* affirma solennellement Marguerite.

— *Dites-nous la vérité,* intervint Claire. *Vous comprenez, ces bibelots ont une très grande valeur. Ce sont des pièces irremplaçables... Personne ne doit ouvrir les vitrines.*

— *Je vous jure, madame...*

Les sanglots étouffèrent Marguerite, tandis que Claire et son mari échangeaient un regard troublé.

— Quand j'ai pris mon café, à 2 heures, dit Ameuil, tout était en place. J'en suis sûr. J'ai même admiré la jardinière bleue. C'est un placement extraordinaire.

— *Je suis sortie en même temps que toi,* dit Claire.

Ameuil se tourna vers Marguerite.

— Calmez-vous un peu. Où étiez vous, cet après-midi ?

— *Ici, monsieur. Après la vaisselle, j'ai lavé tout le temps, dans la salle de bains.*

— Il n'est venu personne ?

— *Non, monsieur... Ah si ! une petite sœur des pauvres qui quêtait.*

— Elle est entrée ?

— *Non.*

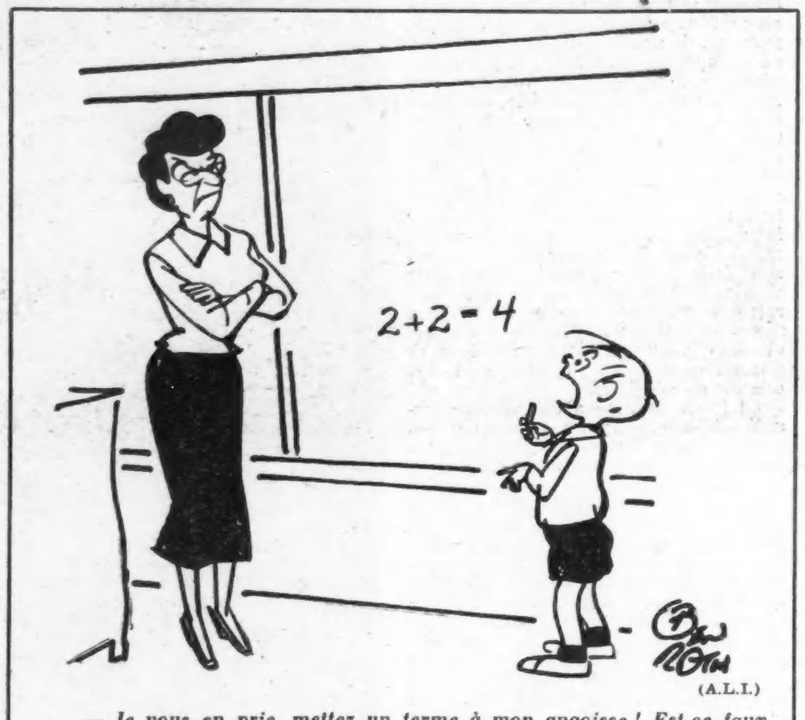
— *Qu'est-ce que tu vas chercher ?* fit Claire, excédée.

— C'est bon, dit Ameuil. Vous pouvez disposer.

— *Elle a bien des défauts,* murmura Claire après le départ de Marguerite, *mais elle n'est pas menteuse.*

— Enfin, ces objets n'ont pas changé de vitrine tout seuls, non ? Alors ?

— *Qu'est-ce que ça peut faire ?* dit Claire ? *Il n'y a qu'à les remettre en place, un point c'est tout.*



(A.L.I.)

— *Je vous en prie, mettez un terme à mon angoisse ! Est-ce faux ou exact ?*

— Non ! Surtout pas ! Ils sont bien comme ça... Ce qui m'embête, c'est de savoir qu'on entre ici comme dans un moulin.

— *Mais personne n'est entré !*

— Ah ! toi, tu es magnifique ! Personne n'est entré ! Le bouddha s'est promené d'une vitrine à l'autre et tu trouves cela normal ?

— *Bon, il s'est promené... Viens dîner. Tu sais que les Delmet viennent à 9 heures faire un bridge ?...*

Ils passèrent dans la salle à manger et Ameuil déplia lentement sa serviette.

— Quelqu'un est forcément venu, dit-il.

Marguerite apporta le potage et Claire servit son mari qui rêvait.

— *Tu sais,* dit-elle, *ces trucs d'autrefois, c'est mystérieux.*

— Quels trucs ?

— *Eh bien, ce bouddha, par exemple... On raconte des choses tellement bizarres sur ces statues d'Orient.*

— Je vois très bien le bouddha en train de déménager les vitrines, opina Ameuil.

— *Oh ! et puis tu m'agaces,* conclut Claire.

Au poisson, Ameuil rompit le silence :

— Qu'on soit entré, je l'admets... Je ne le comprends pas ; mais je l'admets... Ce que je n'admets pas, c'est qu'un inconnu s'amuse à changer de place ces bibelots...

— *Ecoute, mon petit André...*

— Non. Il n'y a pas de petit André ! C'est grave, ce que je dis... Te vois-tu allant chez quelqu'un pour le seul plaisir de mettre sur le piano ce qui est sur la cheminée, et réciproquement ?

— *Comment ça, réciproquement ?*

— Ne te fatigue pas, soupira Ameuil. J'ai bien tort de... Seulement, moi, je sens que c'est un signe. Peut-être une menace. Demain, on viendra fouiller dans mon bureau, dans mes papiers... Il n'y a pas de raison...

— *Mais d'abord,* dit Claire, *est-ce que tu es bien sûr de ne pas te tromper ?*

Ameuil posa sa fourchette et examina sa femme.

— Marguerite a constaté comme nous, remarqua-t-il. C'est une preuve, ça !

— *Ce n'est pas ce que je veux dire. Après ton café, tu as sûrement dormi. Ne proteste pas ! J'en suis certaine ! Tu digères mal et tu ne veux pas m'écouter.*

— Et alors ?

— *Alors, tu as changé toi-même de place les bibelots. Ça existe, le somnambulisme !*

Ameuil repoussa sa chaise et se leva.

— *Chéri,* dit Claire, *ne te fâche pas. J'essaye de t'aider.*

— Merci.

Il revint dans le salon, alluma une cigarette et, du milieu de la pièce, observa les vitrines. Mais il ne voyait ni les jades, ni les délicates porcelaines aux tons d'aquarelle. *ON* savait qu'il avait acheté ces pièces — une vraie folie — après l'affaire des restaurants universitaires ; *ON* savait qu'il allait traiter l'affaire des abattoirs. *ON* avait trouvé ce moyen subtil de l'avertir. *ON* cherchait à l'impressionner, à l'écœurer.

Il ferma les yeux et respira profondément. Non ! C'était ridicule !... Quoi ! Un homme de sa trempe !... Pourtant...

Il sortit de la vitrine le lourd bouddha qui, les paupières closes, souriait à ses pensées secrètes. Il avait l'impression de tenir un ennemi dans ses mains. Il sentait qu'il était peut-être au bout de sa chance...

Quand les Delmet arrivèrent, il prit à part Lucien, un vieil ami de lycée, maintenant psychiatre, et l'emmena dans son bureau.

— J'ai quelque chose à te confier... Dans ton métier, tu dois en voir, des farfelus...

— *Ça, tu peux le dire ! La semaine dernière encore... Un pauvre type qui n'arrivait pas à compter correctement jusqu'à dix...*

— Rassure-toi. Je n'en suis pas là ! Mais je suis bien empoisonné...

Et il lui raconta l'incident des vitrines. Delmet, un verre de fine au poing, l'écoutait attentivement.

— La première idée qui vient à l'esprit, conclut Ameuil en se forçant à rire, c'est qu'il suffit de changer les serrures. Il y a longtemps, d'ailleurs, que j'aurais dû le faire. Avec mes collections, je n'ai même pas un verrou de sûreté.

— *La question n'est pas là,* dit le psychiatre. *C'est ta réaction qui me semble curieuse. D'abord, ta manie de ne jamais toucher à ces bibelots est fort suggestive... On dirait que tu y attaches une importance superstitieuse... Et puis ton anxiété en ce moment... car tu es en pleine obsession, c'est visible... Tu dors bien ?*

— Comme ça...

— *Hum... Les affaires ?*

— Difficiles... mais je n'ai pas à me plaindre.

— *Passe donc me voir demain. Je procéderai à un petit examen. Je ne voudrais pas t'inquiéter, mon vieux, mais tu es un type à suivre.*

— Enfin quoi... On s'est introduit chez moi, c'est évident.

— *Tu sais... le sentiment de l'évidence...* fit le psychiatre avec une moue dégoûtée... *c'est peut-être ce qui est le plus difficile à guérir.*

★

Ici s'arrête pour aujourd'hui le récit de Boileau-Narcejac. Il y manque vingt lignes. Quelle est la conclusion logique de ce mystère ?

1) *André Ameuil est-il un malade ?*
2) *Sinon, que s'est-il passé chez lui ?*

A vous de jouer et de nous envoyer votre explication.

Si elle est conforme à celle des auteurs, que nous publierons dans notre prochain numéro, vous recevrez deux microsillons long-playing ou deux volumes de la collection de la Pléiade, à votre choix.

Les réponses devront être adressées à « L'Express », Service Jeux, 91, Champs-Elysées, avant le mercredi 2 septembre à midi.

En page 2, les noms des gagnants de la deuxième épreuve.

SOLUTION DE « NÉVROSE » (III)

Nous proposions la semaine dernière à nos lecteurs amateurs d'énigmes de trouver la solution logique de la nouvelle intitulée « Névrose », la troisième écrite pour eux par Boileau et Narcejac, que nous avions publiée amputée de ses vingt lignes de conclusion. Voici la clé de l'énigme, telle que l'avaient rédigée Boileau et Narcejac :

Françoise trouva, le soir, sa mère derrière la porte.

— Chut ! ne fais pas de bruit. Ton père est un peu souffrant. Heureusement que le voisin d'en bas, tu sais, celui des maladies mentales, a bien voulu s'occuper de lui. Pour avoir un médecin, le dimanche !... Un homme charmant ! Il m'a tout de suite rassurée... C'est surtout ton frère qui m'inquiète. Entre ici... Ma pauvre petite, ce matin, Raymond a voulu m'emprunter de l'argent pour jouer aux courses. Et tu sais combien il exigeait ? Cent mille francs... Chut !... Un tuyau absolument sûr. Moi, je n'y connais rien, mais de toute façon j'aurais refusé, tu penses... Il a bien changé, Raymond. Il dit que les autres ont tout l'argent qu'ils veulent... Sur le moment, je ne me suis pas méfiée, et puis, dès qu'il a été parti, j'ai songé à l'argent, dans le secrétaire... Eh bien ! Raymond, pendant que son père était à l'église, avait emprunté cent mille francs... J'étais folle... Vite, j'ai préparé une liasse de billets pris sur mon argent personnel et je l'ai glissée dans le secrétaire. Le pauvre ami est revenu et la journée s'est passée normalement. Il était un peu fatigué, mais sans plus. Moi, je guettais Raymond, tu peux croire. Il est rentré vers six heures, tout fier de son coup. Il avait gagné. Et tu sais ce qu'il m'a dit : « Pas besoin d'en faire un drame. Je viens de remettre le fric dans le tiroir. » Voilà comment il est, maintenant ! Alors, comme ton père allait faire une course, j'ai récupéré mes cent mille francs. Voilà.

— Ça boume ! dit Françoise. Du moment que le paternel ne s'est aperçu de rien, c'est l'essentiel, pas ?

BOILEAU-NARCEJAC.

Nous publierons la semaine prochaine les noms des participants à notre jeu qui nous auront envoyé une réponse conforme à cette explication.

CONTRE-EXPERTISE

Jouhandeau, roi du strip-tease

● *71 ans, 89 livres, Marcel Jouhandeau succède à Gide sur la scène de la comédie littéraire parisienne. Robert Kanters l'a lu et relu pour vous.*

IL y a toujours eu du je ne sais quoi en M. Marcel Jouhandeau, peut-être parce que personne dans la littérature et dans le monde ne porte avec autant d'ostentation et de complaisance les marques de la double nature de l'homme : l'ange et la bête. Il a des allures de prêtre, mais de mauvais prêtre, un style d'écrivain, mais de grand écrivain. Il a soixante et onze ans depuis quelques jours (le 28 juillet) et si nous en croyons sa dernière bibliographie, quatre-vingt-neuf livres derrière lui (1). Longtemps écrivain méconnu de première classe, bonheur des *happy few*, il est devenu, surtout depuis la mort d'André Gide, un personnage de premier plan de la comédie littéraire parisienne beaucoup plus qu'un auteur à gros tirages ou à grande audience (il n'est pratiquement pas traduit). Le monde le contemple certes avec moins d'attention qu'il n'en porte à se contempler lui-même, mais cette œuvre considérable, irritante et passionnante, mérite qu'on y regarde à deux fois.

Peu ou pas d'événements dans cette vie : son enfance se passe à la fin du siècle dernier à Guéret, entre la boulangerie de sa grand-mère et la boucherie de ses parents. Il monte à Paris à vingt ans, continu: de vagues études, écrit déjà beaucoup, se promène dans la ville avec une mine de sacristain endimanché. En 1912 il entre comme professeur de sixième (latin et français) au pensionnat Saint-Jean de Passy et il y restera trente-sept ans. Il passe la guerre comme secrétaire du capitaine trésorier au 78e régiment d'infanterie à Guéret. En 1921, Gallimard pub.ie son rremier livre « La Jeunesse de Théophile ». Le 4 juin 1929, il épouse à Saint-Honoré d'Eylau une ancienne danseuse, ancienne amie entre autres de Charles Dullin, Elisabeth Toulemon. Il en fera dans de trop nombreux livres Elise, sa muse et sa Némésis. Depuis dix ans, il a abandonné l'enseignement pour cultiver uniquement dans sa petite maison proche de la porte Maillot la littérature et les scènes de ménage. Guéret rebaptisé Chaminadour, Elise et lui-même sont les trois sources de l'œuvre.

Une monstruosité monotone

Un petit monde d'autrefois, une petite ville française vue et encore plus sentie de l'intérieur, ressuscitée avec un art d'écrire incomparable, c'est cela l'admirable premier aspect de l'œuvre de M. Marcel Jouhandeau. De ses souvenirs d'enfance, des confidences et des lettres de sa mère, il a distillé dans de courts romans, des nouvelles, de simples recueils d'anecdotes un élixir d'une abominable indiscrétion et d'une vérité corrosive. Tite le Long, Clodomir l'assassin, Prudence Hautechaume, les Pincengrain, les Kraquelin, les Pô, le président de Cocile et bien d'autres figures passent de livre en livre, ou n'apparaissent qu'une fois et ne se laissent plus oublier. Ils incarnent grandeurs et misères, vices et passions. Ils sont exemplaires. Ils le sont même un peu trop. N'ayant pas grand-chose à dire des autres, dès sa jeunesse M. Jouhandeau a choisi de le dire gravement. Il pousse donc ses personnages à l'extrême, à la démesure, à l'absurde, en donnant un coup de pouce à la phrase sinon à l'anecdote. Ce professeur de latin aime parfois un peu trop la phrase articulée et désarticulée qui ne livre le dernier secret des passions qu'au dernier repli de l'analyse logique. Imaginez la chaisière de Bossuet racontant les petites histoires locales avec les accents de l'Aigle de Meaux. Avec un art souverain d'ailleurs, M. Jouhandeau manie la rhétorique de la grandeur sans jamais tomber dans la grandiloquence. Mais à la longue, pour ne pas flotter dans les amples draperies de la période, les personnages donnent l'impression de se gonfler, de prendre une bosse ici, du ventre là, de grossir leurs passions jusqu'à une monstruosité un peu monotone. Balzac aussi force le trait, et son père Goriot est difforme à force d'avoir la bosse de la paternité : mais Chaminadour n'est pas une fresque, c'est une comédie humaine de chevalet où la constance dans l'excès finit par oppresser, un peu comme dans les toiles de ce Brueghel qu'on appelle parfois Brueghel d'enfer.

Ame meurtrie, âme légère

Et voici le maître mot prononcé. M. Marcel Jouhandeau ne dédaigne pas d'être comparé à ce diable boiteux qui soulevait les toits des maisons pour voir ce qui se passait à l'intérieur, mais on sent bien qu'il aspire secrètement à un rang beaucoup plus honorable dans la hiérarchie démoniaque. Il a été élevé par les siens pieusement, mais sans bigoterie. C'est-à-dire que ce qu'il entre en effet de bigot dans son caractère et dans sa démarche, l'enfant se l'est donné de lui-même. Troublé plus qu'il ne peut et ne veut encore se l'avouer par les garçons, de douze à dix-sept ans il fait sa compagnie ordinaire de femmes pieuses et d'une piété quelque peu inquiétante : une jeune fille, ancienne carmélite, puis une femme mûre, mystique, autoritaire et baroque, qui, ne pouvant être prêtre elle-même, rêvait de faire du jeune Marcel son prêtre par procuration. Il fallut l'intervention de l'archiprêtre de Guéret pour faire cesser cette influence redoutable, mais à plus de dix-sept ans les jeux sont faits et le mal aussi : dans toute sa vie et dans toute son œuvre littéraire M. Marcel Jouhandeau allait apporter une sensibilité de défroqué, et d'un défroqué dont la foi allait pourrir lentement en dégageant des odeurs de sacristie.

Le jeune homme a été pénétré jusqu'à la moelle par la pompe des offices, par la beauté des textes et des dogmes, par la vision sublime que le christianisme propose de la destinée humaine et du salut. Pour lui qui a sincèrement le goût de ce qui est grand, qui se persuade spontanément que le ciel et l'enfer s'intéressent au moindre mouvement de la sensibilité, le système de référence du catholicisme prend une valeur incomparable. Mais il n'est pas prêtre, il ne le sera jamais, et le goût le plus profond de sa nature, le goût des garçons, auquel il sacrifie bientôt, le rejette soudain à une distance horrible du sacrifice divin. Alors, l'âme meurtrie, puis l'âme de plus en plus légère, il commence à faire joujou avec ce qui n'est plus qu'un langage de la grandeur.

Elise : la grande invention

On raconte avec prédilection et non sans respect des histoires religieuses et de dévotes; on se réfère avec complaisance à l'Ecriture, aux textes liturgiques, aux auteurs sacrés ; et puis on revient toujours aux pieuses et profondes impressions de la première jeunesse. Mais on en arrive à citer l'Ecriture à propos de bottes, à réciter le *De profundis* ou le *Dies Irae* comme enjeu d'un pari conjugal ; puis on dédaigne de moins en moins ce qui donne un petit piment de blasphème ou de sacrilège au train-train de la vie quotidienne porte Maillot ou au grand jeu des passions de Sodome. On flirte avec le diable, on cultive l'hérésie de salon sous le regard complaisant de quelques ecclésiastiques mondains, ou demi-mondains.

Mais tout cela n'a plus beaucoup d'importance. Le vieil homme, pour faire le beau, fait le Gide : « Sans être du tout hostile à l'essence du christianisme, je m'en suis détaché, à mesure que j'ai conquis un équilibre intérieur qui me semble étranger à une religion, faite comme exprès pour maintenir l'âme dans un état de crises et de contradictions perpétuelles », écrit-il dans son dernier livre, « L'Eternel Procès ». Que signifient alors ces recueils de réflexions, ces grands essais sur des thèmes moraux qui composent une partie importante de son œuvre ? Pas grand-chose en dehors de leur valeur autobiographique comme témoignages de crises intérieures passées ou esquivées. S'il a écrit une « Algèbre des Valeurs morales », c'est parce que tout au fond les valeurs morales pour lui sont toujours des inconnues. Il parle de l'abjection et de la grandeur, mais en fait son curieux système repose tout entier sur l'idée d'intensité. Ceux qui vont jusqu'au bout de leurs forces ou de leurs faiblesses, de leurs vices ou de leurs vertus, ceux-là sont indistinctement de « grandes » âmes. Parce que Dieu vomit les tièdes, notre bon apôtre feint de croire qu'il n'est pas d'autre mal que la tiédeur et il réconcilie gaillardement grands saints et grands pécheurs. Algèbre un peu puérile où c'est le plus gros chiffre qui est toujours la solution de l'équation quel que soit son signe et quelle que soit la question posée. En fait, cette morale, nous la reconnaissons, c'est la projection de sa rhétorique. Son goût des grands mots et de la pompe oratoire, sa façon d'habiller d'une manière splendide les moindres incidents de sa vie domestique et de celle des autres, il en fait une sorte de valeur absolue, et même la seule valeur absolue. Mais ce n'est qu'une manière d'élever la voix, et on se demande parfois si cette œuvre abondante ne se dessinera pas un jour sur le ciel comme la carcasse d'une ruine géante et inhabit.e.

Pas tout à fait, car son œuvre, M. Marcel Jouhandeau l'habite jusque dans ses extrémités, et le monde ne lui est qu'une occasion de se manifester par réaction. Et il a ainsi deux « réacteurs » de prédilection, la femme qu'il a épousée et l'homme qu'à tel ou tel moment, il aime. Elise a été la grande invention de M. Jouhandeau, au sens fort du terme, c'est à la publication des « Chroniques Maritales » (1938 et 1943) qu'il doit le meilleur de sa gloire auprès du grand public et il a exploité cette veine sans vergogne dans une dizaine d'ouvrages, tandis que, pudeur de femme ou prudence d'éditeur, Elise Jouhandeau arrêtait la publication de son autobiographie avant la période croustilleuse. Avec une patience d'entomologiste, touche par touche, M. Jouhandeau a peint sa femme, excentrique, égoïste, avare, d'une mesquinerie sans bornes, d'une jalousie sans raisons. Portrait effroyable d'une mégère sans commune mesure avec rien en face du malheureux et généreux époux, martyr masochiste de la foi conjugale. Sur le mariage dans notre société, vu à la loupe, on n'a peut-être jamais rien écrit de plus fort et de plus cocasse. De cette relation entre l'homme et la femme dont Chardonne extrait de la tisane, M. Jouhandeau fait jaillir une fontaine de vinaigre et d'amertume, et cela crie de vérité en même temps que de dégoût. On est un peu gêné pour parler avec précision de ces livres où, avec une impudeur qui touche à la muflerie, l'auteur ne nous fait grâce d'aucun détail intime, d'aucune réaction basse ou dégoûtante de sa femme, d'aucune réflexion sordide ou venimeuse d'elle ou de lui. Mais enfin une telle confession en partie double, dans sa cruauté, dans sa nudité, manquerait à notre littérature. Le malheur c'est que maintenant M. Jouhandeau confesse sa femme et se confesse en public tous les trois mois. Les premiers volumes de « Chroniques Maritales » publiés avec fracas, il est bien évident que le reste devient factice, que la brave Elise ne peut plus faire une scène sans penser au chapitre où le fils du boucher la pendra à un croc... A qui donc M. François Mauriac pensait-il quand, dans ses « Mémoires intérieurs », il nous conseillait d'observer les épigones d'André Gide « *lorsqu'ils étendent sur la place publique la descente de lit râpée de leur alcôve et qu'ils recommencent indéfiniment leur hideux et morne numéro conjugal* » ? Rien de plus morne, en effet, que cet « Eternel Procès » qui vient

ELISE JOUHANDEAU ET SA FILLE ADOPTIVE
« 10.000 *francs par mois de bénéfice* ».

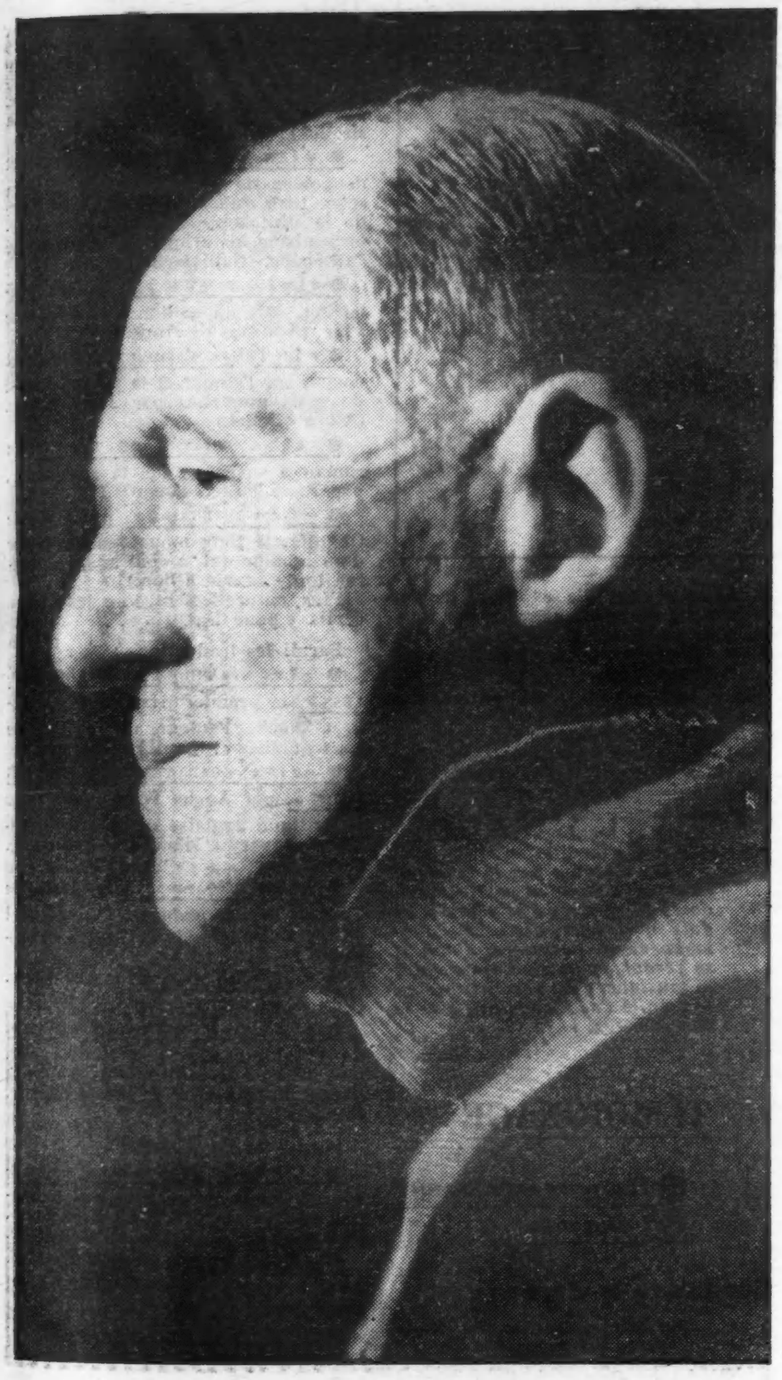
(1) Les deux derniers : « L'Eternel procès » (Gallimard, 284 pages, 900 francs). « L'Ecole des Filles » (en cours de publication dans la « Nouvelle Revue Française »).

de paraître, débats lugubres à force d'être monotones, éclairés de la même lumière sordide et truquée. Il est vrai que pour faire recette, la troupe s'enrichira d'un nouveau personnage dans le prochain volume, une fillette de l'Assistance adoptée par le couple, Céline. Et si les lignes où il parle des dix mille francs par mois de bénéfice net qu'Elise réalise dans cette opération tombent sous les yeux de l'enfant, est-ce que M. Jouhandeau méritera un autre nom que celui de misérable ?

Un secret capital

En fait, pour en venir au drame central de toute l'œuvre, cette « Ecole des Filles » intéresse moins notre auteur que cette « Ecole des Garçons », curieux « roman » épistolaire qu'un long chant de souffrance et d'amour pour réveiller Endymion. La littérature d'aujourd'hui doit peut-être ses plus belles scènes de la vie provinciale et ses plus belles scènes de la vie conjugale à un homme que ses goûts les plus intimes mettent au ban de la province comme au ban du mariage.

Plus exactement, toute l'œuvre de M. Marcel Jouhandeau apparaît comme une confession différée d'un unique mais capital secret. En racontant les mœurs souvent étranges des habitants de Chaminadour, en évoquant ses premières années parisiennes et certaines de ses relations dans le cycle de M. Godeau ou dans celui d'« Opales », en nous faisant entrer avec Elise dans l'enfer des arts ménagers, M. Jouhandeau met progressivement son cœur à nu. Il est un roi du « strip-tease » puisque ce déshabillage moral, avec ses lenteurs calculées, dure depuis près de quarante ans. L'homosexuel se voit dans son miroir et dans sa conscience comme un homme comme les autres. Mais en même temps la société le persuade qu'il est anormal, qu'il porte sa bosse ou sa boiterie à l'intérieur. Il ne peut donc parvenir à la vérité, qu'il aime autant et plus que les autres, que par l'aveu. Il lui faut dire qui il est, puisque cela ne se voit pas, et ainsi il sera estimé, aimé pour lui-même, ainsi peut-être il échappera à la solitude où il croit, par erreur, que c'est son secret et non son anomalie qui l'enferme à double tour. Et en même temps avec son « orgueil infernal » comme dit M. Sartre (dans les subtiles analyses de Jouhandeau, pages 201-218 de « Saint Genêt » où il me paraît cependant prendre trop au sérieux le catholicisme de notre auteur), M. Godeau-Jouhandeau se donne l'impression de s'installer non seulement dans la vérité, mais dans la souveraineté, et finalement d'être comme le serpent le lui avait promis dès le premier jour, « comme des dieux ».



MARCEL JOUHANDEAU
« Pour faire le beau, il fait le Gide »

qu'il a publié il y a quelques années. Le drame de la vie conjugale de Marcel et d'Elise, c'est que Marcel aime les garçons, n'en fait pas mystère, au contraire, et exploite littérairement ses bonnes fortunes masculines avec autant d'insistance et de calme impudeur que ses mésaventures domestiques. Et déjà le secret des livres difficiles, contournés, où M. Jouhandeau se peignait lui-même sous le nom de M. Godeau et exposait ses difficultés à devenir Dieu ou à devenir mari, ce secret était le même : au commencement, il y a une grande passion, la seule peut-être que ce bavard, cet exhibitionniste par narcissisme ait traitée avec quelque réserve, un grand amour pour un garçon qu'il nomme Bouche d'Ivoire. Et même avant, Jouhandeau étudiant avait accroché au mur de sa chambre une reproduction de l'« Endymion endormi » de Girodet. Les quatre-vingt-neuf volumes de cette œuvre ne sont finalement

Cette lente conquête de la vérité, cet émouvant effort pour se restituer soi-même malgré le poids de tous les interdits religieux et sociaux, cet effort pour gagner en appel le procès des monstres innocents et reprendre une fois de plus la prière de Baudelaire qui devrait être notre prière : « *Seigneur, ayez pitié, ayez pitié des fous et des folles ! O Créateur ! peut-il exister des monstres aux yeux de Celui-là seul qui sait pourquoi ils existent, comment ils se sont faits et comment ils auraient pu ne pas se faire ?* » — c'est tout cela qui fait de M. Marcel Jouhandeau un grand écrivain.

Et s'il fallait préparer un « Jouhandeau portable » comme les éditeurs américains ont préparé « the portable James Joyce » ou « the portable Henry James », je le ferais avec amour, et j'y mettrais beaucoup de choses : les premières « Chroniques Maritales », les contes les plus achevés de la période de Chaminadour (peut-être ceux du r[illegible] « Le Sa[illegible] »), les pages les plus brûlantes de « De l'Abjection », ce petit livre « de feu et de larmes » comme dit M. Julien Green, et bien des pages aussi du mémorialiste et du moraliste.

La galerie des obsédés

Mais il y a un point où s'arrête l'aveu, parce que tout est dit, et où l'écrivain classique sait qu'il doit s'arrêter par respect de son art plus encore que de son lecteur. Et il y a un point (difficile à préciser, je le sais bien) où le strip-tease tourne au tableau vivant, où la statue s'anime pour faire du cinéma cochon. C'est ce point que M. Marcel Jouhandeau dépasse, hélas ! de plus en plus.

Comme il parlait mieux de sa passion quand il écrivait « De l'Abjection » que dans certaines pages abjectes de son « Ecole des Garçons » où avec une sorte d'exhibitionnisme sénile, il se fait écrire par son jeune amant des choses comme « *quand j'ai senti que tu pâmais, l'autre soir, dans mes bras, j'ai eu peur de te faire mourir sous ma caresse brutale...* » (p. 239). Et comme elles sont pénibles encore une fois ces scènes toujours montées et répétées entre Elise et lui. Ou plutôt, est-ce que le cycle ne se ferme pas ? Ces histoires de crucifix promenés d'une pièce à l'autre au gré des querelles, ces incongruités d'Elise qui fait ses petits besoins dans une écuelle à côté de son fourneau, ces grotesques disputes où le vieillard crie à la vieillarde : « *Excepté ma chair, je ne t'ai rien repris* », nous avons déjà lu tout cela, et nous l'avons lu dans les anciens livres de M. Jouhandeau, ceux qui racontaient les histoires outrées, démesurées des habitants de Chaminadour. Jouhandeau rentre dans sa création, il revient au pays de son enfance, comme s'il voulait nous faire craindre de voir un jour le grand écrivain qu'il est prendre sa place dans la galerie des obsédés terribles ou doucement baveux dont il est le Créateur.

ROBERT KANTERS.

RJ
Vient de paraître...
JULLIARD

Nora COSTE
Le nombre d'or

Ce roman qui paraît en librairie pourrait aussi s'appeler : « LE ROMAN D'UNE COMEDIENNE », ou encore « LE ROMAN D'UNE REUSSITE PARISIENNE ». Dans le vigoureux portrait qu'elle a fait de son héroïne, NORA COSTE a voulu montrer l'envers du théâtre, et l'envers de la gloire. Nelly Damien en effet sacrifie tout à sa vocation. Nous la quittons riche et comblée, mais nous savons quelles ont été ses faiblesses, quelle est son angoisse, ce qu'elle peut attendre encore de la vie. Ce portrait s'accompagne d'un contexte étincelant sur la vie parisienne, les gens « connus », leur langage, leurs ridicules. Voici un livre qui fera parler.

Nadine BERTHIER
La vie à l'envers

On dit aux enfants qu'ils sont heureux d'être des enfants et que le temps des soucis viendra plus tard. « LA VIE A L'ENVERS » que nous conte, dans ce premier roman qui vient de paraître, Nadine BERTHIER, est marqué par trois drames. La petite fille dont elle trace le portrait assiste à la déportation de son père, au départ de son meilleur ami, à la mort de l'homme qu'elle aurait pu aimer. Cette âme pourrait se replier sur elle-même, mais l'épanouissement silencieux dans la douleur d'un être d'exception est conté ici avec une pudeur et un tact, une absence de recherche d'effet, et au contraire une exactitude psychologique qui forcent l'admiration et bouleversent celui qui se penche avec l'auteur sur cette âme de femme.

JULLIARD

ROMANS

● ***Chacun meurt toujours pour soi.***

Agonie de la chasse

par Gerd Gaiser
Arthaud, 316 pages, 1.200 fr.

La Jeune Femme

par Claude Besnault
Gallimard, 217 pages, 700 fr.

Il est curieux de lire à la suite deux livres de guerre qui considèrent les hostilités d'un point de vue aussi diamétralement opposé.

Le premier est écrit par un des meilleurs romanciers allemands de la jeune génération et montre un aviateur qui juge la situation d'une hauteur de plusieurs milliers de mètres, combat en équipe, et dont la vie dépend non seulement d'une machine mais aussi d'un ensemble technique « colossal » puisque en définitive son sort est scellé par la supériorité d'une industrie sur une autre, d'une masse d'avions sur une masse moindre.

Le deuxième est écrit par une Française, une résistante coupée de son réseau, qui vit son expérience à ras de terre, solitairement, et aussi subjectivement qu'il est possible puisque ses réactions de combattante sont dominées par son affectivité ; en effet, son amant vient d'être arrêté par la Gestapo.

Un seul trait commun entre les deux héros : tous deux sont des vaincus, tous deux savent qu'ils vont mourir.

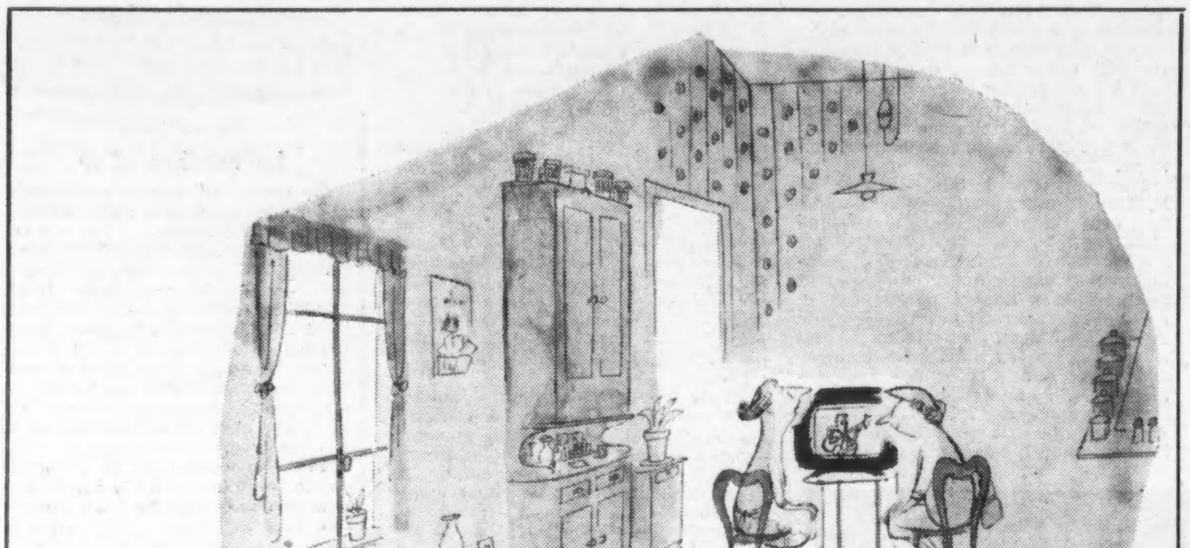
Le chasseur

Gaiser situe le début de son roman au moment où l'aviation alliée contre-attaque avec une supériorité écrasante de moyens. Les appareils allemands sont vieux, usés et lents. Quelle que soit la valeur ou l'habileté des pilotes de chasse, ils ne peuvent rien contre les forteresses volantes qui, par milliers, bombardent l'Allemagne. L'ordre du Führer est d'ailleurs de se jeter sur l'adversaire et de l'éperonner. Il n'y a plus d'issue. En quelques jours, les escadrilles allemandes sont démantelées. Les chasseurs deviennent des proies. Leur moral est miné par les atrocités qu'ils ont vu commettre et qui, supportables dans la griserie de la victoire, viennent hanter les vaincus ; le sentiment de la mort inéluctable achève de semer le désarroi dans leurs rangs. Mais au contraire des combattants au sol, ils ne peuvent lâcher pied, battre en retraite ou se rendre ; ils doivent prendre l'air jusqu'au dernier et s'offrir en holocauste. Leur mort physique sera fulgurante sans doute, mais leur agonie morale durera pendant tout le volume, qui est, de bout en bout, excellent.

La bête traquée

Claude Besnault révèle dans son premier roman un talent sûr et sobre. Elle nous montre une jeune résistante traquée par la Gestapo, réfugiée dans une maison abandonnée où elle passera trois jours, en attendant à chaque instant d'être découverte. Mais plus horrible que le sentiment de son sort est la douleur de savoir son amant, Luis, perdu pour toujours et aux mains des Allemands. Revivant à la fois son aventure de femme et son activité de résistante, elle passera seule dans cette maison trois journées au cours desquelles elle sent la folie monter en elle : délire spécifiquement féminin fait de regrets charnels et de tension nerveuse (il est probable qu'un homme, dans la même situation, aurait tenté à la fois d'agir et d'oublier, mais ne se serait pas laissé envahir par la folie). Agonie d'un autre genre, au bout du compte, la jeune femme se tue. Plutôt que d'en sortir. Plutôt que de *vouloir* en sortir.

⟶



— *Le danger, quand on a la télévision, c'est qu'on aurait tendance à ne plus lire...*

On imagine sans peine le parti qu'un troisième romancier aurait pu tirer de ces deux livres en intercalant les chapitres de l'un et de l'autre.

Au demeurant, que l'agonie soit individuelle ou collective, chacun meurt toujours pour soi. Ce pourrait être le titre de ce troisième volume imaginaire.

MARC LAPORTE.

ESSAI

● ***Un apport capital à la compréhension de la musique moderne.***

Problèmes de la musique moderne

par Boris de Schloezer et Marina Scriabine. Ed. de Minuit. 196 p., 1.350 francs.

NE confondons pas « musique contemporaine » et « musique moderne »; ceux qui veulent connaître la signification des symphonies de Milhaud, des fresques pseudo-brésiliennes de Villa-Lobos ou des partitions soviétiques, bref ceux qui désirent savoir ce que composent la plupart des musiciens « contemporains », ne l'apprendront pas dans le livre de Boris de Schloezer et Marina Scriabine ; en revanche, au lecteur avide de vues perçantes sur le langage et la genèse de la musique « moderne », curieux des formes les plus avancées de l'art musical, ce livre offrira les clés qui permettent de déchiffrer le « pourquoi » et le « comment » de la musique sérielle et de la musique électronique.

Encore lui faudra-t-il accomplir un certain effort intellectuel ; car la première qualité du livre de Boris de Schloezer et Marina Scriabine est l'intelligence, une intelligence suraiguë qui remet en question les notions le plus couramment admises, qui discute point par point avec une lucidité et une logique imperturbables.

Une véritable mutation

La musique est-elle un langage ? L'art possède-t-il un pouvoir expressif ? Peut-on expliquer, selon les théories de Sainte-Beuve, l'œuvre par l'homme ? Dans quelles conditions la musique est-elle tributaire de son époque ? Voilà quelques-unes des questions qui permettent une première approche du langage musical moderne. Mais le fond du problème reste la signification des démarches actuelles qui constituent moins un progrès qu'une véritable « mutation de la musique ». Il est peut-être regrettable que la musique électronique, qui se place au centre de cet ouvrage, ne soit abordée de plein fouet que vers la cent cinquantième page. Un lecteur non averti sera quelque peu désemparé, en attendant « LA » révélation, devant le réquisitoire systématique qui condamne tant les imperfections de notre notation musicale que celles de toute interprétation. En vérité, cette attaque du sujet par le biais révèle une démonstration tendancieuse. Mais qu'importe si cette « tendance » représente la « vérité » musicale de notre époque ! Les compositeurs les plus doués de la génération actuelle sont ralliés au principe de la musique sérielle et font, ou s'apprêtent à faire, de la musique électronique. Cet argument de poids n'est pas utilisé ici, car les auteurs veulent se cantonner sur un plan esthético-philosophique et ne font appel qu'en des occasions rarissimes à des exemples concrets. De la sorte, le livre gagne en rigueur ce qu'il perd en clarté.

Un des passages les plus caractéristiques et les plus importants de cette étude consiste en une critique du dodécaphonisme schoenbergien, mais alors que les critiques traditionnelles sont purement destructives et font preuve d'une incompréhension, d'une méconnaissance des problèmes déconcertantes, celle-ci est constructive et « dépasse » les acquisitions de Schoenberg. Elle explique magistralement, en particulier, le manque de rigueur d'une méthode que l'on a condamnée à maintes reprises pour le défaut inverse.

Bref, dans cet ouvrage important sur la musique moderne, les auteurs témoignent du désir constant d'aller « au fond des choses » et de discuter chaque idée reçue. Il est désormais impossible de négliger cet apport capital à la musicologie de notre temps.

Parmi les nombreuses formules offertes à notre méditation :

« On n'écoute pas la musique en s'y abandonnant passivement, on se livre alors à la rêverie. Je dois m'engager dans cet automouvement, l'assumer, sinon il se résout en notes. Comprendre la musique, c'est reconstituer en son unité l'acte constitué par le compositeur. »

C. S.

TÉMOIGNAGE

● ***Heureux événement? Pas toujours.***

Condamné à vivre

par Maryse Querlin. Ed. Kent-Segep. 208 pages, 690 fr.

UNE jeune femme à l'esprit malade, Catherine, attend un enfant, fruit d'une rencontre de hasard avec un Nord-Africain de Pigalle.

Est-il bon, est-il souhaitable, est-il dans l'intérêt de la société que cet enfant vienne au monde ? C'est la terrible question que Maryse Querlin pose à ses lecteurs dans un récit d'autant plus tragique qu'il raconte une histoire authentique. L'héroïne de « Condamné à vivre » existe. Elle est schizophrène. Pendant de longues périodes, son comportement est normal. Puis, soudain, sa raison vacille. A quel enfant donnera-t-elle naissance ?

Le plaidoyer, que Maryse Querlin place dans la bouche de la mère de la jeune femme, pour que l'avortement thérapeutique soit autorisé dans de tels cas, eût été plus émouvant si l'abominable détresse de la jeune démente avait retenu la plume de l'auteur, plus que l'angoisse de la narratrice à l'idée d'avoir un petit Nord-Africain dans la famille.

Mais il demeure, hélas ! pleinement convaincant et mérite d'être entendu.

LU, VU, SU

DANS les maisons d'édition, on dort encore. Mais à partir de septembre, on verra en librairie, parmi les romans français :

● « AIMEZ-VOUS BRAHMS ? », le quatrième roman de Françoise Sagan, 187 pages. « Bonjour Tristesse » avait 187 pages et 4 lignes, « Un certain sourire » 188 pages et 8 lignes, « Dans un mois, dans un an » 188 pages et 5 lignes.

● « LUNA-PARK », suite de « Roses à crédit » et deuxième volume de « L'Age du nylon », par Elsa Triolet. (Gallimard.)

● « LA VOYAGEUSE », de Gisèle Prassinos, découverte, petite fille, par les surréalistes. La tragédie d'une famille juive persécutée pendant la guerre. (Plon.)

● « LE PRÊTRE DANS LA NUIT », de Serge Groussard, décrit la vie d'un prêtre ouvrier habitant un hôtel meublé à Pigalle, tour à tour cordonnier, plongeur, vendeur de frites. (Albin Michel.)

● « LES DUPES », récit comique et désespéré de Jean Dutourd, met en scène trois dupes : le premier est dupe de la philosophie, le second du déterminisme historique, le troisième de l'athéisme. (Gallimard.)

● « LE LABYRINTHE », d'Alain Robbe-Grillet, suit un soldat seul dans une ville. (Editions de Minuit.)

● « LE TEMPS D'AIMER » est un court roman sur l'amour et la jalousie, suivi de trois nouvelles par Jean Cassou. (Albin Michel.)

● « UNE POIGNÉE DE MAIN », un roman à suspense sur la spéléologie, par René Fallet. (Denoël.)

● « LE CENTENAIRE », par René de Obaldia, le long monologue intérieur d'un homme qui, à cent ans, reconstitue toute sa vie. (Plon.)

Plus, naturellement, tous les romans écrits « pour les prix ».

Parmi les traductions :

● « LES DÉSARROIS DE L'ÉLÈVE TORLESS », le premier livre écrit par Robert Musil, l'auteur de « L'Homme sans qualités ». (Seuil.)

● « LES QUARANTE ANS DE MRS ELIOT », par Angus Wilson, salué par la critique anglaise comme un « Madame Bovary » d'un nouveau genre. (Stock.)

● « LE GUÉPARD », par Giuseppe Tomasi di Lampedusa, le plus grand succès italien de ces dernières années. (Seuil.)

● « LE RENARD », d'Ignazio Silone. (Grasset.)

● « LE BATEAU DANS LA MONTAGNE », de l'écrivain allemand Gerd Gaiser, qui retrace l'histoire du monde à partir d'une colline et d'une caverne. (Stock.)

Parmi les documents :

● « AU-DELA DE L'OUBLI », les souvenirs, écrits sur un ton très personnel, de Duff Cooper, qui fut longtemps ambassadeur d'Angleterre en France.

● « NOTES INTIMES » de Marie Noël, qu'elle appelait elle-même « Journal pour m'aider ». (Stock.)

● « MA VIE ET MA PENSÉE », par Albert Schweitzer. (Albin Michel.)

● « LE DIX-HUIT BRUMAIRE », par Albert Ollivier, récit jour après jour des événements qui ont conduit Bonaparte à devenir premier consul. (Gallimard.)

Et enfin :

● « CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE », le premier ouvrage philosophique de Jean-Paul Sartre depuis « L'Être et le Néant ».

● « LETTRES A MARGUERITE MORENO », par Colette. (Flammarion.)

crime-club
BOILEAU-NARCEJAC
LES MAGICIENNES
denoël 1 vol. 250 frs

crime-club
E. PIQUET-WICKS
ALERTE A ORLY
denoël 1 vol. 250 frs

crime-club
LOUIS C. THOMAS
Prix du Quai des Orfèvres 1957
LE MORT QUI MARCHE
denoël 1 vol. 250 frs

HOMMES

Quinze milliards en deux ans

Zanuck, vous connaissez ?

DANS un restaurant de luxe des environs de Paris, auréolé d'hortensias roses, Darryl Francis Zanuck a convoqué la presse française pour annoncer solennellement ses projets : dix films dans les deux prochaines années. Budget prévu : 30 millions de dollars, soit 15 milliards de francs, qu'il va éparpiller à travers le monde en commençant par la France.

La première des deux productions qu'il annonce est tirée d'un roman de Marcel Haedrich, « Drame dans un miroir ».

Les prises de vues commencent la semaine prochaine dans les studios français, avec des techniciens français (« *les meilleurs du monde* », dit Zanuck).

Richard Fleisher met en scène. Orson Welles et Bradford Dillman seront les partenaires de Juliette Gréco.

De tous les personnages pittoresques qui composent la faune cinématographique universelle, ce petit homme de 57 ans, enivré de sa puissance, est sans doute le plus extraordinaire et certainement le plus représentatif d'un monde délirant, mais plus délirant en apparence qu'en réalité.

Si Zanuck n'avait pas, de son métier, une connaissance si parfaite qu'il est à l'origine de cinq sur dix des grands succès américains, il y a longtemps que Hollywood l'aurait impitoyablement rejeté.

Mais les chiffres sont là. Alors, quelles que soient ses extravagances, il règnera aussi longtemps que leur bilan sera positif.

...Et le lion, et la girafe

Fils d'un gérant d'hôtel, il a commencé sa carrière cinématographique en écrivant un scénario par semaine pour la Fox, après quelques essais malheureux dans le journalisme. Dix ans après, il est vice-président de la société. Il a 33 ans. Il dort deux heures par nuit.

Il se fait construire un bureau grand comme une cathédrale, aux rideaux toujours tirés. Il y a dix-sept mètres entre la porte et le bureau, copie de celui de George Washington. Au sol, un tapis de haute laine, sur lequel la démarche des visiteurs est mal assurée. Zanuck, qui est tout petit et qui en souffre, se délecte à les voir, au long des dix-sept mètres, perdre leur contenance.

A côté du bureau, une pièce aux murs noirs, où, de 6 à 7, il se retire pour dormir et pour recevoir la visite de dames, chaque jour différentes, qui restent exactement dix minutes.

De l'autre côté, tendue de cuir rouge, la salle de projection. Quand il y entre, à 9 heures pile, tout le monde se lève. C'est le roi et la cour. Parfois, il n'a pas reçu, entre 6 et 7, sa visite quotidienne. Alors, au cours de la projection, la secrétaire entre et dit : « *Monsieur, on vous appelle de Londres.* » Zanuck sort. Tous ceux qui sont présents savent qu'il y en a pour dix minutes. On interrompt la projection. On sert le whisky. Zanuck revient et on enchaîne. Il peut voir les rushes de la dizaine de films en cours de tournage et se souvenir de tous sans prendre une note. Ses avis sont sans appel.

Sous son bureau, il s'est fait construire une piscine et un hammam. Les murs sont décorés de grandes fresques représentant Zanuck à la chasse. Il y a Zanuck et le lion, Zanuck et l'éléphant, Zanuck et la girafe, etc. Toute la journée, coiffeur et masseur l'attendent.

Il traverse les studios avec son éternel cigare entre les lèvres, et un petit fouet à la main. Il a une voix de stentor, un langage de charretier. Mais le jour où un ami lui dit : « *Darryl, faites attention, vous êtes détesté* », il a cette réplique fameuse : « *C'est ce qu'il faut. A Hollywood, quand on vous aime, on vous étrangle.* »

Puis il décide d'apprendre le français. Il fait venir chaque jour à déjeuner un jeune professeur. Un pauvre garçon atteint de strabisme et d'un pied bot qu'il maltraite honteusement, en se moquant de lui et en l'imitant. Un jour, à table, il hurle parce qu'il a perdu la couronne d'or d'une de ses dents. Il demande : « *Avez-vous vu, c'est horrible, j'ai avalé ma couronne ?* ».

« Stravinsky, il n'existe pas. »

Tout le monde, pour le calmer, lui dit : « *Mais non, Darryl, vous ne l'avez sûrement pas avalée.* » Sauf le petit professeur qui murmure : « *Si, je crois que vous l'avez avalée.* » Le lendemain, Zanuck fait appeler le professeur et lui dit : « *Vous êtes augmenté. J'ai fait faire des analyses : vous aviez raison.* » Il ne se moquera plus jamais de lui.

Pendant un moment, il ne s'exprimera plus qu'en français. A la Fox, par servilité, c'est à qui apprendra également le français pour lui plaire.

Mais les auteurs, les réalisateurs le savent bientôt mieux que lui et s'en aperçoivent. Alors, l'habitude se prend, quand Zanuck donne des ordres, de lui suggérer, vite, vite, le contraire en français. Il répond alors : « *Oui, oui.* » Le lendemain, quand il voit que les choses n'ont pas été faites

DARRYL F. ZANUCK
Il faut montrer...

...au public...

comme il le souhaite, il hurle, mais on lui dit : « *Pourtant, vous avez dit « oui » à Untel.* » Et il préfère laisser passer plutôt que de se démasquer. Jusqu'à ce qu'il maîtrise bien la langue.

Un jour, on lui apporte les journaux sur son bureau. Il regarde rêveusement la couverture du « Time » avec la photo de Churchill. Il aimerait bien voir son portrait à la une du « Time », mais il sonne sa secrétaire et lui dit :

« *Si jamais ces gens-là demandent ma photo, vous la leur refuserez. J'ai fait des statistiques, les trois quarts des personnes qui figurent là-dessus finissent mal.* »

Mégalomane, il l'est sans pudeur. Lors d'une discussion sur le problème noir, quelqu'un dit devant lui : « *Tous les hommes sont égaux devant Dieu* », et Zanuck réfléchit avant de dire : « *Ce ne doit pas être vrai, regardez : moi.* »

Lorsqu'il pense faire un film sur la vie de Diaghilev, on lui conseille de voir Stravinsky, qui habite Beverley Hills. Il demande qui est Stravinsky. On lui explique, tant bien que mal : « *Stravinsky, eh bien, c'est à la musique ce que Picasso est à la peinture.* »

« *Bon, bon* », dit-il. Le lendemain, de sa voix d'airain, il hurle : « *Vous vous êtes tous moqués de moi. Ce Stravinsky, ce n'est rien, il n'existe pas, il ne vit pas. Je lui ai téléphoné. Il a demandé : « Qui est à l'appareil ? », j'ai dit : « C'est Darryl F. Zanuck. » Il a répondu : « Je ne connais pas. » Et moi, je peux vous dire qu'un homme qui ne connaît pas Zanuck, c'est un homme qui n'existe pas.* »

Pendant la guerre de 39, il s'engage. Il part en Afrique avec, derrière lui, à ses frais, un cameraman chargé de le filmer partout, en couleurs. Puis il a envie d'être général, mais à Washington, les gens de Hollywood ne sont pas pris très au sérieux. Il

...ce qu'il ne peut pas voir...

reste colonel, comme le colonel William Wyler, comme le colonel Anatol Litvak, et cela ne l'amuse plus. Il rentre à Hollywood. Là, pendant son absence, Bill Goetz a pris la direction et en a profité pour faire peindre en blanc les fresques de la piscine. Zanuck en attrape un coup de sang. Il les remplace par des agrandissements grandeur nature de ses photos de guerre et renvoie toutes les personnes que Goetz avait engagées.

(J.-P. Darlo.)

...à la télévision

Banco sur le Cinémascope

Tout cela est odieux, stupide, insupportable, inutile. Pourquoi Hollywood supporte-t-il cependant ce mégalomane forcené ? Parce que, lorsqu'il s'agit de son métier, il a presque toujours raison. Parce qu'en 1953, alors que le cinéma américain traverse une crise grave, il le sauve en décidant avec Spyros Skouras, président de la Fox, d'acheter le procédé cinématographique qu'un inventeur français, le professeur Chrétien, propose en vain dans son pays depuis près de vingt ans. C'est le Cinémascope.

Cette semaine, le personnage qui ouvre lui-même la porte de son appartement du Plaza a des dimensions plus tolérables. Il est en robe de chambre avec des pantoufles de cuir patiné. Il paraît que celles qu'il portait à Hollywood étaient en velours, brodées d'or à ses initiales. Maintenant, il n'y a plus d'initiales que sur sa robe de chambre et sur ses boîtes d'allumettes. Il fume toujours un cigare après l'autre, mais sa voix s'est faite de miel. Il a l'air d'un père de famille raisonnable qui calcule sagement ses placements. Il est tout sourire. C'est le numéro de charme qu'il pratique aussi bien, dit-on, que celui de la terreur.

— Pourquoi avez-vous quitté Hollywood ?

— *D'abord, je n'ai pas quitté Hollywood. Je fais des films partout à travers le monde, et à Hollywood aussi bien. Je suis toujours « fifty-fifty » avec la Fox dans mes affaires. Ils distribuent tous mes films. Je peux en produire autant que je veux. Si je me suis simplement éloigné, c'est parce que j'avais envie de bouger. Voyez, à Paris, j'ai déjà changé cinq fois d'hôtel. Non pas parce qu'ils n'étaient pas bien. Seulement pour bouger. Et puis, je me suis dit qu'il fallait faire des films qui ouvrent le monde au public. Qu'il fallait montrer au public ce qu'il ne pouvait pas voir à la TV. Alors, je vais tourner sur place, partout. C'est ce que j'ai voulu pour « Les Racines du Ciel » par exemple. Dans mon programme, il y a un film en Israël, un en Corse, un aux Açores et au Chili, sans compter le « De Luxe Tour », où nous ferons le tour du monde.*

— Mais vous étiez le patron à la Fox, vous auriez aussi pu en décider de la même façon ?

— *Non, à la Fox, je supervisais tout, je m'occupais des films de loin. Je devenais un homme d'affaires. C'est tout. Maintenant, je m'en occupe de près. Je regarde tout. Je choisis tout. Je crois que je fais tout. Cela m'amuse plus. Et puis, quand j'ai vu que Kirk Douglas ou Gregory Peck devenaient producteurs, je me suis dit que ce n'était plus mon « business ». Kirk Douglas producteur !...*

— Pourtant, son film, « Les Vikings », a eu beaucoup de succès en France et votre film, « Les Racines du Ciel », aucun.

Gréco d'un bout à l'autre

Zanuck a décidé de garder le sourire. Il répond :

— *D'abord, « Les Vikings », cela vous a peut-être épaté en Europe, mais aux U.S.A., 60 % du marché, cela n'a par eu un grand succès. Pour « Les Racines du Ciel », je me suis sans doute trompé. J'ai visé trop haut. C'était une idée trop abstraite. Le public moyen ne comprend pas qu'on ne tue pas un éléphant quand on l'a devant soi.*

— « Viser trop haut », c'est l'excuse qu'on se donne toujours... N'est-ce pas avoir un certain mépris du public ?

— *Il n'y a pas de formule magique pour faire un succès. D'ailleurs, je pense que d'ici quatre ou cinq ans, quand la TV aura racheté le film, je n'aurai pas perdu d'argent. Depuis le début de ma carrière, j'ai produit un peu plus de six cents films. J'ai reçu je ne sais combien d'Oscars et autres c......es, mais non vraiment, il n'y a pas de recette pour le succès.*

« *Ce qu'il faut, c'est produire beaucoup. Comment dites-vous en français ? Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Et viser tous les marchés. Le marché américain n'est plus le seul intéressant. Le Japon et l'Allemagne de l'Ouest sont aussi de grands débouchés. Les deux pays qui ont perdu la guerre ! La France doit être le cinquième marché commercial cinématographique. Ah ! le public français, le plus difficile du monde...* »

Darryl F. Zanuck sait sans doute ce qu'il fait. Mais l'histoire de « Drame dans un miroir » est, à elle seule, exemplaire de l'étrange folie qui règne parfois sur un certain cinéma.

Les droits du roman de Marcel Haedrich avaient été achetés par M. Bérard, producteur français, qui cherchait un sujet pour Jules Dassin.

Celui-ci, qui ne s'intéresse qu'à une seule interprète, Melina Mercouri, écrivit une adaptation pour elle. C'est-à-dire qu'il imagina de lui faire tourner les deux rôles de femme que contient le roman.

→

M. Bérard ne voyait pas la chose ainsi. Il refusa l'adaptation.

Mais il y avait à Paris un autre homme, Darryl Zanuck, qui ne s'intéresse qu'à une seule interprète, Juliette Gréco.

Il bondit sur le sujet, racheta les droits du « Drame dans un miroir » à M. Bérard — qui gagna ainsi plus d'argent peut-être qu'il n'en aurait gagné en tournant lui-même le film — et le mit aussitôt en chantier.

Au cours de sa carrière, Darryl Zanuck a lancé Shirley Temple, Clark Gable, James Cagney, Bette Davis, Betty Grabble, Marilyn Monroe et le chien Rin-Tin-Tin, qui fut plus célèbre en son temps que Brigitte Bardot.

Il est décidé à faire de Juliette Gréco une vedette internationale. Il y met le prix. Elle aussi.

MICHELE MANCEAUX.

CINÉMA

Quatorze concurrents

● *C'est à Venise, cette semaine, qu'il faut aller au cinéma.*

LE centre de l'activité cinématographique s'est transporté, cette semaine, à Venise, où la vingtième biennale, le plus sérieux des festivals, a commencé le dimanche 23.

Quatorze films, produits par onze pays et choisis par les organisateurs de Venise, sont en compétition.

Les couleurs de la France sont défendues par deux jeunes metteurs en scène :

1. Claude Chabrol, qui présentera le 2 septembre son troisième film, « A double tour », violente intrigue sentimentale et policière se déroulant en Provence.

2. Robert Hossein, qui a présenté « La Nuit des Espions », dont il est à la fois le réalisateur et l'interprète avec sa femme, Marina Vlady.

Robert Hossein, qui possède l'un des tempéraments les plus intéressants du cinéma français — outre une remarquable obstination — a tenté une expérience difficile : un film à deux personnages, Elle et Lui, qui se déroule en un décor et une nuit. Il a réussi à provoquer l'intérêt, à susciter des controverses. Mais, encore une fois, il ne s'est pas imposé.

C'est l'Angleterre qui a ouvert le feu, avec « L'Enfant et le Pont », de Kerwin Mac Clory. Succès à peine honorable.

C'est l'Amérique qui clôturera le festival, avec le dernier film de Marilyn Monroe, « Some like it hot » (littéralement : « Certains l'aiment chaud »), étincelant divertissement présenté hors compétition.

Parmi les concurrents sérieux pour la récompense suprême :

Un Ingmar Bergman, « Le Visage », qui traite le problème du comédien.

Un Preminger, « Autopsie d'un meurtre », comédie américaine de forme classique, autour d'un procès, interprétée par James Stewart.

Un Bardem, « Sonate », film poétique réalisé en partie au Mexique.

Un Rossellini, « Le Général della Rovere », interprété par de Sica, et dont nos lecteurs connaissent déjà le thème et l'argument (voir « L'Express » n° 424).

Mais un outsider est toujours possible, en particulier du côté du Japon.

S'il y avait un prix pour la meilleure sélection de beauté, l'Italie l'emporterait de haute main avec Silvana Mangano (dans « La Grande Guerra », mésaventures tragico-burlesques de deux braves militaires), Carla Gravina, nouveau visage de 17 ans (dans « Esterina ») et Antonella Lualdi (qui interprète le film de Chabrol).

Seule rivale sérieuse dans ce domaine pour les Italiens : la Suédoise Ingrid Thulin (dans « Le Visage »).

● *A Paris, les génériques sont parfois trompeurs*

A Paris, trois films américains peuvent séduire, par leur générique, les amateurs.

● « LA MENEUSE DE JEU » (1) annonce Shirley Mac Laine, révélée par Hitchcock dans « Mais qui a tué Harry ? », et Tony Perkins, le troublant adolescent de « Barrage contre le Pacifique ».

Qui a tué Shirley ?... Grimaces et minauderies, dans une mauvaise pièce de Thornton Wilder sur une marieuse de 1880.

C'est bien laborieux.

● « L'EPOPÉE DANS L'OMBRE » (2) n'est pas plus satisfaisant. James Cagney en médecin irlandais, pendant l'une des nombreuses luttes de l'Irlande réclamant son autonomie, se prend tellement au sérieux que nous ne pouvons le prendre, nous, qu'à la blague.

● « TOUT PRÈS DE SATAN » (3), traduction fâcheuse de « Ten seconds to Hell », est signé par Robert Aldrich. Un nom que tous les amateurs de cinéma ont retenu depuis qu'ils ont vu son premier film, baroque et dur, « En quatrième vitesse ».

Puis il y a eu « Le Grand Couteau » et « Attack », imparfaits mais toujours intelligents.

Encore une fois, Aldrich intéresse et déçoit en même temps.

« Tout près de Satan » se déroule en Allemagne. Six soldats allemands arrivent à Berlin au lendemain de l'armistice. Anti-nazis, ils ont été réunis par leurs officiers et désignés pour être affectés à un service de déminage.

Désemparés, sans ressources, ces hommes hésitent à refuser ce travail. Un pari absurde va les replonger dans un enfer volontaire. Le dernier des six survivra à ses amis.

Du groupe, deux personnalités plus dessinées se détachent, le beau parleur cynique (Jeff Chandler) et l'humoriste (Jack Palance). De bombe en bombe, de déminage en déminage, ils survivront assez longtemps pour que nous sachions tout ce qu'ils ont sur le cœur.

(1) Avenue.
(2) Ermitage.
(3) Normandie.

CARLA GRAVINA DANS « ESTERINA »

Quand la beau…

Comme une aile d'oiseau

Aldrich, ancien assistant de Jean Renoir, a voulu, a-t-il déclaré, que le bon Palance incarne la démocratie et le machiavélique Chandler le fascisme.

« *J'aime,* a-t-il également déclaré, *les dialogues lyriques à prétentions poétiques. J'aime bien qu'au lieu de dire « Je t'aime », un personnage, même banal, déclare : « Mon cœur bat pour toi comme une aile d'oiseau.* »

Il est bien libre.

Mais, en dépit d'une violence et d'un réalisme qui laissent parfois haletants, Aldrich aboutit à un film hybride, bavard et inutilement prétentieux dans la forme.

Martine Carol, piètrement dirigée, fait une brève apparition qui est encore trop longue.

Et pourtant Robert Aldrich a quelque chose à dire. Il ressent profondément la tristesse et le désarroi d'un monde qui se cherche en vain une morale et qui vit sous la menace d'un stock de bombes.

Aussi ce film raté n'est-il pas, il s'en faut, indifférent.

FESTIVAL

Orange a écrasé Gounod

● *Le nouveau joujou du prince Rainier.*

UN mur bimillénaire de 103 mètres de long sur 38 mètres de haut — « *la plus belle muraille du royaume* », disait Louis XIV — tel est le cadre où vient de se dérouler la Chorégie d'Orange. Mais le Théâtre Antique d'Orange, chef-d'œuvre de l'art romain, est un plateau redoutable qui n'accueille pas impunément n'importe quelle sorte de spectacle, et les 9.000 Provençaux battus par un vent violent qui étaient venus fêter l'année Frédéric Mistral — un Mistral malheureusement revu par Charles Gounod — se sont aperçus que « Mireille » affrontait dangereusement le poids d'une architecture grandiose.

Trente-huit mètres de haut, c'est beaucoup trop également pour le « Faust » — du même Gounod — envoyé par l'Opéra et, avec ses 500 exécutants qui s'écrasaient littéralement sur la scène et cherchaient avec angoisse à se frayer un passage, la représentation oscillait entre le spectacle du Châtelet et une vision du métro aux heures d'affluence. Si l'on tient à réunir quelques centaines de figurants sur un plateau qui peut y résister, il faut au moins savoir les diriger...

Le véritable emploi du Théâtre d'Orange, c'est la tragédie antique, et une magistrale démonstration en fut

Restaurants

LIDO
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"PRESTIGE"
de P.-L. GUÉRIN et R. FRADAY
LES BERNARDS
ÉLY. 11-61

Pour la première fois en France depuis dix ans
SAMEDI 5 SEPTEMBRE à 18 heures
UNIQUE RÉCITAL
Paul ROBESON
CHANTS FOLKLORIQUES DE TOUS LES PAYS
sur les terrasses de MEUDON dans le cadre du Théâtre en plein air de la Fête de « L'Humanité »
MOYENS DE COMMUNICATION :
• Navette autobus 169, depuis les stations de métro Pont-de-Sèvres et Mairie d'Issy.
• Par chemin de fer : Paris-Invalides, descendre Val-Fleuri ; Paris-Montparnasse, descendre Bellevue.
PRIX D'ENTREE : 200 FRANCS

DRÔLE DE DRAME
URSULINES
10, r. Ursulines (5e)
de Marcel CARNÉ

FOLIES BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
Clients de province et de l'étranger
LOUEZ PAR CORRESPONDANCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

Réouverture STUDIO DE L'ETOILE
14, rue Troyon
ETO. 19-93
A la demande générale deux chefs-d'œuvre
YANG KWEI FEI de Kenji MIZOGUCHI
NUIT ET BROUILLARD d'Alain RESNAIS

SILVANA MANGANO DANS « LA GRANDE GUERRA » n'est pas italienne, elle est suédoise.

INGRID THULIN DANS « LE VISAGE »

offerte grâce à l'« Antigone », de Sophocle, interprétée avec noblesse et grandeur par les comédiens-français, et rehaussée par une belle musique de scène d'André Jolivet.

Un centenaire qui se réveille

Enfin, sur le plan musical, le « clou » de cette chorégie d'Orange fut la révélation d'un orchestre, orchestre presque centenaire mais qui renaît après quelques années de sommeil, l'Orchestre National de l'Opéra de Monte-Carlo.

L'orchestre de la Principauté, qui connut des heures de gloire, notamment aux temps des Ballets Russes, avait pratiquement disparu, depuis la guerre, de la scène musicale européenne. Mais le prince Rainier aime la musique et a eu envie d'un nouveau joujou : un orchestre de classe internationale.

La majorité des anciens instrumentistes ont été relayés par des musiciens ayant subi les épreuves d'un concours rigoureux. Le premier violon est actuellement l'excellent violoniste Luben Yordanoff. Un règlement sévère a été institué : les 77 membres de l'Orchestre de Monte-Carlo sont attachés *constamment* à cette formation, à l'exclusion de tout autre emploi ; rétribués largement, ils doivent, en contrepartie, effectuer un important travail de répétition sous la direction de leur chef, Louis Frémaux.

Pour créer — ou recréer — un orchestre, il n'y a pas d'autre secret : réunir d'excellents musiciens qui travaillent ensemble, régulièrement, sans « mendier » les séances de répétitions.

Le travail de Jean Germain, directeur artistique de l'orchestre, porte déjà ses fruits : l'Orchestre de Monte-Carlo a été présent cette année aux quatre festivals du Midi (Aix-en-Provence, Orange, Menton, Monte-Carlo).

CLAUDE SAMUEL.

THÉATRE

Les trois coups

● La rentrée : François Périer. L'événement : J.-P. Sartre.

SUR tous les plateaux de Paris, on répète devant des fauteuils vides avec l'espoir qu'ils seront bientôt pleins.

Admirable métier que le théâtre où les plus vaines entreprises réunissent tant d'enthousiasme, tant de foi, où les générales se succèdent à partir de septembre au rythme de deux par semaine malgré les échecs, malgré les « fours », malgré les déceptions de la saison précédente.

Encore la dernière fut-elle clémente puisque vingt-deux salles parisiennes peuvent afficher pour leur réouverture la reprise de spectacles interrompus seulement par l'été.

● C'est FRANÇOIS PÉRIER qui ouvrira le feu des générales le 2 septembre, à la Michodière, avec « Gog et Magog », comédie policière anglaise adaptée par Gabriel Arout. François Périer met en scène lui-même et interprète un double rôle.

Puis se succéderont les « événements » :

● Une pièce de J.-P. SARTRE « Les Séquestrés d'Altona », annoncée pour le 16 à la Renaissance, avec Fernand Ledoux, Serge Reggiani, Evelyne Rey et Marie Olivier.

● Une comédie musicale de MARCEL AYMÉ, « Patron », interprétée par Zizi Jeanmaire, mise en scène par Roland Petit et en musique par Guy Béart, décorée et costumée par Bernard Buffet. A Sarah-Bernhardt.

● Une pièce de JEAN GENÊT, « Les Nègres », dont « L'Express » a publié de longs extraits (n° 348 du 20 février 1958), mise en scène par Roger Blin (au Théâtre de Lutèce, courant octobre).

Et, bien sûr, une pièce d'ANOUILH, « Thomas Beckett ou l'Amour de Dieu », au Théâtre Montparnasse. Générale le 1er octobre.

Parmi les valeurs à surveiller :

● JEAN MERCURE, dans une pièce de Bernard Shaw, « Le Dilemme du docteur », adaptée par Jacques Deval. (Aux Bouffes-Parisiens, le 21).

● SUZANNE FLON, dans une pièce d'Ugo Betti, « Un beau jour de septembre ». (A l'Atelier, les premiers jours d'octobre).

● LA COMPAGNIE JACQUES FABBRI, avec Sophie Desmarets, dans « Sœur Anne », de Jean Canolle. Au Théâtre de Paris, après qu'Edwige Feuillère sera morte cinquante fois (les dernières, annonce-t-elle) de consomption dans « La Dame aux camélias », qu'elle reprend le 4 septembre.

A partir de cette date, en effet, les droits de « La Dame aux camélias » dont elle avait acheté l'exclusivité, tomberont dans le domaine public.

● « LES PETITS BOURGEOIS » de Maxime Gorki, adapté par Arthur Adamov (à l'Œuvre, le 25 septembre).

Pour les amateurs de soirées aimables, la partie se jouera entre :

● JACQUES DUFILHO dans une comédie d'Audiberti, « L'effet Glapion » (au Théâtre La Bruyère, le 11 septembre).

● ROBERT LAMOUREUX, qui a confié à Jean Marais le soin de mettre en scène, de décorer et d'interpréter, avec Dany Robin, « Un rossignol chantait » (Aux Variétés, le 17 septembre).

● JACQUES DEVAL, qui a engagé Philippe Nicaud pour interpréter « Aux bords enchantés de la correctionnelle ». (Début novembre aux Ambassadeurs).

● CLAUDE-ANDRÉ PUGET, qui a adapté de l'anglais « Le cœur léger », que joueront Fernand Gravey, Simone Renant et Olivier Hussenot (mi-septembre à l'Athénée).

● MARC-GILBERT SAUVAJON, qui a adapté de l'américain « Le vélo devant la porte », comédie policière que joueront Gérard Blain et Janine Crispin. (Le 28 septembre à Marigny).

● ROGER-FERDINAND livrera son devoir annuel. « Pas d'âge pour l'amour », avec André Beaugé et Parisys. L'ancienne vague. (Théâtre Michel.)

● MICHEL DE SAINT-PIERRE a adapté, pour la scène, son roman « Les Ecrivains », que Louis Ducreux et Nadine Alari interpréteront. (Le 10 septembre aux Mathurins).

● TRISTAN ET ISEULT s'aimeront une fois de plus dans la pièce du même nom écrite par Jean de Boer et mise en scène par Jolivet (Pierre) sur la musique de son père Jolivet (André). (Le 18 septembre, au Tertre.)

GALERIE CHARPENTIER
76, Faubourg-Saint-Honoré
Exposition
CENT TABLEAUX DE SOUTINE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
JACQUES VILLON
PEINTRE-GRAVEUR
58 RUE RICHELIEU

STUDIO 43 - 43, Faubourg-Montmartre
Un roi à New-York
Réalisé et interprété par Charles CHAPLIN
V. O.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

19 AOUT.

AVANT mon départ pour le Midi, je me souviens de ce déjeuner solitaire dans un restaurant des Champs-Elysées (je traversais Paris). Une petite fête que je me donnais. Et puis j'avais résolu d'aller voir un de ces films dont on nous rebat les oreilles : « Les Cousins » ou « Les Quatre cents coups », ou « Hiroshima mon amour ». Mais déjà, seul à ma table, entouré de toutes ces tables jacassantes, j'étais dans un film. Le cinéma accoutume notre œil à voir partout une figuration autour d'un couple en gros plan. Ici, le gros plan, c'était cette blonde belle et fanée qui, à deux pas de moi, décortiquait des crevettes avec une avidité hideuse, sous l'œil froid d'un Don Juan fatigué lui aussi, laminé, pâle de cette pâleur des ascètes, et de ceux qu'on appelait, dans mon milieu dévot, des viveurs. J'étais étonné d'entendre ma mère dire de quelqu'un qui passait pour avoir été un mauvais sujet : « Il a beaucoup vécu. » C'est qu'elle savait, sans connaître Rimbaud, que « la vraie vie est absente ».

Certes, ce quadragénaire blême devait avoir beaucoup vécu. La vie ne l'avait pas dressé à se mettre en frais. C'était la dame qui se dépensait, roucoulait, la gorge gonflée, jusqu'au moment où il lui parla à mi-voix. Elle riait d'un rire scandalisé et complaisant, d'un rire de théâtre. Ce qui allait suivre était inscrit en clair. Je pouvais me passer de sous-titres. Je n'avais pas envie de connaître leur histoire, mais non plus aucune de celles qui se déroulaient au moment même sur les écrans des Champs-Elysées. L'horreur, à cette table de restaurant, visible pour moi seul, du moins n'était-elle pas orchestrée. Cette séquence muette, quels développements un cinéaste lui aurait donnés ! Pour ne pas les connaître, j'aurais payé plutôt.

Ah ! non, je n'irais pas au cinéma. C'est à ces heures-là qu'un homme de mon âge se l'avoue : la vieillesse nous met, d'une certaine manière, hors la loi ; nous n'en avons qu'une conscience sourde, dans notre vie de chaque jour, nous parlons, nous écrivons, il nous arrive d'occuper le devant de la scène : ce n'est qu'une apparence. Nous ne faisons plus partie du vrai film. Mais le pire est qu'il ne nous intéresse plus. « Non, certes, me répétais-je, il ne faut pas aller au cinéma ». Je réglai en hâte l'addition, donnai au taxi l'adresse de mon appartement désert.

Il avait l'odeur de la poussière et de l'abandon. S'étendre, fermer les yeux. La jeunesse n'interrompt jamais sa propre rumeur. Cette sensation de vide absolu, elle l'ignore. Il faudrait oser cette absurdité : qu'à un certain âge, le silence du néant devient perceptible. Alors un soupir vers Dieu tremble comme un pont de lianes sur l'abîme du rien : « Domine, ad adjuvandum me festina ! »

C'EST bien moins qu'on ne le croit la peur de la mort, l'espérance d'une autre vie qui éveille chez les vieilles gens une pensée religieuse. Il serait plus juste de dire qu'il se fait un certain silence, qu'une rumeur s'interrompt qui en recouvrait une autre ; et nous ne perdrons plus rien désormais de cet incessant murmure d'un flux et d'un reflux que notre jeunesse bourdonnante n'entendait pas, sinon en de brèves angoisses. La vie est finie et tout commence. Il n'y a plus rien et il y a tout. Plus rien ne nous cache le tout. Et ce tout est Quelqu'un dont il ne faudrait jamais parler, puisque dès que nous parlons de Lui nous parlons d'un autre que nous inventons et qui n'est pas Lui. En revanche, nous pouvons Lui parler : c'est ce qui s'appelle prier. La prière a son langage. A chacun de nous de le réinventer. Les oraisons de l'Eglise ne devraient être que des points de départ, que des pistes d'envol...

21 AOUT.

RAYMOND ARON est un sage que je lis avec une attention presque toujours récompensée. Sa dernière interview de « L'Express » me laisse tout de même hésitant. Je ne suis pas sûr qu'il ait raison. Ce professeur de Sorbonne qui a décidé de ne plus distinguer sa droite de sa gauche me parait pécher contre l'évidence. J'entends bien qu'il reconnait qu'il y a des tempéraments de droite et des tempéraments de gauche. Mais ce n'est pas assez dire. L'Histoire de France est celle d'une longue guerre civile que Henri IV a interrompue pour un siècle et demi à peine. Encore est-il mort assassiné, et Louis XIV qui révoque l'Edit de Nantes, qui détruit Port-Royal, qui persécute les Camisards, n'interrompt pas la lutte.

Le vrai est que droite et gauche sont la trop faible et trop équivoque expression d'une inimitié foncière, enracinée dans les siècles. Sans remonter jusqu'à l'hostilité des Gaulois et des Francs, des seigneurs du Nord contre les Albigeois, Armagnacs et Bourguignons, Huguenots et Catholiques, patriotes et émigrés, anti-Dreyfusards et Dreyfusards, collaborateurs et résistants donnent des noms successifs à cette haine ininterrompue, diversement colorée par les remous de l'Histoire. C'est la guerre d'Algérie qui en ce moment la manifeste. Et de même, il surgit de siècle en siècle un homme qui s'efforce de la dominer, de réconcilier en sa personne les Français irréconciliables. C'est le beau côté de Napoléon. Il croyait encore en 1800 que ce fût possible. De ce point de vue, l'histoire du Consulat est admirable : avec 1789, ce sont nos deux seuls beaux moments, il me semble. Aujourd'hui, Charles de Gaulle n'ignore peut-être pas que sa tentative est vaine, que les adversaires attendent avec impatience qu'il ne soit plus là pour recommencer ce combat qui durera autant que notre Histoire, car il en constitue l'étoffe même.

MAIS il est vrai aussi, comme le dit Raymond Aron, qu'il y a toujours eu une race d'esprits issue des deux partis : les sages, les politiques, les fils de Montaigne, les libéraux que de Gaulle incarne, quoi que vous en pensiez et tout général qu'il est. Aussi bien n'a-t-il pas d'ennemis plus déterminés que dans les salons du beau monde, si ce n'est parmi les beaux esprits de la gauche. Il a de quoi déplaire à tous, précisément parce qu'il les comprend tous.

Un de ses fidèles, qui est à peu près son contemporain (et le mien), me disait avec raison : « Il n'y a que les chrétiens de notre génération pour savoir qui est de Gaulle, car il a hérité à la fois du « Sillon » et de « l'Action Française ». Il a bu aux deux sources adverses et les a réconciliées en lui ; mais c'est aussi pourquoi il reste seul ».

F. M.

(Copyright « L'Express » : Mondial Presse.)

L'EXPRESS

DIRECTION

Françoise Giroud
Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach
91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 88.61

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau

29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 19.68
(angle Champs-Elysées)
Les jours fériés : ELY. 03-02

VENTE AU NUMERO :

France et Algérie : 125 francs.
Maroc : 120 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 an) :

France et Communauté : 5.000 francs.
Etudiants, militaires : 4.000 francs.
Etranger : 6.000 francs (Etudiants : 5.000 francs).

PAR AVION :

7.200 fr. : Algérie, Tunisie, Maroc.
7.800 fr. : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19, Paris)

(L'abonnement donne droit aux services de Madame Express.)

reflets de paris
TISSUS
J.L. Marmor
MADE IN FRANCE
sélection couture

Une voiture sous la main...
mais pas sur le dos !

avec une auto louée, sans chauffeur, à la

S.A.L.A.M

Les frais ne courent que lorsque l'on roule

PAS DE FRAIS D'ENTRETIEN, D'ASSURANCE, DE GARAGE. PAS DE DEPRECIATION DE VOITURE. PAS D'IMMOBILISATION DE CAPITAL

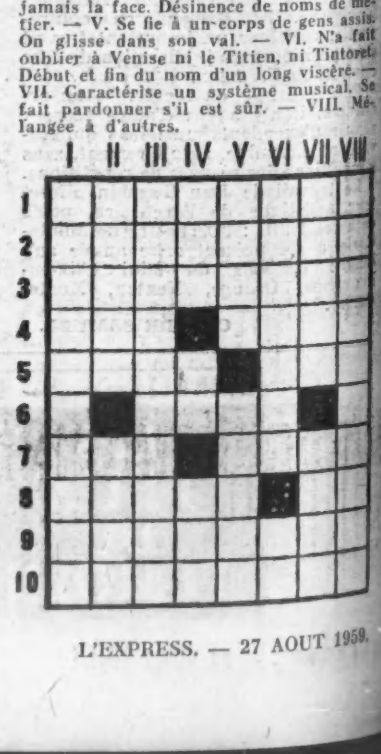
toujours le modèle que vous voulez
et SEULEMENT quand vous le voulez

LOCATIONS DE COURTE DUREE et ABONNEMENTS
13, rue Magdebourg (16e) - Métro Boissière - Tél. POIncaré 38-58 et 37-94

Mots croisés n° 202

HORIZONTALEMENT : 1. Dissimule des lames. — 2. Sentiment qui ne pousse pas au rapprochement. — 3. Ne concurrencent vraiment pas Cortot et Paderewski. — 4. Début d'une prière qui invite à une prière. Barre qui renforce la fermeture d'une porte. — 5. On se bat contre ceux qui ne sont pas du même. Quand Pepito est vraiment satisfait. — 6. Petite ville de l'Ardèche (sans l'article). — 7. Il y a près de 29 siècles qu'Israël lui a obéi. Intéresse le cultivateur, le pêcheur, le restaurateur, le métallurgiste, le maréchal ferrant, etc. — 8. Saisie, dans plus d'un sens. S'entend des deux côtés du détroit de Gibraltar. — 9. Prénom d'un homme d'Etat travailliste contemporain. — 10. Dans le paysage qu'il faut, dit-on, avoir vu avant sa mort.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	S	I	N	G	E	R	I	E
2	A	N	E	■	R	E	E	L
3	U	D	O	M	E	T	R	E
4	V	I	C	O	■	A	■	C
5	E	C	O	N	O	M	A	T
6	G	A	R	D	■	A	M	O
7	A	T	■	E	S	S	O	R
8	R	E	T	R	O	■	R	A
9	D	U	R	A	N	D	A	L
10	E	R	I	S	T	A	L	E

Solution du n° 201

VERTICALEMENT : I. Selon Flaubert, spécialiste de l'autophagie. — II. Ennui mécanique, comme ne dit pas l'Académie. En langage courant, une façon de reproduire. — III. Résume, de façon bien sommaire, le programme de certains socialistes. — IV. Les coups de pied lui rapportent, ou d'autres gestes. Ne perd jamais la face. Désinence de noms de métier. — V. Se fie à un corps de gens assis. On glisse dans son val. — VI. N'a fait oublier à Venise ni le Titien, ni Tintoret. Début et fin du nom d'un long viscère. — VII. Caractérise un système musical. Se fait pardonner s'il est sûr. — VIII. Mélangée à d'autres.